

inprecor

L'AMÉRIQUE LATINE FACE À SES DILEMMES : Colombie, Chili, Pérou, Équateur, Nicaragua

- ÉTATS-UNIS : PROGRAMME DE BIDEN, UN KEYNÉSIANISME IMPÉRIALISTE ●
- CLIMAT : LES PIÈGES DU « ZÉRO ÉMISSIONS NETTES » ●
- MOZAMBIQUE : NOUVELLE GUERRE CIVILE AU CABO DELGADO ●
- BIRMANIE : LE FRONT INCANDESCENT DE L'ASIE ORIENTALE ●

inprecor sur le web :
<http://www.inprecor.fr>

Aux abonné(e)s !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse. Alors... réabonnez vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, **MERCI !**



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECEI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PECEI-INPRECOR, 27 Rue Taine,
75012 Paris, France

Tél. : 33/0 1 49 28 54 87 ou ...88

E-mail : inprecor@wanadoo.fr

Directeur de publication, gérant :
Jan Malewski

Rédacteur en chef : Jan Malewski

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0921 I 88313.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,
93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies
prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

juillet-août 2021 n° 687/688

Amérique latine

L'Amérique latine face à ses dilemmes dans les rues de Colombie Ana Carvalhaes et Israel Dutra **3**

Colombie

Une multitude dans des conditions précaires Leopoldo Múnera Ruiz **7**

Chili

De la révolte au processus Karina Nohales **11**

Pérou

Un nouveau moment politique Anahí Durand Guevara **14**

Équateur

Un scénario ouvert, rien n'est décidé Mario Unda **17**

Nicaragua

Ortega emprisonne des candidats de l'opposition avant les élections de novembre Dan La Botz **21**

Aux camarades solidaires Articulación de Movimientos Sociales **24**

États-Unis

Keynésianisme impérialiste : le programme de Joe Biden pour réhabiliter le capitalisme étatsunien Ashley Smith **25**

Notes de lectures

C. PIAGET, On fabrique, on vend, on se paye. Lip 1973 Didier Epszajn **32**

ALTERNATIVES SUD, Soulèvements populaires Didier Epszajn **32**

Climat

Chien de garde des fossiles, l'Agence internationale de l'énergie pose les pièges du « zéro émissions nettes » Daniel Tanuro **34**

Birmanie - Myanmar

Le front incandescent de l'Asie orientale - arrière-plan de la crise présente Pierre Rousset **37**

Mozambique

Nouvelle guerre civile au Cabo Delgado : « Le pire scénario serait que le Mozambique devienne un nouvel Afghanistan » Entretien de Mariana Carneiro avec Joseph Hanlon **48**

**Vous pouvez acheter vos livres et revues
et même vous abonner à inprecor sur internet :**
www.la-breche.com

Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (métro Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12h à 20h et le lundi de 14h à 20h

Abonnement

(6 ou 11 numéros)

- France - DOM-TOM -
 - Europe - Afrique 30 EUR (6 mois) 55 EUR (1 an)
 - Autres destinations 39 EUR (6 mois) 71 EUR (1 an)
 - Pli fermé 50 EUR (6 mois) 90 EUR (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- *Lecteurs solidaires* (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)
- ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LA DIFFUSION À PRIX RÉDUIT (1 an, 40 EUR)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECEI", à adresser à Inprecor-PECEI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

● Virements bancaires à "PECEI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
IBAN : FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094 BIC : NORDFRPP

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous !

L'Amérique latine face à ses dilemmes dans les rues de Colombie

Par
Ana Carvalhaes et Israel Dutra*

Dans l'une des régions qui contribue le plus à l'augmentation mondiale du nombre de cas et de décès du Covid-19, au milieu du chaos sanitaire, du chômage, de la faim et de l'escalade des inégalités, les travailleurs, les étudiants et les jeunes des périphéries urbaines, les paysans, les habitants des petits villages, les noirs et les indigènes ont réussi à se soulever pour défendre leur vie – contre les plans d'austérité meurtriers des gouvernements de droite ou de centre-droite.

Le *Paro Nacional* (grève nationale) colombien des 28 et 29 avril a ouvert une période de manifestations quotidiennes massives, dans une unité sans précédent de mouvements urbains, ruraux, indigènes, écologistes et de jeunes chômeurs – ces derniers étant l'avant-garde. Les affrontements violents ont déjà fait 75 morts, 83 victimes ont perdu un œil, 1 468 cas de violences physiques, 1 832 emprisonnements arbitraires et 28 dénonciations de violences sexuelles par les forces de répression (1). En date du 26 mai 2021, Indepaz a par ailleurs dénombré 346 personnes disparues.

Affrontant les attaques des chars et des hélicoptères de la répression, la mobilisation a fait reculer le gouvernement sur la réforme fiscale qui a mis fin à la patience du peuple, renversant le ministre de l'Économie et la Chancelière. La brutalité répressive a joué le rôle de l'essence sur le feu du mécontentement, a isolé le pays au niveau international (face au tollé suscité par le massacre, Biden et l'ONU ont appelé au calme et au dialogue), mais n'a pas empêché que les manifestations de rue et les blocages des avenues et des autoroutes se poursuivent. Tout en encourageant la répression la plus barbare, le gouvernement uribiste (2) d'Iván Duque a convoqué une table ronde de dialogue avec les coordinateurs de la grève, pour ne rien proposer en échange de la suspension des actions. De son côté, Gustavo Petro, lea-



der du parti de centre-gauche Colombia Humana et principale figure de l'opposition, qui se voit comme un favori pour les élections de 2022, profite de cette condition pour appeler à la paix sociale et décourager la confrontation avec Duque. Dans les rues, cependant, les jeunes organisés pour une confrontation inégale ont déclaré qu'ils préféreraient mourir sous les coups de feu en combattant plutôt que d'être remportés par le Covid et la faim.

Dilemmes continentaux

Quelle que soit l'issue momentanée de la contestation actuelle, ce qui se passe en Colombie est symbolique des grands dilemmes économiques et socio-politiques de cette grande région du monde. Plongés dans une crise mondiale qu'ils n'avaient pas prévue, privés des profits extraordinaires du boom des matières premières des premières décennies de ce siècle, les gouvernements néolibéraux et les bourgeoisies ont plus que jamais besoin de recourir à des plans d'austérité : réduction des dépenses sociales, augmentation des impôts et des prix, privatisations – tout cela dans le but de payer les dettes publiques croissantes. À cette fin, ils nient les besoins croissants des populations, plongées dans la pauvreté et la misère multipliées par la récente récession. Ils sont

tout disposés à imposer leurs plans par la force avec des fusils, des bazookas, des chars et maintenant des hélicoptères. Mais à un moment donné, une étincelle surgit, comme l'augmentation des impôts de Duque (ou l'augmentation des tarifs du métro de Piñeira au Chili, ou encore l'augmentation du prix du carburant par Lenín Moreno en Équateur), et fait exploser le chaudron de la fureur populaire.

La rage et les mobilisations, même héroïques comme celles menées par la jeunesse colombienne, ne suffisent pas à

* Ana Carvalhaes, journaliste et fondatrice du PSOL (Parti socialisme et liberté), anime le courant Insurgencia de ce parti. Israel Dutra, secrétaire aux relations internationales du PSOL, anime le courant MES (Movimento Esquerda Socialista) de ce parti. Tous les deux font partie de la direction de la IV^e Internationale au Brésil. Cet article est une version élargie de l'article « Nas ruas da Colômbia, América Latina enfrenta sus dilemas » paru dans la revue du PSOL, *Socialismo e Liberdade* n° 32, <https://www.laurocampos.org.br/2021/05/31/nas-ruas-da-colombia-america-latina-enfrenta-seus-dilemas/> (traduit par JM).

1. Selon les données mises à jour le 28 juin 2021 par l'Indepaz (Institut d'études pour le développement et la paix), « Informe violencias en el marco del Paro Nacional 2021 », <http://www.indepaz.org.co/cifras-de-la-violencia-en-el-marco-del-paro-nacional-2021/>

2. En référence à l'Uribismo, un spectre politique populiste, d'ultra-droite et néolibéral dirigé par l'ancien président Álvaro Uribe Vélez, dont Duque est l'héritier direct. Ennemi juré de la guérilla dans son pays et dénoncé pour ses liens avec les groupes paramilitaires, Uribe a été le fer de lance de la campagne de rejet de l'accord de paix avec les FARC.

Amérique latine

elles seules à inverser le cours tragique d'un continent colonisé par la finance mondiale, rendu malade par le Covid et infecté par le phénomène mondial de l'ultra-droite néofasciste. Il est certain que les luttes sociales vont se poursuivre – c'est désormais encore plus probable en raison de l'appauvrissement provoqué par la pandémie. Mais la contre-offensive néolibérale des 40 dernières années n'est pas terminée, même si la droite dispose de moins de cartes qu'il y a deux ou trois ans, et pourrait être encore affaiblie lors de nouvelles batailles dans les rues et dans les urnes.

Les peuples et les travailleurs d'Amérique latine devront continuer à expérimenter le néolibéralisme et ses « monstres » plus ou moins féroces (Bolsonaro, Duque, Piñera, Lasso, Lacalle). Ils devront encore en tirer des leçons. Il suffit de penser à l'Équateur : comment le banquier Lasso parviendra-t-il à imposer sa recette consistant à « *serrer la ceinture* » et à soumettre le pays aux diktats des sociétés financières, face à une société complexe, organisée et expérimentée dans le renversement ou l'usure des gouvernements qui lui font face ? La prochaine période sera marquée par davantage d'affrontements et de bouleversements sociaux. Nous aurons plus de chances de remporter des victoires partielles si la gauche institutionnelle ne jette pas de l'eau froide sur la volonté de lutte et n'entrave pas l'auto-organisation du peuple, avec sa tendance bien connue de tout canaliser vers les élections.

La crise économique mondiale sans précédent qui sévit aujourd'hui et l'intensi-

fication de l'affrontement entre les États-Unis et la Chine rendent impossible la répétition d'une nouvelle période de stabilité, plus ou moins longue, fondée sur le modèle d'une époque où le monde s'est développé et où les États-Unis, l'Union européenne, la Chine et la Russie coexistaient sans tensions majeures. Les exemples de l'Équateur, de la Bolivie et du Chili indiquent un espace social et politique grandissant pour la construction d'alternatives anticapitalistes.

Le « séisme » politique chilien

La catastrophe pandémique, du Rio Grande à la Patagonie, n'a pas empêché que les luttes et les affrontements politico-idéologiques s'emparent des élections. Le Chili est sans doute l'exemple le plus avancé.

Le résultat de la « méga-élection » du 15 mai dernier montre une défaite retentissante de la droite – qui n'a pas réussi à obtenir les deux tiers des députés constituants nécessaires pour opposer son veto aux avancées anti-néolibérales. La « gauche bien élevée » de l'alliance Concertación (Parti socialiste et Démocratie chrétienne), qui a gouverné le pays pendant 24 ans (1990-2010 et 2014-2018) (3), a aussi été défaite. Cette élection a propulsé des forces de gauche alternatives, comme le Parti communiste (4) et les groupements de ce qui fut le Frente Amplio (Front large). Mais surtout, elle a symbolisé l'invasion des institutions chiliennes par les « indépendants », parmi lesquels beaucoup sont de la gauche anticapitaliste.

Le phénomène des indépendants au Chili (5) – des candidats qui ont émergé en marge des partis, parfois sur des listes de partis de gauche, mais surtout par le biais de mouvements sociaux ou de listes communautaires, et qui sont aujourd'hui députés-constituants, gouverneur-es, maires ou conseiller-es des municipalités – ajouté à la forte abstention (près de 60 %), confirme l'ampleur et la profondeur de la crise de représentativité du système politique chilien des 31 dernières années.

La composition de la Convention constitutionnelle reflète également l'ampleur de la victoire populaire : parité des genres, participation garantie des peuples autochtones (17 sièges sur 155), possibilité de candidatures et de coalitions en dehors des partis traditionnels. C'est la première Assemblée constituante de l'histoire où le nombre d'hommes et de femmes est pratiquement le même : 78 et 77 respective-

ment. La percée des femmes au Chili pour occuper l'espace représentatif a été si importante qu'il a fallu appliquer le mécanisme de parité (il était préétabli qu'il y aurait un nombre égal de femmes et d'hommes candidats, plus un mécanisme d'ajustement qui garantirait l'égalité dans tous les cas) pour assurer le même nombre d'hommes, puisque 84 femmes et 71 hommes ont été élus. En d'autres termes, 7 femmes ont dû céder leur place à des hommes pour garantir l'équilibre !

Ces éléments ne peuvent être expliqués que par la grandeur et la profondeur du soulèvement antisystémique d'octobre 2019, ainsi que par la force de la lutte des femmes, des jeunes et des peuples autochtones.

Équateur et Bolivie

Dans ce même contexte de plaques sociales tectoniques en mouvement au sein des sociétés, des élections ont eu lieu dans deux autres pays andins au début du mois d'avril.

En Équateur, le banquier Guillermo Lasso a battu Andrés Arauz, héritier de Rafael Correa (57,58 % contre 47,48 %) au second tour de l'élection. Au premier tour, en février, l'infime différence entre Lasso et Yaku Pérez, du Mouvement plurinational Pachakutik, a été mise en question par les mouvements sociaux, renforçant l'option des indigènes d'appeler à un vote nul « *idéologique* ». Le résultat c'est que le gouvernement de l'Équateur revient aux mains d'un représentant direct de la classe des affaires, pour la première fois depuis 35 ans. Lasso a un programme ultralibéral mais il a aussi la terrible contradiction d'affronter un peuple vaincu et une opposition de gauche avec une large majorité législative, qui a élu un député Pachakutik à la présidence du Parlement.

En Bolivie, les élections pour la direction des départements de La Paz, Tarija, Chuquisaca (où se trouve Sucre) et Pando ont été des défaites pour le MAS. Ses candidats ont perdu dans toutes ces régions, bien que le mouvement social et politique d'Evo Morales reste le seul parti national implanté. Le MAS s'est assuré le gouvernement de trois des neuf départements du pays (Cochabamba, Oruro et Potosí), comme en 2005. Il a perdu dans des villes importantes comme La Paz (où un ancien ministre d'Añez a remporté la mairie), Cochabamba et la stratégique El Alto.

Ces résultats et, en particulier, les performances des candidats liés à des mouvements qui ont appartenu au MAS ou qui

3. En 2014-2018, les partis de la Concertación se sont associés au Parti communiste du Chili pour former la coalition Nueva Mayoría (nouvelle majorité).

4. Alors qu'il faisait partie de la coalition Nueva Mayoría – qui a perdu les élections présidentielles face à la droite de Piñera en 2018 – le PCC n'a pas accepté lors du soulèvement de 2019 de signer le pacte de transition, par lequel le gouvernement a obtenu l'arrêt des manifestations en échange de la convocation de l'Assemblée constituante.

5. Il y a plusieurs « camps politiques » parmi les dits « indépendants » : 28 députés de la Lista Apruebo Dignidad (Frente Amplio et PC), 27 de la Lista del Pueblo (mouvements de gauche sociale, communautaire, généralement anticapitaliste), 11 plus vers le centre-gauche, appelés « Indépendants non-neutres » et 10 autres élus en dehors de toute coalition ou « liste » – pour un total de 76, soit 49 % de la Convention. Si l'on ajoute les 17 représentants ethniques (tous les élus sont de gauche au sens large), cela fera 93 voix sur 155, soit 60 %. Et ce, sans compter les 25 élus de la Liste d'approbation (PS, DC et petits partis de centre-droit), identifiés aux gouvernements sociaux-libéraux de la Concertación. La droite, avec 37 élus, a raison de craindre la nouvelle Constitution.



ont une base MAS (comme l'ancienne sénatrice Eva Copa, aujourd'hui maire d'El Alto, et les gouverneurs élus de La Paz et de Chuquisaca) font monter la température du débat interne dans le parti-mouvement d'Evo Morales, dans lequel les choix de candidats « *triés sur le volet* » par l'ancien président sont fortement remis en question. Le grand parti-mouvement, héritier des luttes et des victoires des décennies passées, est aujourd'hui divisé en trois courants : d'une part Evo Morales, désireux de le transformer en une version bolivienne du PSUV de Maduro, dans un parcours autoritaire évident ; d'autre part, bien que très proche d'Evo, le groupement néolibéral plus technocratique représenté par l'actuel président Luis Arce ; et enfin la base de la Bolivie profonde, qui s'identifie au vice-président Davi Choquehuanca – contre la démarche qu'Evo entend imprimer à l'« *instrument politique* » (6).

Pas de « cycle conservateur » montant

À partir de ce tableau général, auquel il faut ajouter le conflit en cours pour garantir l'investiture à la présidence du candidat de la gauche, Pedro Castillo, au Pérou, il est possible d'indiquer quelques éléments qui façonneront la situation politique de la région dans la période à venir. La crise multiforme du capitalisme mondial s'exprime régionalement à travers la profonde crise des régimes démocratiques bourgeois (plus ou moins grave d'un pays à l'autre), aggravée et loin d'être résolue par la montée ici et là d'alternatives néofascistes.

L'échec des options néolibérales du début du siècle (Carlos Menem en Argentine, Fernando Henrique Cardoso au Brésil, Enrique Peña Nieto au Mexique, Sebastián Piñera au Chili, Gonzalo Sánchez de Lozada et Carlos Mesa en Bolivie) et l'absence, pour le moment, d'un nouveau type de gauche anticapitaliste, indiquent que les prochaines confrontations auront lieu entre les options néolibérales-oligarchiques (plus ou moins affaiblies), d'une part, et les héritiers du soi-disant « *progressisme* » qui ont gouverné pendant une bonne partie du siècle actuel.

Malgré toutes les différences entre les sociétés de la région (d'expérience de lutte, d'organisation, de défaites ou de victoires récentes), les alternatives capitalistes autochtones, profondément associées aux États-Unis, ne disposent pas de projets capables d'apporter des réponses économiques, démocratiques et de souveraineté nationale nécessaires pour surmonter les tragédies sanitaires, environnementales et sociales du monde de Covid. Leurs plans de surexploitation et d'autoritarisme (ouvert ou déguisé) continueront à se heurter aux demandes populaires de vaccinations, d'hôpitaux, d'emplois, de revenus, d'éducation, de logement et de transport et, surtout, au droit de s'organiser et de lutter pour la vie.

Il n'y aura plus de « *progressisme* » comme avant

Un « *nouveau cycle* » du soi-disant « *progressisme* » n'a pas commencé et n'est pas susceptible de commencer. Le

« *progressisme* » est une catégorie discutable sous laquelle ont été classées des expériences aussi différentes que les processus du Venezuela et de la Bolivie (avec des luttes frontales contre l'impérialisme) et, d'autre part, les processus sociaux-libéraux de la Concertación chilienne, du Frente Amplio uruguayen et du Parti des travailleurs (PT) au Brésil (ce dernier, en outre, avec des prétentions et des pratiques sous-impérialistes). En d'autres termes, il est peu probable que se répète l'hégémonie régionale de gouvernements de centre-gauche ou de gauche ayant des traits anti-impérialistes plus ou moins grands, capables de promouvoir une certaine redistribution. Cela ne signifie pas qu'il faille nier l'importance des victoires contre la droite en Bolivie, au Mexique, au Chili et au Pérou, ni écarter la possibilité de soutenir d'une certaine manière le retour de Lula au gouvernement brésilien, pour vaincre le néofasciste Bolsonaro.

Le fait est que le « *progressisme* » de la première décennie du siècle, tant dans son aspect plus bolivarien que plus social-libéral, était le résultat de conditions économiques et politiques mondiales (et aussi nationales) très spécifiques, qui ne se répéteront pas. Le succès relatif des gouvernements dits « *progressistes* » a également été soutenu par ce qui était (et est toujours, au vu de la situation actuelle au Venezuela) leur limite structurelle : ils se

6. Le nom complet du MAS est : Mouvement vers le socialisme – Instrument politique pour la souveraineté des peuples (Movimiento al Socialismo – Instrumento Político por la Soberanía de los Pueblos, MAS-IPSP).



Colombie

sont nourris du boom des matières premières, créant des modèles de développement extractivistes qui ont eu tendance à renforcer le caractère agraire-exportateur (et donc colonial et prédateur) des économies de la région. Dans leur version sociale-libérale ils ont consciemment construit des coalitions de classe entre les forces populaires et des secteurs plus ou moins larges des classes dirigeantes. Ces dernières se sont ensuite désengagées de ces projets et ne semblent pas disposées à les expérimenter à nouveau.

Malheureusement, les options progressistes n'ont pas dépassé ce modèle et continuent d'appeler le peuple à croire qu'il est possible de « recommencer », comme si rien n'avait changé, comme s'ils n'avaient pas déjà gouverné et n'avaient pas épuisé leurs partisans et les nouvelles générations de militants, en se heurtant à leurs exigences. Comme l'a souligné Franck Gaudichaud dans une récente interview : « *l'Amérique latine – comme le reste du monde – est entrée dans une période de fortes turbulences, où se combinent une gigantesque crise économique, la crise sanitaire, l'approfondissement de la crise de la biosphère et une nouvelle polarisation sociale, politique et idéologique* » (7).

Il est évident qu'il est correct de se positionner pour lutter côte à côte avec les

secteurs « progressistes » – plus encore lorsqu'on fait face à l'existence d'une extrême droite ultra-libérale et conservatrice – et même, éventuellement, de les rejoindre ou de les soutenir lors des élections. Mais le débat stratégique s'appauvrit lorsque la pensée et l'action sont enfermées dans cette tactique – le front unique de Lénine et Trotski. Le front unique était, il y a plus de 80 ans, une tactique de lutte pour la base des partis ouvriers européens de masse, dans la lutte contre le fascisme croissant. Il est parfaitement correct et nécessaire d'appliquer une tactique unitaire dans la lutte contre le néofascisme autoritaire. Mais il faut se rappeler que – à part le Brésil et la Colombie – tous les pays d'Amérique du Sud ne comptent pas des ultra-droites ayant la possibilité d'arriver au pouvoir ou de s'y maintenir. La vaste « gauche sociale » latino-américaine (tant ses militant-es que son électorat) n'est pas entièrement disciplinée par les « progressistes », comme l'était la base des partis ouvriers européens au cours d'une grande partie du XX^e siècle. Il est également nécessaire de rallier ceux qui, à gauche, n'ont jamais été « progressistes » (comme les nouvelles générations qui prennent les rues) et ceux qui ont été désillusionnés par ces « progressistes » sans pour autant passer à droite. La lutte pour la conscience des peuples et des travailleurs ne se fait pas exclusivement par une seule tactique.

Dans les grandes luttes sociales de ces dernières années, surtout les plus récentes (Chili, Équateur, Pérou, Bolivie, Mexique, même en Argentine, au Brésil et maintenant au Paraguay et en Colombie) des centaines de milliers de militant-es antisystème ont émergé et continuent d'émerger (8) : dans les mouvements de

quartiers pauvres, les mouvements féministes, écologistes, antiracistes, des peuples indigènes, des communautés rurales, des communautés LGBTQI, des jeunes et des étudiants, des enseignants et des salariés des nouveaux secteurs. Tous ces mouvements avancent des revendications qui se heurtent aux limites du « progressisme » classique parce qu'ils luttent contre les conditions de vie imposées par le capitalisme contemporain.

Les cas de l'Équateur, du Pérou, du Chili et de la Bolivie, bien qu'électoraux, expriment les énormes contradictions, problèmes et défis que la nouvelle situation latino-américaine apporte. Aussi bien la droite que la gauche traditionnelle et ceux qui proposent de construire une nouvelle alternative anticapitaliste, écologique, féministe, antiraciste et démocratique, sont confrontés à ces problèmes. Ces exemples récents confirment, chacun à sa manière et avec une intensité différente, qu'il existe un espace social et politique – plus important au Chili, au Pérou et en Colombie, moins ailleurs – pour la construction d'alternatives anticapitalistes avec des programmes qui, émergeant des luttes sociales, avancent dans les réponses aux inégalités de toutes sortes, au racisme, à la faim, aux régimes corrompus, à la violence policière et militaire, à la destruction de l'environnement, à l'ethnocide des peuples indigènes.

Le chemin ne sera ni linéaire ni facile, il y aura des hauts et des bas, des défaites et des victoires. Le grand défi est d'être dans les luttes, avec cette nouvelle génération combattante, pour construire avec elle (et non pour elle) notre programme de rupture. ■

7. « Amérique latine : nouvelle période, nouvelles luttes. Entretien avec Franck Gaudichaud », *Contretemps*, 8 avril 2021, <https://www.contretemps.eu/%E2%80%89amerique-latine-turbulences-gauche-luttes-mouvements-sociaux/>.

8. Sur ce sujet voir Paul Mason, « How the Covid shock has radicalized Generation Z », *The Guardian* du 2 juin 2021, <https://www.theguardian.com/world/2021/jun/02/how-the-covid-shock-has-radicalised-generation-z>

Une multitude dans des conditions précaires (à propos des grèves colombiennes)

Par
Leopoldo Múnera Ruiz*

La décision collective d'organiser une grève pendant la pandémie de Covid-19 présente une caractéristique unique qui ne peut passer inaperçue. L'appel aux Colombiens à sortir et à manifester dans les rues a été lancé le 28 avril 2021 (1). Après une année de confinement strict, d'isolement loin de la famille, de virtualisation de toute communication, de mesures sanitaires extrêmes, de peur administrée, de politiques de santé publique contradictoires et erratiques, d'augmentation du chômage et des inégalités sociales, le fait que les gens soient sortis malgré l'absence de mesures de sécurité réelles signifie que la population a trouvé que la protestation était le moindre des deux maux.

Action tragique

Le projet de réforme fiscale, tout comme le vase de fleurs de Llorente (2), a été l'occasion de faire converger de multiples soulèvements sociaux, des explosions qui n'avaient pas d'orientation unitaire ni centrale. Une multitude, toutes celles et ceux obligés de se démener, de chercher par tous les moyens de quoi assurer la subsistance de leur famille, a vu clairement le cynisme du gouvernement, qui voulait augmenter ses recettes fiscales en sacrifiant les salaires des travailleurs au profit du grand capital. Le cynisme, dans ce contexte, signifie « *la pratique et la défense éhontées d'actions et de pratiques répréhensibles* ». Nommer la réforme fiscale « *Loi de la solidarité durable* » (*Ley de la solidaridad sostenible*), était une manière obscène de se moquer des personnes qui dépendent, pour survivre, soit de leurs propres efforts, soit de la solidarité de leurs amis les plus proches et des membres de leur famille, et dans de nombreux cas, de la charité publique et privée. Ainsi, la décision de faire grève a d'abord été motivée par un assemblage assez large et complexe d'affects et de sentiments, principa-



lement ceux de la colère et de l'indignation.

Ceux qui ont activement mené la grève et rejoint la mobilisation dans les rues ont souffert et enduré les effets de la pandémie. Dans le cadre d'un système de santé stratifié et hiérarchisé, la plupart des gens n'ont pas un accès correct aux soins de santé et n'ont pas non plus la moindre chance de s'envoler pour la Floride afin de se faire vacciner aux États-Unis. La plupart attendent depuis des semaines d'être tes-

tés pour le Covid-19, si tant est qu'ils aient de la chance. Tout le monde a une mère, un oncle, une sœur ou un camarade qui a été renvoyé de l'hôpital à la maison, pour se retrouver quelques jours plus tard dans des unités de soins intensifs surpeuplées. Tout le monde a des amis qui ont été infectés et qui sont morts parce qu'ils ont été obligés d'aller dans la rue pour avoir quelque chose à manger, ou des grands-parents qui attendent toujours la première dose du vaccin, alors qu'ils auraient déjà

* Leopoldo Múnera Ruiz est professeur de sciences politiques à l'Universidad Nacional de Colombia. Il est également le fondateur du Groupe de recherche sur la théorie politique contemporaine (Teopoco, selon l'acronyme espagnol), à la même université, et membre du Centre de recherche interdisciplinaire Démocratie, institutions, subjectivité (Cridis, selon l'acronyme français), à l'Université catholique de Louvain. Ses recherches s'articulent autour de l'étude critique du pouvoir, des mouvements sociaux et de la théorie politique contemporaine. Il est l'auteur de *Rupturas y continuidades: poder y movimiento popular en Colombia 1968-1988* (Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 1998), et a cosigné avec d'autres de nombreux livres, comme : *Los saberes múltiples y las ciencias sociales y políticas* (Bogotá, Universidad Nacional de Colombia,

2018) ; *La Regeneración revisitada. Pluriverso y hegemonía en la construcción del Estado-nación en Colombia* (Medellín, La Carreta, 2011) ; *Fragmentos de los Público-Político* (Medellín, La Carreta, 2009). Cet article, originellement rédigé en espagnol, a d'abord été publié, en traduction anglaise, par la revue étatsunienne *Spectre* le 28 juin 2021 : <https://spectrejournal.com/on-the-colombian-strikes/> (les notes sont du traducteur vers l'anglais, Andrés Fabián Henao Castro ; traduit de l'anglais par JM).

1. Ce texte a été initialement écrit par Leopoldo Múnera Ruiz le 27 mai 2021, et la traduction anglaise par Andrés Fabián Henao Castro date du 24 juin 2021. Du 28 avril au 16 juin 2021, le ministère de la Défense a enregistré 13 544 activités de protestation liées à la grève, dans 864 des 1103 municipalités de Colombie.

Seules 10 % de ces activités ont été enregistrées comme des perturbations, et ce principalement en raison de la participation de l'escadron mobile anti-émeutes de la police (ESMAD).

2. Le vase de fleurs de Llorente (*el florero de Llorente*) fait référence à l'événement symbolique qui a déclenché la déclaration d'indépendance de la Colombie le 20 juillet 1810. Dans ce cas, la réforme fiscale du président colombien Iván Duque Márquez est comparée au vase que Joaquín González Llorente a refusé de prêter à des leaders indépendantistes, qui voulaient honorer Antonio Villavicencio, un sympathisant bien connu de la cause indépendantiste. Le refus de Llorente a été considéré comme le point de bascule du mouvement indépendantiste appelant le peuple à descendre dans la rue et à déclarer son indépendance vis-à-vis de l'Espagne.

Colombie

dû être complètement vaccinés. Les « manifestants », comme les médias sociaux dominants les ont appelés, comprennent clairement et rationnellement les dangers auxquels ils sont exposés dans le cadre d'une grève générale qui exige leur présence collective dans les rues. Et ils continuent de participer à des actions publiques et collectives qui sont réprimées par l'État, tant légalement qu'illégalement. Ce faisant, ils s'exposent aux dangers du Covid-19 et aux balles tirées par les agents d'un ordre qu'ils ne veulent plus subir.

Les soi-disant « grands esprits » (*mentes lúcidas*) et « spécialistes » (*voces limpias*) qui critiquent les manifestants depuis des positions intellectuelles qu'ils considèrent comme « indépendantes » ont tort de les qualifier d'irrationnels et d'irresponsables, car leur protestation a une logique plutôt claire. Les manifestants choisissent les dangers de la pandémie parce qu'ils ne veulent plus être soumis à un ordre social qui les condamne à la pauvreté et à la misère, celui-là même qui les transforme en main-d'œuvre bon marché tout en les rendant complices de leur propre exploitation – comme dans le cas des « entrepreneurs à bicyclette » (*emprenedores en bicicleta*) (3).

La grève de 2021 a toutes les caractéristiques d'une action tragique, comme dans l'*Agamemnon* d'Eschyle. Agamemnon a dû sacrifier sa fille, Iphigénie, pour sauver les guerriers achéens qui combattaient à ses côtés contre Troie ; il l'a fait alors même qu'il connaissait son terrible destin : souffrir des mains de Clytemnestre lors de son retour à Mycènes. Ceux qui se sont mobilisés en Colombie connaissent le même sort tragique dans les rues, car ils sont contraints de choisir, au pire moment de la pandémie, ce qu'ils considèrent comme le moindre des deux maux. Sachant pertinemment qu'ils risquent leur vie, ils considèrent

néanmoins que le renforcement de l'ordre économique, politique et social qui régit la Colombie depuis la fin du XX^e siècle est le plus grand mal.

[Première parenthèse. La semaine dernière (17-23 mai 2021), j'ai donné une conférence sur la violence et les mouvements sociaux lors d'un événement organisé par un collectif du département de droit et de sciences politiques de l'Universidad Nacional de Colombia. Dans cette conférence, j'ai soutenu que la violence a une dimension structurante qui empêche de la réduire à une pure instrumentalité. La violence structure les subjectivités, les relations sociales, les territoires, les formes de vie et les actions collectives. Par conséquent, la violence peut déformer le sens d'une protestation, en particulier lorsque des agents extérieurs à la protestation en profitent. Il y a deux jours (25 mai), j'ai été contacté par trois jeunes militants des « points de résistance » (*puntos de resistencia*) de Cali ; l'un d'entre eux a étudié à l'Universidad Nacional de Colombia et termine actuellement son diplôme à l'Universidad del Valle, les deux autres, une femme et un homme, survivent en faisant des petits boulots (rebusque). Ils m'ont dit : « *Bien que nous n'ayons pas compris tout ce que vous avez dit, nous pensons que nous sommes partiellement d'accord, mais nous voudrions clarifier une chose. Nous sommes les enfants de la violence. Nous avons grandi dans la violence. Nous ne parlons pas seulement de la violence de la faim, qui est aussi une violence, mais de la violence des gangs, des paramilitaires, de la guérilla, de la police, des militaires, des voleurs, de la violence que tous vous appelez le micro-traffic, et de la violence à laquelle nos mères et nos sœurs sont confrontées dans nos maisons. Nous ne sommes ni des "gens bien",*

ni des personnes "respectueuses" portant des chemises blanches (4). *Nous savons que la violence nous a "marqués", nous sommes des migrants de la campagne, déplacés de force ; mais nous ne sommes pas des "chats" qui ont soudainement découvert la violence* (5). *Il y a des "conflits" (cólicos) désespérés dans nos communautés. Pour cette raison, nous ne voulons pas retourner à la violence dans laquelle le gouvernement et la classe dirigeante de ce pays veulent nous confiner. Les points de résistance sont les endroits les plus sûrs de nos villes. Nous essayons de contrôler la violence pendant la grève, mais quand ils nous tirent dessus, nous torturent et nous violent aussi, la violence jaillit même des corps les plus pacifiques. Nous n'essayons pas de justifier quoi que ce soit. Nous essayons seulement de vous dire que nous sommes faits de violence et que pourtant nous continuons à résister et nous voulons surmonter cette violence, mais qu'il est très difficile de le faire dans cette société de merde. »]*

Le nouveau prolétariat, ou la multitude en situation précaire

Les mobilisations de 2021 ont un élément commun qui les distingue des autres protestations antérieures, à l'exception peut-être de celles qui ont eu lieu en 2019. Les groupes qui participent à ces soulèvements sont si hétérogènes qu'ils ont défié la capacité des sociologues à les caractériser par un élément commun, par exemple en tant que travailleurs salariés, ou par un habitus social ou culturel. La grève générale a réuni des acteurs sociaux et politiques aussi différents et hétérogènes que des jeunes chômeurs, des étudiants, des salariés, des voisins, des femmes qui participent activement à tous les aspects de la mobilisation (et pas seulement aux tâches

3. « *Emprendedores en bicicleta* » est une façon de qualifier les stratégies de survie des gens, de masquer les taux croissants de pauvreté et de chômage, les conditions contraignant les gens à accepter des petits boulots et à s'engager dans des économies informelles pour faire face à leur précarité structurellement imposée.

4. Dans la ville de Cali, un secteur de la classe supérieure qui rejette la grève et s'identifie comme « *des gens bien* » (*personas de bien*), de « *bons citoyens respectueux des lois* », porte des chemises blanches. Certains d'entre eux sont armés et se sont joints à la police pour réprimer les protestations dans les rues, mais aucun n'a encore été traduit en justice.

5. Les jeunes de la classe ouvrière sont traités de chats (*gatos*) pour les dénigrer comme immatures et incapables.



liées aux soins), des professeurs, des enseignants, des artistes de toutes sortes, des paysans, des peuples indigènes, des travailleurs informels, des militants politiques, des responsables d'ONG, des médecins, des infirmières, etc. Au milieu d'une telle hétérogénéité, ce qui les rassemble c'est la négation.

Cette négation fait référence au dégât social ou à la pathologie qui condamne la plupart des Colombiens à une condition de simple survie afin qu'une petite minorité puisse construire son bien-être sur le mécontentement et le travail de la majorité. La perception de ceux qui manifestent dans la rue est claire : ils ne protestent pas contre une seule réforme ou politique ; ils protestent parce que depuis des décennies, ils endurent des conditions insupportables ; parce que les horizons de vie des jeunes continuent de se rétrécir ; parce qu'un travail non rémunéré les obligera à travailler jusqu'à un âge avancé ou à dépendre de leur famille pour survivre ; parce qu'une mère dont l'enfant est en première ligne (primera línea) de la mobilisation doit faire des petits boulots pour survivre (6) ; parce qu'un travail domestique mal rémunéré ne suffit même pas à ces travailleurs pour nourrir leur famille, ce qui les oblige à se tourner vers le travail informel également ; parce que face à un salaire déjà insuffisant qui couvre à peine le coût de la vie, les travailleurs grimacent en voyant que la réforme fiscale va augmenter leur facture d'épicerie ; parce que la nouvelle génération de travailleurs voit qu'elle doit économiser de plus en plus d'argent pour payer des impôts à un État rongé par la corruption et l'impunité.

Comme le dit Andrés Felipe Parra dans son analyse des *Contributions à la critique de la philosophie du droit de Hegel : Introduction* (1843) et de *l'Idéologie allemande* (1846) de Karl Marx, du point de vue limité des rapports de production de la vie matérielle, cet ensemble plutôt divers d'êtres humains condamnés à la simple survie serait le prolétariat (7). C'est-à-dire « une classe qui n'est pas une classe », un groupe social qui est défini seulement par la négation, puisqu'il représente une forme de vie basée sur la survie, au-dessus de laquelle le reste de la société s'organise. Au-delà des rapports de production, on pourrait aussi considérer aujourd'hui ce groupe comme une multitude vivant dans des conditions précaires. Les relations sociales actuelles et les formes d'organisation politique correspondantes conduisent beaucoup de personnes à affronter – intellectuellement et affectivement – la mort



imminente en tant que réalité quotidienne. La vie elle-même est exposée en permanence, vulnérable à la perte, et aujourd'hui beaucoup considèrent la pandémie comme un risque moindre par rapport à la pathologie sociale qui les projette dans une lutte pour la simple survie.

[Seconde parenthèse. Un militant de l'un des points de résistance déclare ce qui suit : « Avant, nous étions des moins que rien ; maintenant, pour la première fois, nous existons, côte à côte dans les rues, où nous dormons même sans être dérangés, sauf quand nous sommes attaqués par la police ou par des "bons citoyens respectueux des lois" armés. Derrière les barricades, vous trouverez les assemblées populaires et les repas communautaires, grâce auxquels certains ont accès à trois repas par jour (los tres golpes) pour la première fois depuis le début de la pandémie » (8). Un autre partage la réflexion suivante avec les étudiants de mon cours de premier cycle sur les théories du pouvoir : « Le pays leur a explosé à la figure. Ils n'ont pas encore compris que nous n'avons aucun espoir et que, pour cette raison, nous continuerons à descendre dans la rue. »]

Un appareil contre-insurrectionnel

Le sentiment et la réflexion sur les limites de la survie, comme c'est le cas aujourd'hui en Colombie, engendrent le désir singulier et collectif d'une vie digne d'être vécue. Les luttes hétérogènes pour d'autres formes de vie, menées par une telle diversité d'acteurs, ont également brisé les logiques d'action acceptées au sein de l'ordre social existant dans le pays. En réaction, l'État a adopté une nouvelle approche de contre-insurrection, fondée sur la pen-

sée de l'entomologiste et journaliste chilien Alexis López. López est sorti de l'ombre lorsque l'ex-président Álvaro Uribe Vélez l'a mentionné de manière approbatrice, après qu'il a été invité à l'Universidad Militar de Colombia (Université militaire) (9). La doctrine contradictoire et théoriquement incohérente appelée « révolution moléculaire dissipée » (*revolución molecular disipada*) aurait été sans intérêt, un simple objet curieux de la pensée néonazie latino-américaine, si elle n'avait pas été utilisée comme tremplin pour le dispositif de contre-insurrection employé contre la grève générale. Il a déjà accumulé un nombre stupéfiant de violations des droits de l'homme. Selon l'Indepaz (Institut pour l'étude du développement et de la paix) et l'ONG Temblores (tremblements de terre), jusqu'au 7 mai, plus de 50 exécutions extrajudiciaires, 12 viols et 548 disparitions forcées avaient déjà été signalées.

La « révolution moléculaire dissipée », vraisemblablement inspirée de la philosophie de Gilles Deleuze et Félix Guattari, suppose l'existence d'un grand mouvement insurrectionnel contre la normalité des institutions colombiennes. Selon cette doctrine, une avant-garde a organisé ce mouvement depuis l'ombre, réussissant à

6. *Primeras líneas*, littéralement « premières lignes », est une tactique utilisée dans la mobilisation actuelle : les jeunes forment une ligne de défense pour se défendre de la violence apparemment inévitable de la police. Cette tactique protège ainsi le droit démocratique de manifester dans la rue, qui, bien que protégé par la Constitution, est constamment menacé.

7. Andrés Felipe Parra, *La clase que no es una clase: Acción política y emancipación*. Thèse (Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 2016).

8. « Golpes », littéralement « coups », est une manière populaire de désigner les repas, ce qui dénote le caractère indissociable de la subsistance et des luttes.

9. La controverse sur le rôle d'Alexis López dans l'armée colombienne s'est accrue lorsque son rôle actif dans des organisations néonazies au Chili a été rendu public.



lui donner une façade anarchique alors qu'il s'agit, en réalité, d'une guerre civile horizontale, moléculaire et dissipée dont l'objectif principal est de renverser le gouvernement légitimement élu afin de le remplacer par une dictature socialiste ou communiste. Cet appareil interprétatif est non seulement incohérent mais aussi contradictoire. López et ses partisans colombiens sont incapables de comprendre comment l'organisation verticale qu'ils envisagent en réponse à la grève contredit entièrement le type de révolution moléculaire théorisé par Deleuze et Guattari qui, selon eux, a inspiré la doctrine. En réduisant le moléculaire au micro-politique, la doctrine efface la compréhension matérialiste de Deleuze et Guattari du désir comme pulsion productive, qui est le conatus, la force immanente d'un pouvoir subversif qui s'articule autour de la diversité et de la multiplicité, plutôt que dans une organisation établie sur une identité préalable et partagée.

Cependant, la cohérence interne de cette approche a peu d'importance par rapport à la grève de 2021. Ce qui importe, c'est le nouvel appareil de contre-insurrection articulé au moyen de cette doctrine en une nouvelle machine de guerre. Grâce à ce dispositif idéologique, les manifestations publiques protégées par la Constitution sont transformées en actes belliqueux, les manifestants en ennemis à éliminer physiquement ou symboliquement, et la répression en un instrument qui permet à l'État de pratiquer des microchirurgies mortelles dans les rues de Colombie. L'aveuglement idéologique de cette machine ne lui permet pas de comprendre que plus le peuple est réduit à une

condition de simple survie, plus la résistance sera décidée, prolongée, et peut-être même violente. Mais il est également possible que cette idéologie fonctionne comme une paire d'ocillères, amenant l'État à considérer l'État d'exception comme la seule solution politique à la crise de légitimité qui ne cesse de s'aggraver.

[Troisième parenthèse. Quand elle m'a entendu parler de cette doctrine, une militante écologiste m'a répondu : « *la tragédie est pire que ce que vous décrivez, car la violence sanctionnée par l'État se nourrit de la violence de ceux qui sont désespérés.* » En fait, les violences physiques sont mélangées de manière contradictoire, et ce mélange est utilisé, par l'État et les médias sociaux grand public, pour construire le récit que nous sommes dans un état de guerre généralisé, ce qui crée ensuite les conditions pour adopter des mesures plus autoritaires et dictatoriales.]

Interrègne et anti-interrègne

Pendant le fascisme et alors qu'il était emprisonné, Antonio Gramsci a écrit sur la « *crise de l'autorité* » et sur l'interrègne que cette crise a ouvert. Au milieu d'une situation déchirante, alors qu'il était incarcéré, il a griffonné sur un carnet : « *Si la classe dominante a perdu le consentement, c'est-à-dire si elle n'est plus "dirigeante", mais uniquement "dominante", et seulement détentrice d'une pure force de coercition, cela signifie précisément que les grandes masses se sont détachées des idéologies traditionnelles, qu'elles ne croient plus à ce en quoi elles croyaient auparavant, etc. La crise consiste justement dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître : dans cet interrègne on observe les phénomènes morbides les plus variés* » (10). Si nous sommes optimistes, nous assistons en Colombie à un interrègne dans lequel le nouveau doit naître, et

nous devons aider à l'accouchement. Mais nous pourrions également être en train de vivre un anti-interrègne, dans lequel, comme je l'ai soutenu dans la préface de l'édition colombienne de *Izquierdas del mundo junios!* (2019), « *il s'agit d'une mutation régressive, dans laquelle, plutôt qu'une crise de l'autorité, nous avons sa métamorphose, qui peut se renforcer sous de nouvelles bases idéologiques, capable de donner une nouvelle forme à des manifestations aussi morbides que les néo-autoritarismes et les néofascismes d'aujourd'hui* » (11). Jusqu'à présent, la grève s'est concentrée sur ce que Guattari appellerait le moment de désinstitutionnalisation. C'est un moment capable de rendre visibles les fissures de l'ordre social actuel. Mais ce n'est pas encore un moment constituant. La grève n'a pas encore trouvé le moyen de permettre un autre type d'articulation par en bas – une qui soit capable de rassembler d'autres alternatives de manière à ce que la société colombienne puisse passer d'une micro- à une macro-politique du désir. L'incertitude à laquelle nous avons été soumis rend difficile l'anticipation de la voie que nous allons suivre. La domination autoritaire menace de tronquer une fois de plus l'invention de formes de vie qui dépassent la simple survie. Tout comme l'empressement de certains à vouloir organiser les multiples explosions de protestations à partir du sommet, par la voix directrice du leader ou par la lumière intellectuelle des universités, alors que nous faisons face à des conflits sociaux dispersés, de toutes sortes. Si l'on impose aux protestations une seule logique politique et programmatique, cela pourrait déboucher sur une nouvelle frustration collective.

[Dernière parenthèse. Lorsque j'ai demandé à un autre militant des points de résistance quelle alternative il proposait face à l'impossibilité de maintenir la grève indéfiniment, il m'a répondu : « *Pendant l'organisation des assemblées populaires, nous avons acquis une connaissance que nous ne perdrons jamais. Pour l'instant, nous ne négocions ni ne reconnaissons aucun acteur comme négociant en notre nom, mais si quelque chose de bon se produit, nous sommes prêts à battre en retraite et à revenir seulement s'ils violent les accords ou veulent maintenir la normalité que nous n'acceptons plus.* » Une nouvelle réalité verra-t-elle le jour, ou sombrera-t-on dans l'ancienne qui est prête à nous entraîner tous dans son abîme autoritaire ?] ■

27 mai 2021

10. Antonio Gramsci, *Cahiers de prison – Cahiers 1, 2, 3, 4 et 5*, Gallimard NRF, Paris 1996, pp. 282-283.

11. Leopoldo Múnera Ruiz, "Prefacio" in *Izquierda del mundo, junios!*, Boaventura de Sousa Santos (Bogotá, Siglo XXI Editores, 2019), pp. 13-23.

De la révolte au processus

Par
Karina Nohales*

Les élections constituintes des 15 et 16 mai ont renversé l'échiquier. Il y a un peu plus d'un an, nous affirmions que le sursaut social d'octobre 2019 avait été une première tentative de briser les manœuvres contre la lutte des classes de la transition post-dictatoriale. Nous avons également affirmé que, acculés par l'irruption populaire, les partis de l'ordre ont permis le processus constitutionnel dans l'espoir de désactiver la révolte et de fermer par le haut ce que le peuple a ouvert par le bas. Enfin, nous affirmions que ce processus constitutionnel, compris au début comme une garantie de gouvernabilité, est apparu de moins en moins comme un événement prévisible et contrôlé, devenant une boîte de Pandore qui, loin de fermer le ban, l'ouvrait à chaque pas.

C'est à ce moment-là que la pandémie est arrivée au Chili, repoussant l'itinéraire constitutionnel et créant chez beaucoup le sentiment que la révolte appartenait au passé. Mais il n'y a pas de délai qui ne doive pas être respecté ni de dette qui ne doive pas être payée. Les élections ont montré que la révolte continue toujours et qu'elle est entrée sur le terrain de sa transformation en processus, débordant à la fois le dessein oligarchique convenu par les partis de l'ordre et le fatalisme de divers secteurs de la gauche extra-parlementaire, habitués à prédire des défaites. Cette fois, le peuple a fait confiance à ses propres forces et il a gagné.

Du plébiscite d'octobre 2020 à la constitution des listes

Le 25 octobre 2020, l'option « *j'approuve* » s'est imposée avec 80 % lors du plébiscite visant à consulter la population pour savoir si elle voulait ou non une nouvelle Constitution. Les sondages précédents prévoyaient, à juste titre, une victoire de l'approbation à plus de 70 %. Le rejet n'a gagné que dans cinq des 345 municipali-

tés du pays, une dans l'extrême nord, une autre en Antarctique, puis dans les trois municipalités de la capitale où les super-riches sont concentrés.

Le monde social organisé, critique de l'Accord qui a permis le processus constitutionnel, a appelé à voter largement dans le plébiscite dans le but d'infliger une défaite décisive à la droite, de la démoraliser, et d'affirmer ainsi la confiance en soi des couches populaires. Et, en effet, le résultat écrasant a suscité l'enthousiasme et diverses organisations ont immédiatement commencé à discuter de la possibilité de présenter des candidatures à la Convention constitutionnelle.

Des secteurs importants d'organisations ont décidé de présenter leurs candidatures de manière indépendante, c'est-à-dire en dehors des partis politiques qui ont administré les 30 dernières années, ainsi que de ceux qui ont signé l'Accord et les lois répressives qui l'ont suivi. Un large débat, invisible depuis les sommets, s'est à nouveau emparé des espaces organisés, une pulsation vivante limitée par le contexte de la pandémie, mais pour autant non moins latente. Le processus constitutif ouvert en octobre a poursuivi son cours et s'apprête à récupérer la propriété qui lui a été confisquée par une mesquine interprétation institutionnelle.

Bien que les personnes qui n'appartiennent pas à des partis légalement constitués puissent normalement être candidates seulement en occupant un quota sur les listes des partis, pour cette élection extraordinaire, les indépendant·es ont été autorisés à former leurs propres listes électorales, ce qui n'est pas possible pour aucune autre sorte d'élection, y compris les élections législatives.

Pronostics antérieurs

Aucun institut de sondage de l'establishment n'a osé publier des prévisions de résultats de cette élection. Plusieurs représentants des partis de l'ordre se sont



dévoués pour affirmer dans les médias hégémoniques que la Convention constitutionnelle serait intégrée de manière similaire au Parlement actuel, c'est-à-dire sans surprises significatives.

Plus ou moins tout le monde, y compris les organisations populaires, était d'accord sur le fait que l'unité de tous les partis de droite dans une liste unique au niveau national – alors que l'opposition était hétérogène et dispersée – se traduirait par une confortable surreprésentation de ce secteur dans le corps constituant. Et la droite n'avait besoin que d'un tiers des représentants pour pouvoir bloquer toute transformation structurelle.

La seule prédiction proche de ce qui s'est finalement produit fut celle d'Axel Callis, analyste politique et directeur de l'institut de sondage DataInfluye, qui s'est limité à affirmer que lors de cette élection il pourrait y avoir « *une réinitialisation de tout ce qui est connu* ».

Finalement, la droite n'en a pas obtenu un tiers, l'ancienne Concertation s'est disloquée et la révolte est entrée en masse dans la Convention. Le sentiment général était celui de la surprise. Pour les partis de l'ordre, une surprise qui s'est produite malgré eux ; pour le peuple, une surprise qui s'est produite grâce à lui, une surprise qu'il a délibérément choisie ; et c'est ce désir qui a orienté les efforts et les mesures prises, produisant le résultat. Ça a marché, tout simplement ! Quand un peuple a fait l'expérience de sa force, comme en octob-

* Karina Natasha Nohales Peña, avocate spécialisée dans le droit du travail, militante anticapitaliste et féministe, a été active dans le mouvement social contre les fonds de pensions « *No+AFP* ». Elle est actuellement porte-parole de la Coordinadora Feminista 8M. Cet article a été d'abord publié par la revue *Viento Sur* n° 176 de juin 2021 (Traduit du castillan par JM).

Chili

re, aucun accord au sommet ne peut arrêter sa volonté de transformation.

Composition de la Convention constitutionnelle

Les pressions sociales sur la démocratisation du processus constitutionnel ont permis l'adoption institutionnelle de mécanismes de participation qui ont déplacé la centralité des intermédiaires classiques du système politique, à commencer par les partis.

À plusieurs reprises nous avons pu voir que les irrptions sociales se font intégrer dans les institutions, de diverses manières et par divers acteurs, ce qui transforme à la fois leur dynamique et leur contenu. Le cas exceptionnel que les indépendants aient pu participer à ces élections en présentant leurs propres listes s'est traduit par le fait que la révolte sociale a pu entrer directement à la Convention constitutionnelle, avec le minimum de médiations.

La Convention constitutionnelle est composée de 155 membres, dont 17 sièges réservés aux peuples autochtones, et elle est également paritaire. La droite a remporté 38 sièges, dont 16 indépendants dans les quotas des partis de droite. L'ancienne Concertación (alliance entre le Parti socialiste et la Démocratie chrétienne) a remporté 25 sièges, dont 11 indépendants dans les quotas de ces partis, alors que la DC en tant que telle n'a obtenu qu'un seul siège. L'alliance du Parti communiste et du Frente Amplio a obtenu 28 sièges, dont 13 indépendants.

Les indépendants élus sur des listes indépendantes sans tutelle de parti sont au nombre de 48. 11 d'entre eux font partie de la liste indépendante non neutre, alignée sur l'ancienne Concertación et financée par les grandes entreprises.

Sur les 155 élu-es, seulement 52 militent dans des partis, le reste étant des indépendant-es de tous les secteurs. Sur les 17 sièges réservés aux peuples indigènes, la majorité, 9 d'entre eux, sont de gauche, 5 de centre-gauche et 3 de droite.

Quelle que soit la façon dont elles et ils ont été élus à la Convention constitutionnelle, les constituant-es de gauche sont 78 (élus sur des listes de parti, dans des quotas indépendants, sur des listes indépendantes et sur des sièges réservés). Les élu-es identifiés comme étant du centre sont 36. La droite totalise 41 élus.

À l'exception de la liste de droite et de celle de l'ancienne Concertación, beaucoup plus de femmes que d'hommes ont été élues sur toutes les autres listes et pour les

sièges réservés. La parité – sans précédent dans le monde pour ce type de processus – a dû être appliquée pour corriger la sous-représentation des hommes. Alors que onze hommes sont entrés à la Convention en vertu de la correction paritaire, ce fut le cas pour seulement cinq femmes.

Ce résultat confirme que le féminisme a réussi à devenir non seulement un contenu politique incontournable dans cette période, mais que dans le camp populaire il est reconnu comme étant le porteur légitime des aspirations des peuples pour une transformation sociale. Avec le féminisme du mouvement social, le programme politique contre la précarisation de la vie a fait son entrée dans la Convention.

Dans les élections à venir, il est nécessaire de se battre pour une parité dont le résultat n'a pas de plafond, c'est-à-dire de maintenir une parité d'entrée et une parité de sortie qui garantisse une représentation d'au moins 50 % de femmes, mais sans limite maximale, comme c'était le cas cette fois-ci.

Une absence importante

Du côté du monde social organisé prévaut la représentation des organisations de lutte socio-environnementale et féministe, ainsi que des organisations et assemblées territoriales. Du côté du monde social non organisé, s'imposent les figures qui ont été dans les rues depuis le début de la révolte jusqu'à aujourd'hui, résistant et dénonçant la répression.

La révolte est entrée en masse dans la Convention, mais le syndicalisme a été laissé de côté. La principale confédération syndicale du pays (CUT) a présenté 22 candidatures, aucune n'a été élue. Le même sort a été réservé aux candidatures du syndicat des enseignants, des employés du fisc, de la santé et de certains syndicats du secteur privé, tels que le syndicat du port et celui de Starbucks. NO+AFP, un espace qui a mené les mobilisations massives pour la fin du système de retraite privé actuel et dont la composition est principalement syndicale, a présenté 19 candidatures et une seule d'entre elles a été élue. En revanche, deux femmes qui représentent des organisations de travailleurs non salariés (aides-soignants) – des emplois qui n'ont pas encore trouvé leur espace dans le syndicalisme traditionnel – ont été élues.

De nombreux diagnostics et bilans critiques longuement rabâchés expliquent ce manque d'identification mutuelle entre la

révolte et le syndicalisme. Sans aucun doute, il s'agit en partie de la ruine du syndicalisme de la transition, subordonné aux partis de ces 30 dernières années ; il s'agit aussi en partie de l'impuissance d'une forme syndicale qui ne parvient pas – dans de nombreux cas, sans même tenter de le faire – à intégrer les nombreuses couches de travailleurs informels, sans emploi, non rémunérés, migrants, désireux de s'organiser et de lutter, mais pour lesquels la forme organisationnelle des syndicats apparaît déconnectée. Mais que ces questions soient plus ou moins discutées, le fait est que, contrairement à d'autres débats, le débat programmatique et idéologique sur le travail salarié ne sera pas porté par les représentants syndicaux au sein de la Convention constitutionnelle. Pour le mouvement social et, en particulier, pour le mouvement féministe, se pose l'importante tâche politique de s'approprier légitimement ce débat, d'autant plus que, le 29 mai dernier, le PS a remporté les élections à la CUT, évinçant le PC du podium. Cela ne peut se faire qu'avec des choix organisationnels audacieux sur ce plan.

Tremblement du centre politique, impuissance de la droite

Des élections présidentielles et législatives auront lieu en novembre prochain. Le mercredi 19 mai était la date limite pour que les partis politiques enregistrent des pactes en vue d'organiser des primaires présidentielles – trois jours seulement après l'élection de la Convention constituante. La journée a tourné en une comédie donnée par l'opposition.

Alors que le Parti communiste et le Frente Amplio avaient déjà convenu d'organiser des primaires entre leurs candidats respectifs à la présidence, la veille et avec l'accord des deux secteurs, le Parti socialiste s'est joint à eux avec son candidat. Ce fait est d'une importance significative, car il signifiait que le PS mettait fin à son alliance historique avec la Démocratie chrétienne, l'abandonnant à son sort après le résultat dévastateur obtenu par cette dernière au sein de la Convention.

Cependant, au moment même où tous les partis se réunissaient au service électoral pour procéder à l'inscription, le Parti socialiste est arrivé main dans la main avec le Parti pour la démocratie (un petit parti instrumental de l'ancienne Concertación annonçant qu'il avait déposé sa lettre présidentielle), et exigeant par conséquent l'inclusion du PPD dans le

pacte afin que la primaire commune puisse prospérer. À cette demande s'ajoutait celle de s'entendre sur des listes communes pour les élections législatives. Après des heures tendues d'allers et retours, de chamailleries et de divergences rendues publiques au sein des partis qui composent le Frente Amplio, tant ce bloc que le PC ont fermé la porte au PS pour avoir voulu faire entrer son petit frère par la fenêtre.

Finalement, la droite a enregistré sa propre primaire, le PC et le FA ont fait de même alors que l'ancienne Concertación n'a pas réussi à s'enregistrer en tant que bloc pour les primaires légales de l'élection présidentielle. Cela ne signifie pas que ce secteur ne peut pas avoir de candidature présidentielle, mais il devra parvenir à un consensus sur une candidature unique à la présidence, alors qu'il est traversé par des sentiments de trahison et de débâcle électorale. Et s'il ne parvient pas à un tel consensus, le PS et la DC devront concourir chacun séparément.

En tout état de cause, un changement sans précédent des paramètres politiques a eu lieu. Nous voyons une droite aux contours définis mais qui stagne autour de 20 % de suffrages et qui a peu de marge pour croître ; nous voyons un nouveau pacte de partis de gauche qui vient prendre la place du centre fantôme et, incontestablement, tout le pays sait que quelque chose a fait irruption dans le pouvoir constituant et que ce quelque chose est plus à gauche que tous les partis traditionnels.

Importance du moment électoral

Le 20 mai, dans un éditorial de Radio Bio Bio, la principale station de radio du pays, son propriétaire, Tomás Mosciatti, connu pour ses positions conservatrices, a déclaré : « à ces élections, ce n'est pas le centre gauche qui a été victorieux, mais une gauche sans nom. La gauche n'a jamais eu autant de pouvoir que désormais. Cette victoire dépasse celle de Salvador Allende car, à l'époque, l'Unité populaire n'avait pas l'intention de modifier la Constitution, mais a accepté un renforcement de celle-ci – le Statut des garanties démocratiques – pour pouvoir accéder au pouvoir. Ce qui s'est passé maintenant, c'est que la gauche a réussi à avoir le mandat populaire, c'est-à-dire un mandat légitime, pour rédiger la Constitution sans aucune restriction, car la seule limite, celle des deux tiers qui l'obligeait à négocier, n'existe pas... Cette limitation a complètement disparu ».

Cette affirmation est discutable, mais

l'importance de ce qui est en jeu est bien réelle. Pour penser à l'ampleur transformative qu'ouvre le moment constituant actuel, il faut prendre en compte autant les défis politiques et organisationnels que le mouvement populaire a devant lui, que les effets possibles des élections présidentielles et législatives.

Trois projets de loi visant à permettre la participation des indépendant·es à leurs propres listes pour les élections parlementaires, comme ce fut le cas pour les élections constituintes, ont été présentés au Congrès par différents groupes. Il serait contre-intuitif pour le législateur d'approuver une telle réforme, mais ce n'est pas une possibilité à exclure. Si tel est le cas, il est fort probable que le Congrès qui accompagnera les travaux de la Convention constitutionnelle aura une composition similaire à celle-ci. Si cela ne se concrétise pas, le pays pourrait entrer pendant un certain temps dans une dualité de pouvoirs, instable et tendue, entre le pouvoir constitué et le pouvoir constituant.

Il en va de même en ce qui concerne la présidence où l'une des anciennes coalitions de l'exécutif tentera de s'imposer. Toutefois, si c'est le bloc PC-FA qui l'emporte en ce moment constituant, le scénario pourrait prendre un tournant à gauche sans précédent. Cette affirmation fait abstraction de la radicalité plus ou moins grande du bloc en question, mais tient plutôt compte – comme lors de l'Unité Populaire – de l'attente populaire qui est en jeu et de l'initiative auto-organisée que ces attentes déclenchent.

Il reste à voir ce qui se passera sur ce plan dans les mois à venir. Certains scénarios – comme celui de la présidentielle – sont non seulement possibles, mais probables.

Tâches à venir

Le peuple a remporté une victoire. Il l'a obtenu par en bas et par la gauche, hétérogène comme la révolte elle-même. Les secteurs organisés l'ont remporté et ceux peu organisés aussi. Aucun accord au sommet n'a pu empêcher la volonté d'un peuple qui s'est levé déterminé pour renverser tant d'injustice. C'est le peuple qui a déjà commencé à faire et fera maintenant ce que les gouvernements post-dictatoriaux n'ont pas fait en 30 ans : mettre fin à l'héritage de Pinochet et ouvrir ainsi une nouvelle façon d'organiser la vie au Chili. Contrairement aux processus constituants qui ont eu lieu en Amérique latine au cours du cycle dit progressiste, il l'a fait ici en

dépôt et sous le mandat d'un gouvernement qui lui a déclaré la guerre, en dépôt de ce gouvernement, et malgré une pandémie.

Le peuple a sa propre histoire, il ne part pas de zéro, mais il ne propose pas non plus un retour nostalgique à un passé violemment interrompu. La présence centrale du féminisme, des luttes socio-environnementales et de la plurinationalité est tournée vers l'avenir, avec une mémoire du futur qui met en jeu des exercices d'imagination politique émancipatrice.

Bien que durant ces décennies, partout dans le monde, les peuples se soient soulevés pour empêcher l'avancée des réformes néolibérales, le cas chilien a la particularité que sa clé anti-néolibérale ne consiste pas à arrêter cette avancée, mais à démanteler jusqu'au bout un néolibéralisme complètement installé. Il n'y a rien d'existant à protéger ou à laisser intact. En ce sens, il s'agit d'une expérience nouvelle.

Sur le plan interne, certaines gauches se méfient quelque peu de la diversité de la représentation populaire au sein de l'organe constituant. Il y a des gauches qui craignent ce qu'elles déclarent vouloir ou qui succombent simplement à leur propre impuissance qui les a fait arriver mal et en retard à une décision populaire de conflit, qui était déjà en cours et dans lequel elles sont restées dans le wagon de queue. Rien n'est plus dangereux pour ces gauches-là que leur pulsion conservatrice. Elle les conduit à se méfier de la puissance d'un peuple qui a décidé, à juste titre, de compter sur ses propres forces, laissant le champ ouvert à une large adhésion aux idées anticapitalistes.

Dans l'immédiat, les représentations populaires de la Convention ont déjà entrepris la tâche de former le groupe des élu·es du peuple, exigeant en premier lieu des conditions politiques minimales pour que le processus constituant puisse avoir lieu :

- Libération inconditionnelle de tous les prisonniers politiques de la révolte ;
- Démilitarisation du Wallmapu – territoire ancestral des Mapuches ;
- Création d'une commission vérité et justice qui doit mettre en avant une politique de réparation intégrale pour les victimes de violations des droits de l'homme, ainsi que la détermination des responsabilités politiques et judiciaires des responsables de ces crimes. ■

Un nouveau moment politique

Par
Anahí Durand Guevara*

Dimanche 6 juin, les Péruvien·es se sont rendus aux urnes pour élire un président, à choisir entre Keiko Fujimori et Pedro Castillo (1). Le jour des élections est arrivé dans une atmosphère polarisée. D'un côté, le fujimorisme (2) et la droite péruvienne – avec le soutien des groupes qui ont le pouvoir – se présentaient comme l'alternative pour sauver le pays de la « menace communiste ». De l'autre côté, Castillo concentrait le soutien des secteurs populaires qui, lassés de la classe politique, réclament des changements fondamentaux.

On savait que les résultats seraient serrés ; ils l'avaient déjà été en 2016, lorsque Kuczynski (3) avait battu Fujimori de 42 000 voix. Mais contrairement à cette époque où deux projets de droite s'affrontaient, là c'est la survie même du régime qui était en jeu, et les élites n'étaient pas prêtes à accepter facilement une victoire de Pedro Castillo.

Le 15 juin, après le dépouillement de 100 % des bulletins de vote, l'Office national des processus électoraux (ONPE) a annoncé que Pedro Castillo avait remporté

l'élection avec 50,12 % des voix contre 49,87 % pour Keiko Fujimori, soit une différence de plus de 44 000 voix. Pedro Castillo aurait pu être proclamé président à l'heure qu'il est, mais la contestation de milliers de voix par le fujimorisme et les manœuvres du jury national des élections ont retardé la proclamation. Le fujimorisme et ses alliés tentent d'empêcher l'inévitable : la fin du cycle politique néolibéral et l'ouverture d'un nouveau cycle favorable aux majorités.

Le Pérou néolibéral et le cycle qui se termine (ou devrait se terminer)

Au début de l'année 1990, le Pérou se trouvait dans une situation de crise généralisée, laminé par l'hyperinflation, la violence subversive et la crise politique. Le cycle de démocratisation ouvert dans les années 1960, marqué par le modèle de substitution aux importations et l'expansion des droits sociaux et politiques entérinés par la Constitution de 1979, se désagrègeait à un rythme vertigineux. Le 5 avril 1992, le coup de force de Fujimori, avec l'appui des forces armées et des groupes de pouvoir économique, a mis fin à ce



cycle par des moyens autoritaires. Comme au Chili en 1973, le néolibéralisme a été imposé sans aucune forme de démocratie, avec un grand pouvoir discrétionnaire pour annuler les droits et consacrer la primauté du marché. Afin de garantir la permanence des changements, le modèle a été constitutionnalisé : une nouvelle Constitution politique a été approuvée en 1993.

Le cycle néolibéral s'est imposé, profitant du recul des syndicats, des organisations populaires et des partis de gauche frappés par le conflit armé et la crise économique. Ce régime a été consolidé, il garantissait une gouvernance technocratique sur le plan politique, avançait sur le plan économique en libéralisant des secteurs stratégiques et, sur le plan social, imposait de nouvelles normes exaltant l'individualisme. Particularité péruvienne : sous la direction de Fujimori et Montesinos (4), une mafia corrompue a été mise en place pour contrôler les pouvoirs de l'État, garantissant la continuité et l'impunité.

En 2000, devant l'ampleur des scandales de corruption, Alberto Fujimori a été démis de ses fonctions. Mais loin d'être affaibli par la crise politique, le néolibéralisme a pris un nouveau souffle, encouragé par les prix élevés des matières premières sur le marché mondial. Les gouvernements élus démocratiquement n'ont pas changé le régime ni démantelé les réseaux corrompus du fujimorisme ; au contraire, ils ont renforcé le modèle d'exportation primaire, administrant l'État avec la même logique entrepreneuriale qui leur apportait des bénéfices.

Parallèlement, les contestations du néolibéralisme s'exprimaient tant dans les conflits socio-environnementaux de com-

* Anahí Durand Guevara, sociologue et enseignante à la Universidad Nacional Mayor de San Marcos (Lima), a participé à l'élaboration du Plan de gouvernement de l'alliance électorale soutenant Verónica Mendoza (voir note 6), Juntos por el Perú. Elle fait partie de la rédaction de *Jacobin América Latina*. Cet article a paru d'abord dans *Jacobin América Latina* (<https://jacobinlat.com/2021/06/29/un-nuevo-tiempo-politico-en-peru/>). Traduit de l'espagnol par JM.

1. José Pedro Castillo Terrones est issu d'une famille paysanne pauvre, dans sa jeunesse *rondero* (du nom des groupes d'autodéfense de paysans luttant contre le vol de bétail au nord du pays), instituteur à Puña depuis 1995, syndicaliste et un des meneurs de la grève des enseignants

qui a duré près de trois mois en 2017. Candidat du parti de la gauche radicale Perú Libre, dont il n'est pas membre, il devrait être investi président de la République du Pérou le 28 juillet 2021.

2. Du nom d'Alberto Fujimori, président du Pérou de 1990 à 2000, ayant fui au Japon face à la contestation de sa réélection en 2000, puis au Chili, cité en 2004 par Transparency International comme l'un des dix anciens chefs d'État les plus corrompus, extradé du Chili en 2007 à la demande de la justice péruvienne, condamné par le tribunal de Lima en 2009 à 25 ans de prison pour crimes contre l'humanité et à 7 ans et demi pour détournement de fonds publics, il a été gracié par le président Pedro Pablo Kuczynski le 24 décembre 2017. Le 3 octobre 2018, sa grâce a été annulée par le juge Hugo Nuñez

et il a finalement été réincarcéré le 24 janvier 2019. D'autres procès l'attendent, dont un pour sa politique de stérilisation forcée des femmes indigènes dans les années 1990. Keiko Fujimori, candidate battue lors de la présidentielle de 2021, est sa fille.

3. Pedro Pablo Kuczynski, président du Pérou (2016-2018). Accusé de corruption et menacé de destitution, il démissionne de la présidence le 23 mars 2018, à la veille du vote du Congrès. Arrêté en 2019 dans le cadre du scandale Odebrecht (voir note 7) il est en résidence surveillée.

4. Vladimiro Montesinos, militaire et avocat, a dirigé les services de renseignement sous la présidence de Fujimori, condamné deux fois pour crimes contre l'humanité (à chaque fois à 25 ans de prison) et pour trafic d'armes à 10 ans de prison.



munautés paysannes et de territoires indigènes confrontés à l'avancée du grand capital que sur le terrain électoral, où des choix critiques gagnèrent du terrain – comme Humala en 2011 (5), même s'il a vite trahi sa plateforme de changement, ou Verónica Mendoza en 2016 (6).

L'hégémonie du régime néolibéral s'est encore plus détériorée en 2018 avec les plaintes pour corruption liées à l'affaire Odebrecht (7). L'implication de l'ensemble de la classe politique dans des pots-de-vin, des marchés publics détournés et d'autres délits a entraîné la chute des anciens présidents et des autorités locales et judiciaires, suscitant l'indignation des citoyens. La démission de Kuczynski, la réorganisation du Conseil national de la justice et la dissolution consécutive du Congrès ont configuré une crise de grande ampleur où presque tous les pouvoirs de l'État se sont effondrés.

Mais le néolibéralisme a survécu, soutenu par deux piliers fondamentaux : l'insitution présidentielle et l'acceptation socia-

le. C'est la pandémie qui a donné le coup de grâce à ces deux niveaux. Pour commencer, la destitution du président Vizcarra en novembre 2020 (8) par un Congrès dominé par les intérêts privés a généré une réponse populaire massive dans les rues, qui a empêché la consolidation d'un coup d'État, tout en faisant de Sagasti un président transitoire précaire.

Ensuite, la tragédie sanitaire de la pandémie (avec son corrélat dans la sphère économique) a révélé une société dévastée. Le désengagement de l'État, les profits accumulés par les cliniques, le monopole de l'oxygène, la faillite des petites entreprises et les millions de travailleurs informels qui ne pouvaient pas survivre avec les confinements, ont accru la faim et la pauvreté, liquéfiant l'hégémonie sociale que le modèle maintenait. Le régime néolibéral imposé en 1992 s'est effondré sur toutes les lignes. Les résultats des élections présidentielles de 2021 ont confirmé cet épuisement.

Ce qui peut commencer : un gouvernement pour les majorités

Pedro Castillo a gagné principalement grâce aux votes des Péruviens qui attendent un changement. C'était aussi un vote identitaire, moins idéologique et plus vindicatif, s'identifiant à l'enseignant qui gagne deux salaires minimums, qui est repoussé lorsqu'il proteste et est considéré comme inepte ou dangereux. Il a gagné face aux groupes de pouvoir économique, face aux médias et aussi face à l'intelligentsia déliquescence dirigée par Mario Vargas Llosa, l'ancien ennemi de Fujimori.

Bien que Castillo ait élargi son cadre d'alliances en signant un accord avec Verónica Mendoza, en convoquant des professionnels reconnus et en articulant un

secteur libéral « anti-fujimoriste », rien n'a rassuré les élites, qui ont persisté dans une croisade anticommuniste avec des fake news, des insultes racistes et des affabulations sur la catastrophe que signifierait son gouvernement. Pire encore, une fois le décompte des voix de l'ONPE terminé, le fujimorisme et ses alliés ont déployé une stratégie de coup d'État qui ignore les résultats et cherche à empêcher l'investiture de Castillo.

Si le désespoir de la droite face à la fin imminente du cycle est évident, la question est maintenant de savoir à quoi ressemblera ce nouveau moment politique. On pourrait dire qu'un autre temps est déjà en train d'émerger, marqué par la trajectoire de Castillo, par son milieu et son entourage. Contrairement à Humala, Castillo a une origine populaire, une expérience syndicale et une sensibilité de gauche, mais il est aussi un petit agriculteur et un entrepreneur, ce qui influence le pragmatisme, les capacités de négociation et le sens de l'opportunité avec lesquels il a développé et gagné la campagne électorale.

Ce profil plébéien et pragmatique se manifeste également dans les milieux qui l'accompagnent et pourrait préfigurer un nouveau cabinet. D'un côté, il y a le cercle de gauche : Perú Libre (9), un parti régional de gauche qui l'a porté à la présidence et qui, avec le Nuevo Perú (10) et d'autres forces, devront agir en coordination pour favoriser la mise en œuvre des changements promis, notamment en économie et concernant le processus constituant. Mais il y a aussi des groupements – et surtout des personnes – de diverses tendances politiques qui ont approché le professeur de manière opportuniste, en profitant de réseaux de parenté ou territoriaux. Ils aspirent, avec les secteurs de la droite politico-affairiste, à neutraliser la réalisation de changements substantiels et à profiter

5. Ollanta Moisés Humala Tasso, militaire, fondateur du Parti nationaliste péruvien, élu contre Keiko Fujimori président du Pérou (2011-2016) avec le soutien de la gauche à la tête de l'alliance Gana Perú, il a poursuivi les politiques néolibérales et a été emprisonné, accusé de corruption, en 2017, puis libéré un an plus tard à la suite d'une demande d'*habeas corpus*. Candidat en 2021 il obtint 1,6 % des suffrages.

6. Verónica Mendoza, psychologue franco-péruvienne, d'abord dirigeante des jeunes du Parti nationaliste péruvien, députée de Gana Perú qu'elle quitte en 2012 pour protester contre la répression des grévistes. Militante de Movimiento Sembrar (gauche radicale), elle est candidate à la présidentielle en 2016 pour le Frente Amplio (alliance de gauche) et elle

arrive en troisième position avec 18,74 % des suffrages. En 2017 elle participe à la fondation du parti Nuevo Perú, qu'elle préside. En 2021, candidate à la présidence au nom de Juntos por el Perú (féministe, anti-impérialiste), elle a obtenu 7,9 % des suffrages et a soutenu Pedro Castillo au second tour.

7. Organização Odebrecht, fondée en 1944, est une entreprise brésilienne présente dans le monde entier, qui opère dans la construction, la pétrochimie, la défense et technologie, le transport et la logistique, le carburant et d'autres secteurs. En novembre 2014 elle est au centre d'une gigantesque affaire de corruption et de blanchiment d'argent, accusée d'avoir versé au moins 3 milliards de dollars à des dirigeants politiques de trois continents. Son PDG, Marcelo Odebrecht a été

condamné en 2016 et purge dix ans de prison (peine réduite pour avoir reconnu sa culpabilité et fourni des preuves contre d'autres accusés).

8. Martín Alberto Vizcarra Cornejo a été vice-président de la République sous la présidence de Kuczynski, auquel il succède après sa démission. Sans majorité au Congrès, il est accusé à plusieurs reprises par le président du Congrès, Manuel Merino (droite) de corruption et finalement destitué (par 105 voix pour, 198 contre et 4 abstentions) le 9 novembre 2020. L'annonce de sa destitution mène dans les jours qui suivent à des manifestations de grande ampleur – les plus grandes au Pérou depuis deux décennies – dans la capitale et les principales villes du pays. Manuel Merino lui succède le lendemain, mais doit démissionner le 15 novembre

2020, laissant la place à Francisco Sagasti (centriste) en tant que président de transition.

9. Perú Libre est un parti politique de gauche, fondé en 2007, se définissant comme socialiste et marxiste-léniniste et se réclamant de José Carlos Mariátegui. Il fait partie du Forum de Sao Paulo et a obtenu 13,41 % de suffrages aux législatives de 2021 (37 députés).

10. Nuevo Perú, parti de gauche radicale fondé en 2017 par 500 militant·es et présidé par Verónica Mendoza. Aux législatives de 2021 il a constitué la coalition Juntos por el Perú avec le Parti humaniste, le Parti communiste, le Parti communiste du Pérou-Patria Roja et le Mouvement pour le socialisme. Cette coalition a obtenu 6,63 % des suffrages (5 députés).



d'une administration présidentielle semblable aux précédentes.

La question tourne autour des actions que Castillo pourrait entreprendre pour commencer à ouvrir un nouveau cycle, sous la pression comme en ce moment d'une droite golpiste, de l'absence de majorité parlementaire et de la tentation centriste. Tout d'abord, il devra s'assurer qu'il reste au gouvernement, en convainquant ceux qui n'ont pas voté pour lui tout comme ceux qui l'ont fait. Cela implique le renforcement d'un premier cercle sociopolitique de la gauche et des progressistes, ouvert au centre, ce qui aidera aussi à changer la corrélation des forces adverses au Congrès.

De même, il peut se renforcer en mettant en œuvre des changements concrets pour améliorer les conditions de vie de la population, en donnant la priorité à la santé et à la réactivation économique avec la création d'emplois. Pour cela, il est essentiel d'augmenter les ressources fiscales avec des mesures telles que la nationalisation du gaz ou l'impôt sur les bénéfices miniers, qui en même temps seraient pertinentes en termes de récupération de la souveraineté et du projet national.

Il sera également fondamental d'initier le processus constituant, en impliquant les citoyens dans une initiative de collecte de signatures pour consulter par référendum s'ils sont d'accord ou non avec une nouvelle Constitution issue d'une Assemblée

constituante. Le processus constituant favoriserait un grand débat national ainsi que la discussion et l'approbation de cette nouvelle Constitution, expression, espérons-le, d'une représentation plurinationale et paritaire. En outre, elle permettrait l'affirmation d'un nouveau cycle, avec un État qui garantit les droits, la redistribution et la justice sociale.

Épilogue : un intermède de monstres

Gramsci disait que « *la crise consiste précisément dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître* », et que dans cet interrègne, des monstres émergent. Précisément, aujourd'hui, au Pérou, de dangereuses « *monstruosités* » défilent. L'ascension d'une extrême droite réactionnaire, raciste et violente, semblable à celle de Bolsonaro au Brésil ou à celle de Vox en Espagne, est ainsi remarquable.

Si, pour le second tour, les (néo)libéraux et les ultra-droitiers se sont joints dans leur soutien au fujimorisme, ils prennent à nouveau leurs distances. Keiko Fujimori est usée, ses liens avec Vladimiro Montesinos – qui est réapparu en donnant des instructions par téléphone depuis sa prison pour modifier le résultat des élections – compliquent encore sa situation. En face du désarroi des (néo)libéraux qui avaient lié leur sort au fujimorisme, le secteur le plus fort est l'extrême droite dirigée par Rafael López Aliaga (11), qui se développe dans les classes supérieures et les secteurs populaires urbains de Lima en se nourrissant du conservatisme et de la hargne antigauchiste exacerbée pendant la campagne.

D'autre part, il y a la population stressée et un environnement asphyxiant, attisé

par le fujimorisme et ses alliés. Parallèlement aux mobilisations massives des partisans de Castillo et du fujimorisme qui ont eu lieu pendant trois semaines consécutives, il y a eu des actions violentes de harcèlement contre les autorités électorales, des lettres appelant à un coup d'État par d'anciens militaires, des attaques contre des *ronderos* et des enseignants et enfin l'agression physique contre le chef de l'ONPE.

Dans tout cela, les médias ont joué un rôle désastreux : c'est le cas du groupe El Comercio, qui a complètement subordonné sa ligne éditoriale au fujimorisme, ou de la chaîne de télévision Willax, avec sa machinerie de fake news, de trucages et de diffamations. Les réseaux sociaux ont également fonctionné comme un bastion de la désinformation, propices aux matrices d'opinion imposées par les groupes de pouvoir afin de délégitimer le triomphe de Castillo.

Ouvrir la voie à un processus de transformation est une tâche difficile. Le succès dépendra en grande partie de la volonté et de l'articulation des acteurs politiques au gouvernement, en gérant les alliances et les contrepois avec d'autres secteurs démocratiques, mais surtout en visant à consolider une base politique et sociale pour soutenir et défendre ces changements.

Dans une société comme celle du Pérou, avec des partis politiques faibles, un tissu social fragmenté et des mafias enracinées dans l'appareil public, les actions de l'État seront fondamentales pour démanteler les structures néolibérales (par exemple, dans la gestion des ressources naturelles, la réforme fiscale ou le système de retraite par les fonds de pensions). Mais l'action de l'État sera insuffisante si elle se fait sur le dos des personnes qui ont voté pour le changement. Il sera donc essentiel d'impliquer les citoyens et leurs différentes organisations – qu'il s'agisse de communautés paysannes, de peuples autochtones, d'organisations de quartier, d'associations professionnelles ou autres – afin qu'ils s'engagent à défendre leurs droits.

Ce nouveau moment est celui des controverses, il est ouvert à toutes les éventualités. Ce que nous espérons est possible, même si cela peut aussi ne pas se réaliser. Mais comme dirait Alberto Flores Galindo, « *il y a de la place pour l'espérance* » (12). ■

Lima, le 29 juin 2021

11. Rafael López Aliaga, homme d'affaires, membre de l'Opus Dei, candidat à la présidentielle de 2021 au nom du parti d'extrême droite Rénovation populaire. Il a obtenu 11,75 % des suffrages.

12. Alberto Flores Galindo (1949-1990), historien et journaliste de gauche péruvien, qui a écrit notamment *La agonía de Mariátegui. La polémica con la Komintern* (1980) et *Buscando un Inca: Identidad y utopía en los Andes* (1986).

Un scénario ouvert, rien n'est décidé

Par
Mario Unda*

Au-delà du soutien de la presse traditionnelle et des grands groupes commerciaux et de la bonne image que lui donne un sondeur aligné sur ses propositions, le gouvernement de Guillermo Lasso (1) commence avec une certaine faiblesse politique, en raison de son origine :

- Lasso a accédé au second tour avec moins de 20 % des voix au premier tour et avec un avantage minime sur Yaku Pérez, candidat de Pachakutik – même si on laisse de côté le refus de décompte des voix, concerté entre le mouvement CREO (Creando Oportunidades), fondé par Lasso pour les élections de 2013, et le Parti social chrétien (PSC) ;

- Plus de 60 % de ses voix lors du scrutin provenaient de personnes pour lesquelles ce n'était pas leur premier choix – il ne s'agissait pas d'une adhésion à ses propositions, mais d'un rejet de la candidature de Correa. On ne peut donc pas considérer comme acquis que ses électeurs soutiendront toute mesure prise par le gouvernement de Lasso.

- Et aussi une certaine faiblesse parlementaire. Le bloc législatif de son parti CREO ne compte que 12 députés sur 137.

Pour surmonter cette difficulté, il a d'abord mis en place une alliance surprise comprenant le PSC et l'Union pour l'espoir (UNES), nom adopté par l'alliance corréiste (2) pour les élections de 2021. Mais le gouvernement a rompu l'accord le jour même de l'installation de l'Assemblée pour former une autre alliance, cette fois avec les soi-disant « indépendants », mais aussi Pachakutik et la Gauche démocratique, qui a réussi de justesse à obtenir la direction de l'Assemblée nationale, après qu'aucune force n'a pu obtenir la majorité le premier jour.

Cet épisode permet également de montrer que le gouvernement a pris l'initiative politique et semble prêt à contester l'hégémonie de la droite au Parti social-chrétien, qui la détient depuis le « retour à



Guillermo Lasso

la démocratie » en 1979... Un différend dont il faudra voir comment il se résout.

Grâce au pouvoir d'attraction clientéliste qu'ont les gouvernements (encore plus dans un scénario de fragmentation politique comme celui que nous vivons), Lasso a coopté d'abord les députés des petits partis locaux et ensuite ceux qui se sont désaffiliés d'autres partis politiques, constituant avec eux le groupe parlementaire d'Entente nationale (BAN), où 4 anciens sociaux-chrétiens, 2 anciens de la Gauche démocratique (ID) de tendance social-

démocrate et un ancien Pachakutik ont été intégrés le mois dernier. Comptant 26 députés, c'est actuellement le deuxième groupe le plus important, mais il est encore loin de la majorité, même si l'on peut penser que les désaffiliations ne sont pas terminées et qu'elles pourraient se poursuivre tout au long de la période.

L'accord avec lequel les autorités de l'Assemblée ont été nommées est également précaire : maintenant la Gauche démocratique a 16 députés et Pachakutik en a 26. Comme ensemble avec le BAN

* Mario Unda, sociologue, est militant du mouvement populaire urbain et du Movimiento revolucionario de los trabajadores (MRT, Mouvement révolutionnaire des travailleurs, une organisation marxiste révolutionnaire proche de la IV^e Internationale en Équateur). Cet article a été d'abord publié le 17 juin 2021 par *Correspondencia de Prensa* : <https://correspondenciadeprensa.com/?p=18981> (Traduit de l'espagnol par JM).

1. Lors du premier tour de l'élection présidentielle, le 7 février 2021, à laquelle le président sortant, Lenin Moreno, très impopulaire après avoir adopté un tournant néolibéral et conservateur et affronté un mouvement de masse en 2019, ne se représentait pas, quatre principaux candidats s'affrontaient :

- l'économiste Andres Arauz, dauphin de l'ancien président Rafael

Correa (de 2007 à 2017, il vit en Belgique depuis), candidat « corréiste » de l'Union pour l'espérance (UNES), a obtenu 32,72 % des suffrages exprimés ;

- l'ancien banquier Guillermo Lasso, membre de l'Opus Dei, néolibéral conservateur, candidat du Mouvement CREO et du Parti social-chrétien (PSC), a obtenu 19,74 % ;

- Yaku Pérez, avocat, le candidat du parti indien écologiste de gauche Pachakutik, branche politique de la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (CONAIE) regroupant des organisations de masse depuis 1986, opposé à la politique extractiviste de Rafael Correa et de Lenin Moreno, a obtenu 19,39 % (il a dénoncé des fraudes dans un contexte de dépouillement marqué par un nombre important de procès-verbaux litigieux) ;

- Xavier Hervas, chef d'entreprise, candidat du Parti de la gauche démocratique (ID, membre de l'International socialiste), centriste social-libéral, a obtenu 15,68 %.

Au second tour, le 11 avril 2021, Hervas s'est rallié à Lasso alors que Yaku Perez a appelé à voter blanc ou nul (près de 600 000 votes blancs ou nuls de plus au second tour), Guillermo Lasso (52,4 %), le candidat de la droite, a devancé Andres Arauz (47,6 %).

2. Pour une analyse du courant de Rafael Correa et de son évolution, voir : Patrick Guillaudat et Pierre Mouterde, « Présidence de Correa, d'implacables leçons pour la gauche ? », *Inprecor* n° 629/630 de juillet-août 2016 ; Éric Toussaint, « De Rafael Correa à Guillermo Lasso en passant par Lenin Moreno », *Inprecor* n° 683/684 de mars-avril 2021.

ils en ont juste assez pour obtenir une majorité, chaque vote pourrait les mettre au bord de la défaite.

Lorsqu'il s'agira de faire passer des lois, le gouvernement devra se tourner vers d'autres groupes parlementaires : il y aura toujours un doute qu'il parvienne ou non à obtenir une majorité, avec qui et à quel prix.

Pour l'instant, cette alliance s'est maintenue, malgré quelques revers, comme la perte de la présidence de la stratégie commission économique, revenue à une députée de Pachakutik, en accord avec le PSC et l'UNES. Mais le véritable test de sa stabilité viendra avec les projets de loi qui intéressent réellement le programme néolibéral du gouvernement et qui n'ont pas encore été envoyés à l'Assemblée.

Politique économique

La politique économique de Lasso n'offre aucune nouveauté. Elle repose sur l'application de la lettre d'intention que le gouvernement Moreno (2017-2021) a signée avec le FMI et dont l'application – bien que partielle – a été le déclencheur des manifestations massives d'octobre 2019.

Il s'agit notamment de maintenir le mécanisme d'augmentation mensuelle des prix de l'essence, introduit par le régime profitant de la situation créée par la pandémie. Une réforme du travail annoncée vise à étendre la précarisation de la main-d'œuvre déjà entamée avec l'hypocrite « *loi sur l'aide humanitaire* » approuvée par Moreno : étendre les contrats à temps partiel, faciliter les contrats temporaires et rendre les licenciements moins coûteux, ce qui réduira généralement le coût de la main-d'œuvre.

Il est également proposé d'accentuer l'ouverture commerciale, en commençant

par un accord avec le Mexique comme porte d'entrée dans l'Alliance du Pacifique et en ayant à l'ordre du jour des accords avec les États-Unis, la Chine et la Corée du Sud, entre autres.

Les privatisations, grâce auxquelles le nouveau gouvernement espère attirer les investissements étrangers, figurent également en tête de liste : il s'agit de privatiser les raffineries, un port pour la distribution de carburant, les autoroutes, la compagnie téléphonique d'État (l'une des entreprises équatoriennes ayant le chiffre d'affaires annuel le plus élevé), la deuxième banque du pays actuellement en mains publiques et probablement les centrales hydroélectriques.

Si les privatisations permettent d'augmenter les ressources dans un premier temps, à moyen terme elles entraîneront une baisse significative, en se débarrassant des entreprises qui ont une forte rentabilité. Le gouvernement aura donc besoin de sources de financement. Peut-être la réforme fiscale annoncée apportera-t-elle quelque chose, en fonction de l'augmentation du recensement des contribuables : on parle d'une augmentation de la TVA et le ministre des finances a déjà dit que ceux qui gagnent plus de 500 dollars par mois devront faire un plus grand effort – dans un pays où le salaire minimum est de 400 dollars et où le coût du panier alimentaire de base dépasse 700 dollars par mois. On s'attend à ce que des montants plus importants proviennent d'un approfondissement agressif de l'extractivisme pétrolier et minier et d'une nouvelle dette extérieure, accentuant le caractère dépendant de l'économie équatorienne.

Avec une telle politique économique, un conflit social peut éclater à tout moment. Pour l'empêcher, le gouverne-

ment vise trois directions : une renégociation avec le FMI (dont il a déjà été dit qu'elle ne modifiera pas les mesures, mais seulement le rythme de leur mise en œuvre, dans le but de différer les protestations sociales prévisibles), les politiques sociales et la « *gouvernance* ».

Politiques sociales

Avec ses politiques sociales annoncées, le gouvernement espère contrecarrer le mécontentement populaire. Le ministre de l'inclusion sociale a annoncé la création du bon d'achat dit « *Bono Prospera* » – en plus de ceux maintenus par le gouvernement précédent, qui touchent 1 400 000 familles, mais pour lesquels il n'y aurait de financement que jusqu'en octobre. Le nouveau bon d'achat couvrirait 400 000 familles, mais ni son montant ni son fonctionnement n'ont encore été annoncés.

Il a également proposé de fournir gratuitement 200 000 logements à la campagne et de « *promouvoir la construction* » de 500 000 autres dans les zones urbaines ; cela signifierait la construction de 175 000 logements par an, dans l'idée d'harmoniser « *rentabilité et solidarité sociale* ». Dans le même ordre d'idées, Lasso a demandé publiquement aux banques de s'engager dans une ligne de microcrédit à un taux d'intérêt de 1 % et à échéances plus longues. Les coopératives d'épargne et de crédit et les institutions de financement populaire ont fait part de leur volonté de le faire, mais on attend toujours une réponse des banques de l'Asobancos (Association des banques privées de l'Équateur), qui sont restées prudemment silencieuses. Cependant, un ancien directeur général de banque a ajouté sa voix à l'idée, notant que tout ce qui est nécessaire est que le ministre des finances rencontre les propriétaires de banques. Pour l'heure, le ministre de l'agriculture a réaffirmé que les petits agriculteurs recevront des prêts à un taux d'intérêt de 1 % d'une durée de 30 ans et Lasso lui-même a déclaré qu'à cette fin sera affecté « *au moins un milliard de dollars* ».

La mesure de politique sociale la plus médiatisée a sans doute été l'offre de vacciner 9 millions de personnes au cours des 100 premiers jours du gouvernement. Selon les données officielles, 2,7 millions de personnes [sur une population de 17 millions] ont déjà reçu au moins une dose, et le ministre de la Santé a annoncé que 6 millions de doses du nouveau vaccin chinois CanSino sont attendues. Pendant ce temps, la situation dans les hôpitaux reste



dramatique, sans fournitures ni médicaments pour traiter les patients Covid... ni les autres malades hospitalisés.

En ce qui concerne les salaires, le ministre du Travail a assuré que l'offre de la campagne électorale d'augmenter le salaire minimum à 500 dollars par mois sera réalisée... tout en précisant que cela se fera progressivement au cours des 4 années de gouvernement.

Il reste à voir lesquelles de ces politiques seront mises en œuvre, mais il est clair qu'elles dépendent de l'argent que le gouvernement est capable de mobiliser et de l'impact social des politiques économiques. Comme on l'a déjà observé sous le gouvernement Moreno, les politiques économiques néolibérales peuvent liquider les prétentions de la politique sociale en raison des effets désastreux qu'elles ont sur les conditions de vie de la majorité de la population. Mais, d'un autre côté, il est clair qu'ils dépendront également d'un autre facteur : l'existence d'accords politiques entre les groupes de pouvoir économique, qui se sont généralement montrés très réticents à toute mesure même légèrement redistributive. Cet aspect aura beaucoup de poids, notamment dans les offres de microcrédit et d'augmentation des salaires.

« Gouvernance » et les forces armées

La faiblesse relative avec laquelle le gouvernement a commencé son mandat met en évidence les préoccupations concernant la « gouvernance » et la légitimité sociale. Le gouvernement a mis en circulation un discours qui vise à gagner l'acceptation d'une majorité de la population, en profitant de l'énorme consensus qu'il a obtenu parmi les classes dominantes et dans de larges secteurs des couches moyennes, ainsi que de l'esprit d'attente qui règne habituellement dans la population pendant les premiers mois.

D'une part, il cherche à se légitimer au sein de l'environnement anti-Correa qui lui a permis de triompher au second tour : il a décrété un « code éthique » comme remède supposé à la corruption, mais qui semble surtout destiné à préserver les « secrets d'État » ; il a annoncé qu'il allait vendre les médias publics qui étaient aux mains de l'État depuis la crise bancaire de 1999-2000 et a assuré qu'il abandonnait le contrôle des médias, qui seront désormais « autorégulés », et que dorénavant les chaînes nationales ne seront plus à ses ordres.

D'autre part, il fait l'éloge d'un discours



sur les droits et l'inclusion, promettant de mettre fin à la violence de genre : « *La lutte pour l'égalité des genres n'est pas seulement une question de femmes. C'est un problème national. Un problème équatorien qui doit être traité par le gouvernement* », a déclaré Lasso dans son discours d'investiture le 24 mai. Auparavant, il avait déjà promis de respecter l'arrêt de la Cour constitutionnelle qui dépénalisait l'avortement en cas de grossesse causée par un viol. La nouvelle secrétaire aux droits de l'homme a annoncé la création d'un sous-secrétariat au service de la population LGBTIQ+, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et des services judiciaires, ainsi que de centres de soins ouverts 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour fournir des soins complets aux femmes victimes de violences de genre. Le gouvernement s'engage, a-t-elle dit, à « *éradiquer toutes les formes de discrimination et de violence* ».

Un clin d'œil a également été fait à l'écologie : Lasso a annoncé que le nom du ministère de l'Environnement et de l'Eau sera changé en ministère de l'Environnement, de l'Eau et de la Transition écologique. « *La transition écologique n'est pas un frein au développement* », assure-t-il. « *Aller vers des formes de production circulaires, inépuisables, voire régénérantes, c'est la croissance grâce aux industries propres, connectées aux nouvelles technologies* ». Le « *capitalisme vert* » commence à faire son chemin et se heurtera sûrement à la résistance à l'extractivisme.

Le même objectif est poursuivi par les annonces mentionnées concernant la vaccination, le logement et le microcrédit. La première s'adresse à la population générale, qui en a assez de la mauvaise gestion

de la pandémie par le gouvernement Moreno. Les deux autres s'adressent à un large secteur des classes subalternes, composé de petits propriétaires terriens, généralement spoliés par le grand capital, et désormais soumis au risque de disparition par la pandémie.

L'accent mis sur les campagnes est sûrement dicté par le haut niveau de conflit qui s'est manifesté ouvertement en octobre 2019. Il est complété par la création du Secrétariat de gestion et de développement des peuples et nationalités, dont la direction a été confiée à Luis Pachala, un indigène qui était déjà député de la province de Bolivar pour le mouvement CREO dans la période 2017-2021, mais qui n'a pas réussi à se faire réélire lors de ces dernières élections. Il n'est pas novice en la matière : en 2003, sous le gouvernement de Lucio Gutiérrez, il a fondé la Fedepicne, une organisation qui cherchait à « *briser le monopole de la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (CONAIE) et de Pachakutik* ». Il aura le rang de ministre. Pendant ce temps, des secteurs liés au Conseil des peuples et organisations indigènes évangéliques de l'Équateur (FEINE) ont remis à Lasso le bâton de commandement, lors d'une cérémonie qui s'est tenue à Colta, dans la province de Chimborazo, un acte qui a été répété presque immédiatement à Tamboloma, dans la province de Tungurahua.

La nouvelle réforme du travail vise à créer les conditions pour « *normaliser* » la surexploitation du travail, mais aussi fragmenter la classe ouvrière et creuser le fossé entre les salariés stables et le secteur le plus précaire. Puisque « *rien n'est plus précaire que de ne pas avoir d'emploi* », offrir des emplois précaires peut sembler acceptable pour ceux qui sont au



chômage ou sous-employés. Et sera sûrement en phase avec la mentalité des classes moyennes qui ont adhéré au discours néolibéral.

Les pourparlers avec les transporteurs constituent un élément important de cette même stratégie, surtout après les événements de 2019. Lors des premières négociations, les transporteurs ont fait savoir qu'ils étaient prêts à accepter que l'essence continue à augmenter chaque mois en échange d'une subvention ciblée et de l'augmentation des tarifs.

Tout cela vise à désactiver préventivement les protestations sociales et à créer les conditions pour diviser l'éventuel bloc populaire de lutte contre les politiques du FMI.

Mais au cas où cela ne se passerait pas ainsi, la répression se prépare déjà. Lasso a annoncé qu'il allait renforcer les forces armées pour qu'elles agissent en matière de contrôle interne, sous prétexte de la présence de mafias de micro-traffic de drogues. Et lors de la cérémonie de renouvellement du haut commandement militaire, il a affirmé sans équivoque : « *Il n'y aura aucune tolérance pour les groupes qui agissent en dehors du cadre institutionnel et cherchent à déstabiliser le pays par l'anarchie. Nous misons sur la paix sociale et la tranquillité des citoyens* ». Il a de plus qualifié de « *performance héroïque* » la répression sauvage déclenchée en octob-

re 2019, qui a fait une douzaine de morts, plus d'un millier de blessés, plus d'un millier d'arrestations et plusieurs procès criminels contre des manifestants et des leaders sociaux.

Et la gauche ?

Dans cette marche-là, la gauche n'est pas encore partie du bon pied. Le conflit sur la représentation politique du peuple a été évident lors des élections de février et d'avril. Le corrésisme ne peut plus se targuer d'être le représentant exclusif des secteurs populaires – il perd des voix depuis 2013 jusqu'à aujourd'hui. De plus, le comportement de la gauche parlementaire au cours des dernières semaines est loin de l'image qu'elle veut donner d'elle-même : disposant du plus grand groupe parlementaire (mais loin de lui garantir une majorité comme elle en avait l'habitude pendant les 10 ans de corrésisme), elle a choisi de s'allier avec la droite pour capter les postes de direction à l'Assemblée nationale. Mais l'alliance a échoué parce que CREO a débarqué avant d'appareiller. Jusqu'à présent, les bancs de l'UNES et du PSC continuent d'agir en accord ; il reste à voir s'ils le feront lorsque le travail législatif devra aborder des questions politiques centrales. Le corrésisme entend se présenter comme la seule opposition aux mesures néolibérales qui seront prises par le nouveau gouvernement et, à partir de là, récupérer des positions politiques. Mais il sait que, pour ce faire, il devra se débarrasser de Pachakutik et des mouvements sociaux, notamment de la CONAIE (3) et du Front uni des travailleurs (4), ce qui explique le déluge d'attaques qu'il a dirigé contre eux.

Un secteur significatif des classes subalternes a fait savoir qu'il était à la recherche d'une nouvelle représentation politique. Cette recherche a rencontré

Pachakutik, alors que Pachakutik ne semble pas avoir été suffisamment préparé pour y répondre. Il a commencé par établir un accord avec la Gauche démocratique (ID), mais ne semble pas avoir eu une stratégie d'action et d'alliances bien définie, sous la pression d'intérêts locaux et particuliers. Enfin, de concert avec l'ID, il a choisi d'établir un accord avec CREO et son satellite BAN (Bancada del Acuerdo Nacional, le groupe parlementaire qui répond aux intérêts du gouvernement Lasso). Ils ont ainsi franchi une étape symbolique importante en élisant à la présidence de l'Assemblée Guadalupe Llori, une femme amazonienne persécutée depuis le début du corrésisme ; mais Llori et d'autres membres de l'Assemblée se sont laissés emporter à divers moments par le discours de la « *gouvernance* ». Il est trop tôt pour en tirer des conclusions, car jusqu'à présent, il n'a été question que de la directive de l'Assemblée et de la conformité des commissions législatives. En tout cas, le test viendra pour Pachakutik avec les projets de loi que Lasso enverra pour rendre viable la mise en œuvre de sa proposition néolibérale.

En ce moment, les organisations sociales semblent être dans une période attentiste. La CONAIE a organisé quelques mobilisations dans les provinces d'Imbabura et de Cotopaxi qui, bien qu'elles n'aient pas rassemblé un très grand nombre de participants, ont été importantes pour établir leur prédisposition à se mobiliser. Le même sort a été réservé aux actions entreprises par la FUT. En outre, la CONAIE est sur le point de tenir son congrès, au cours duquel son Conseil de direction doit être renouvelé.

Dans ces conditions, les tâches à venir continuent de tourner autour du renforcement des organisations sociales, de la recherche d'espaces concrets d'unité entre les principales organisations du mouvement populaire et entre celles-ci et les représentations politiques. Il faut maintenir le contact entre les organisations sociales et politiques et cet important segment du peuple qui cherche de nouvelles formes de représentation, au-delà du corrésisme et de la droite. C'est pourquoi il est urgent de prendre des mesures formelles dans la construction d'un espace politique et programmatique qui ne s'arrête pas à la polarisation entre populisme et néolibéralisme.

C'est un scénario ouvert, et peut-être pas le meilleur de tous, mais rien n'a été décidé et tout dépendra de ce qui sera fait à partir de maintenant. ■

Quito, le 15 juin 2021

3. La Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (CONAIE) a été créée en 1986 par le regroupement des organisations de l'Amazonie équatorienne (appelée l'Orient en Équateur), des Quechuas de la Sierra et des Indigènes et Noirs du littoral. En 1990 la CONAIE a organisé un très grand soulèvement, entrant ainsi sur la scène politique et ouvrant une décennie de luttes qui aboutiront à la révision de la Constitution en 1998, reconnaissant l'existence des peuples et nationalités indigènes et afroéquatoriens, ainsi que les circonscriptions territoriales indigènes.

4. Le Front unitaire des travailleurs (FUT) a été formé en 1980 par le regroupement des principales centrales syndicales, qui ont préservé leurs structures.

Ortega emprisonne des candidats de l'opposition avant les élections de novembre

Par
Dan La Botz*

Daniel Ortega, qui brigue son quatrième mandat consécutif à la présidence du Nicaragua – le cinquième au total – ne veut pas risquer de perdre. Il a occupé la présidence depuis 2007, pendant près de 14 ans ; il contrôle non seulement l'exécutif mais domine aussi l'Assemblée nationale et la Cour suprême ; lui, sa famille et ses amis possèdent la plupart des médias du pays. Pourtant, Ortega a jugé nécessaire d'arrêter cinq des candidats les plus en vue de l'opposition et un certain nombre d'autres dirigeants de l'opposition. Les personnes arrêtées ce mois-ci couvrent tout l'éventail politique de droite à gauche, plusieurs d'entre elles étant d'anciens camarades du parti d'Ortega, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN). On ne peut qu'être frappé par la peur qu'éprouve le dictateur envers le peuple nicaraguayen.

Alors que, depuis des décennies, Daniel Ortega et le FSLN n'ont plus rien de progressiste ou de démocrate, la vague actuelle d'arrestations de ses opposants politiques représente une nouvelle évolution encore plus autoritaire. Depuis les années 1990, Daniel Ortega a viré à droite, s'engageant dans des accords corrompus avec des partis capitalistes, formant des alliances avec les capitalistes nationaux et avec l'aile droite de l'Église catholique, tout

en protégeant les intérêts des capitalistes nationaux et étrangers. Il a modifié la Constitution du pays pour rendre possible son maintien au pouvoir et permettre à son épouse Rosario Murillo de devenir sa vice-présidente. Par le passé, il avait fait harceler ses opposants, mais on n'avait jamais vu la répression de tous les partis d'opposition comme aujourd'hui.

Le gouvernement affirme que ses opposants tentent de saper la souveraineté du pays et « *incitent à l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures, demandent des interventions militaires et s'organisent avec des financements étrangers* ». Les personnes arrêtées ont été inculpées de divers crimes spécieux. S'il ne fait aucun doute que certains de ses opposants souhaiteraient voir les États-Unis exercer une pression suffisante pour chasser Ortega, les partis d'opposition ne travaillent pas à une intervention militaire. Ils veulent évincer Ortega par le biais d'élections équitables.

Il est également vrai que le National Endowment for Democracy (NED) du gouvernement américain et l'USAID fournissent de l'argent à diverses ONG nicaraguayennes dont certaines peuvent s'opposer aux politiques d'Ortega, mais ce n'est pas l'argent étatsunien qui détermine l'opposition ou qui l'influence beaucoup. Ortega a généré lui-même ses opposants au cours des 14 dernières années et a

tourné contre lui de nombreuses personnes, peut-être la majorité du peuple nicaraguayen. Sans le Département d'État américain et la CIA, la bourgeoisie nicaraguayenne est tout à fait capable de proposer son propre programme politique de changement – bien qu'une grande partie soit liée à Ortega ; de la même manière, le peuple nicaraguayen a prouvé en 2018 qu'il pouvait créer un mouvement de masse très puissant sans compter sur autrui.

Ortega et la crise

La répression d'Ortega contre l'opposition intervient alors que le Nicaragua traverse une série de crises économiques, politiques et de santé publique. En 2018, une rébellion politique nationale a impliqué des centaines de milliers de Nicaraguayens de tous bords dans tout le pays. Ils ont dénoncé la violente répression d'Ortega cette année-là contre des manifestations de retraité·es et d'étudiant·es opposés à un nouveau plan de retraite. Pour réprimer la rébellion qui suivit, la police et les voyous du FSLN d'Ortega ont assassiné 300 personnes, en ont blessé 2 000, ont arrêté et torturé des centaines d'autres, et ont empêché efficacement toute manifestation de l'opposition dans le pays. Les médias d'opposition ont été fermés et les ONG harcelées. Tout cela a conduit quelque 100 000 Nicaraguayens à fuir le pays.



* Dan La Botz, enseignant, chauffeur routier, historien et journaliste, est l'auteur, entre autres, de *What Went Wrong? The Nicaraguan Revolution: A Marxist Analysis* (Ce qui a mal tourné – la révolution nicaraguayenne, une analyse marxiste), Brill, Leiden 2016 et Haymarket Books, Chicago 2018. Il a été cofondateur de Teamsters for a Democratic Union (TDU). Militant de l'organisation socialiste Solidarity (section sympathisante de la IV^e Internationale aux États-Unis) il est également membre de la branche de Brooklyn des Socialistes démocratiques d'Amérique (DSA). Cet article a été d'abord publié simultanément par *Against the Current/Solidarity* (<https://solidarity-us.org>) et *New Politics* (<https://newpol.org/>), le 17 juin 2021. (Traduction française parue sur le site <https://aplusoc.org/>, révisée par la rédaction d'*Inprecor*).

Nicaragua

Puis, en 2020, est survenue la crise pandémique du Covid-19. Le gouvernement Ortega a bafoué de manière flagrante les recommandations internationales en matière de santé (1) en ignorant la distanciation sociale et en organisant des événements publics de masse en extérieur et en intérieur. Quelque 700 médecins nicaraguayens ont signé une lettre « *exhortant le gouvernement à reconnaître que le virus se propageait au Nicaragua et à mettre en place les mesures préventives recommandées par l'Organisation mondiale de la santé pour limiter sa propagation* » (2). Sur la base d'une étude du nombre de décès, certains médias (3) ont accusé le gouvernement nicaraguayen d'avoir sous-estimé de plus de 90 % le nombre de décès du Covid-19. Le Nicaragua n'a pas non plus vacciné sa population. Selon le gouvernement « *le Nicaragua a administré jusqu'à présent au moins 167 500 doses de vaccins covid* ». En supposant que chaque personne ait besoin de 2 doses, cela n'aurait permis de vacciner qu'environ 1,3 % de la population seulement. Le pays devrait désormais recevoir suffisamment de vaccins via Covax pour couvrir 20 % de sa population.

Comme dans d'autres pays, la pandémie a également entraîné une crise économique. En 2020, le Nicaragua, déjà le deuxième pays le plus pauvre de l'hémisphère (deuxième seulement après Haïti) avec un PIB par habitant inférieur à 2 000 \$, a vu son économie reculer de 4 %. En plus de la pandémie, en novembre 2020 les ouragans Eta et Iona avec des vents records ont dévasté certaines parties du pays. Cependant, la crise économique du Nicaragua résultait également en partie de la grave dépression économique au Venezuela, qui, sous les présidents Hugo Chávez et Nicolás Maduro, avait fourni des milliards de dollars au gouvernement nicaraguayen. Face à sa propre situation économique désespérée, le Venezuela ne pouvait plus se permettre d'être aussi généreux.

Le Nicaragua a dépendu pendant des décennies de l'aide étrangère des gouvernements et des ONG pour tenter de faire face à la pauvreté généralisée et aux pro-

blèmes sociaux du pays. Mais après le soulèvement national de 2018 contre le gouvernement Ortega et la répression qui l'a suivi, plusieurs ONG aidant au développement économique ou aux services sociaux ont été chassées du pays ou, en raison de harcèlement, l'ont quitté de leur propre gré, ajoutant aux difficultés économiques.

La répression

De toute évidence, Ortega craint que ces diverses crises n'aient créé un profond mécontentement qui pourrait conduire à ce que l'un de ses adversaires remporte l'élection. Il les a donc éliminés de la compétition. Parmi les candidats arrêtés par Ortega figurent certaines personnalités politiques les plus importantes du pays. Cristiana Chamorro a été assignée à résidence début juin – son père, Pedro Joaquín Chamorro, rédacteur en chef du principal journal du pays, *La Prensa*, avait été assassiné en 1978, vraisemblablement sur ordre du président et dictateur de l'époque, Anastasio Somoza. Sa mère, Violeta Chamorro, a battu le président Daniel Ortega aux élections de 1990, et a gouverné jusqu'en 1997. Ortega craignait sans doute que Cristiana Chamorro, riche, influente et portant ce célèbre nom de famille, ne le batte à l'élection présidentielle.

Le gouvernement Ortega a également fait arrêter d'autres candidats présidentiels modérés ou conservateurs : Arturo Cruz, Félix Maradiaga et Juan Sebastián Chamorro. Parmi les autres personnalités politiques conservatrices arrêtées figurent José Adán Aguerrí, ancien président du Conseil supérieur de l'entreprise privée (Cosep), Violeta Granera et José Pellais.

À gauche, le régime Ortega a arrêté plusieurs personnalités associées au parti d'opposition Union démocratique renouvratrice (UNAMOS, auparavant Mouvement sandiniste renouvrateur, MRS), créé par des dissidents du FSLN. Deux des personnes arrêtées sont de véritables héros de la révolution sandiniste de 1979 : Dora María Téllez, 65 ans, et Hugo Torres, 73 ans, tous deux autrefois commandants du FSLN. Torres a déclaré dans un message vidéo enregistré et diffusé sur les réseaux sociaux : « *Ce sont des actes désespérés d'un régime qui se sent en train de mourir.* » Il a poursuivi : « *Il y a quarante-six ans, j'ai risqué ma vie pour faire sortir de prison Daniel Ortega et d'autres camarades prisonniers politiques. Et en 1978, j'ai de nouveau risqué ma vie aux côtés de Dora María*

Téllez pour libérer une soixantaine d'autres prisonniers politiques. Mais ainsi va la vie, ceux qui défendaient autrefois des principes les ont trahis aujourd'hui ».

Parmi les autres opposants de gauche arrêtés figuraient un autre ancien militant de premier plan du mouvement révolutionnaire de la fin des années 1970, Victor Hugo Tinoco, et deux jeunes femmes, Suyen Barahona, présidente d'UNAMOS, et Ana Margarita Vigil, ancienne présidente de ce parti.

La réponse étatsunienne

Pendant la majeure partie de la présidence d'Ortega dans les années 2000, les États-Unis et le Nicaragua ont entretenu des relations amicales. Les deux pays ont coopéré dans un certain nombre de domaines, notamment au plan policier contre les cartels internationaux de la drogue. Ortega a également accepté une assistance militaire des États-Unis et a toléré la présence de diverses agences étatsuniennes comme l'USAID. La raison de la tolérance des États-Unis envers le régime d'Ortega – et vice versa – était que c'était bon pour les affaires des États-Unis et pour la classe capitaliste nicaraguayenne. 60 % du commerce nicaraguayen se fait avec les États-Unis. On pouvait compter sur Ortega pour faciliter ce commerce international et empêcher l'organisation de syndicats ouvriers indépendants dans les *maquiladoras* du pays.

Maintenant, cependant, le Nicaragua est devenu un problème. Les États-Unis préfèrent les pays avec au moins un vernis d'institutions et de procédures démocratiques et veulent la paix sociale. Mais depuis 2018, Ortega est incapable de garantir ces deux points. Il n'est donc pas surprenant que le gouvernement des États-Unis ait pris des mesures énergiques contre les personnalités du gouvernement Ortega. À la suite de la violente répression du soulèvement national, en juillet 2018, le gouvernement étatsunien a imposé des sanctions contre Daniel Ortega, son épouse et vice-présidente Rosario Murillo, ainsi que contre les plus hauts responsables de la police nationale.

Ce mois-ci, le secrétaire d'État américain Antony Blinken a appelé Ortega à libérer les candidats à la présidence et les autres dirigeants de l'opposition, tout en annonçant de nouvelles sanctions contre les membres du gouvernement Ortega et leurs familles, y compris contre la fille du président Camila Ortega Murillo. Ces sanctions du Département du Trésor amé-

1. Cf. Amnesty International, « Nicaragua: Government increases risk of COVID-19 infection in a country already devastated by two years of crisis », <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2020/04/nicaragua-gobierno-aumenta-riesgo-contagio-covid19/>

2. <https://www.hrw.org/news/2020/06/23/nicaragua-doctors-fired-covid-19-comments>

3. Par exemple : <https://havanatimes.org/features/nicaragua-underreports-covid-19-deaths-by-90/>

ricain ne touchent qu'une trentaine d'individus nommément cités et n'affectent pas la population nicaraguayenne dans son ensemble.

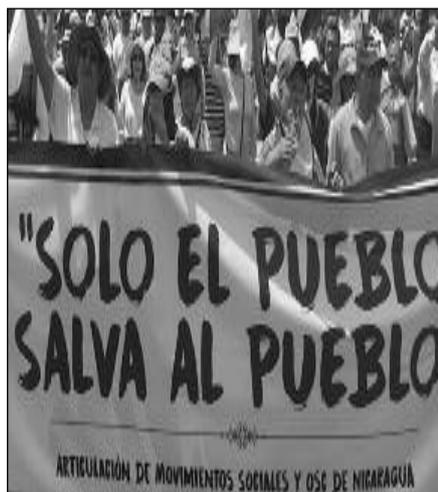
« Comme ces sanctions le démontrent, il y a des coûts pour ceux qui soutiennent ou mènent la répression du régime d'Ortega », a déclaré Blinken. « Les États-Unis continueront d'utiliser tous les outils diplomatiques et économiques à leur disposition pour soutenir les appels des Nicaraguayens en faveur d'une plus grande liberté et responsabilité, et en faveur d'élections libres et équitables ».

Nous savons que le gouvernement étatsunien est moins intéressé par les élections et la démocratie que par le maintien de son rôle de puissance dominante dans l'hémisphère occidental. Sa véritable préoccupation est que le gouvernement Ortega a créé de l'instabilité dans un petit coin stratégique de l'empire. Une telle instabilité pourrait conduire soit à une rébellion populaire et à un gouvernement de centre-gauche, soit à une implication étrangère de grandes puissances comme la Russie ou la Chine, ce dont les États-Unis ne veulent pas.

Depuis son élection en 2007, Ortega a cherché un contrepoids au pouvoir étatsunien en renforçant les liens avec la Russie, en soutenant l'annexion de la Crimée par la Russie en mars 2014 et en accueillant une visite du président russe Vladimir Poutine en juillet de la même année. La Russie a également réarmé le Nicaragua et entraîné l'armée nicaraguayenne dans les écoles militaires russes et au Nicaragua.

Ensuite, il y a la Chine, dont l'influence s'est affaiblie. En 2013, Ortega a fait adopter par l'Assemblée nationale un projet de construction d'un canal transocéanique par le HKND (Hong Kong Nicaragua Canal Development Investment Group) dirigé par l'homme d'affaires chinois Wang Jing. Le canal, qui devait entrer en service l'année dernière, a été un fiasco total et certains l'ont qualifié d'escroquerie destinée à renforcer l'image d'Ortega et à l'enrichir, lui et ses amis. Les protestations des paysans et des écologistes contre le canal ont conduit à certaines des premières grandes manifestations publiques contre Ortega. Le canal semble avoir été abandonné en 2017.

En tout cas, il est clair que, comme l'a écrit récemment la rédaction d'*Against the Current*, avec le président Joseph Biden l'empire est de retour (4) et son administration peut profiter de la situation actuelle au Nicaragua pour renforcer son influence.



Cela se produirait probablement en alliance avec la classe capitaliste nicaraguayenne représentée par le Conseil supérieur de l'entreprise privée (Cosep), bien que cela nécessiterait également l'intermédiaire de l'Église catholique. Il ne fait aucun doute que le Département d'État américain et la CIA recherchent déjà des dirigeants nicaraguayens qu'ils pourraient attirer ou suborner afin de créer une opposition capitaliste sûre qui pourrait aider à faciliter la chute d'Ortega et sa fuite avec sa famille vers un État ami.

Que doit faire la gauche ?

Tout en évitant tout lien avec le gouvernement étatsunien et en exigeant que celui-ci cesse toute ingérence, les militants de la gauche étatsunienne devraient se mettre du côté des mouvements pour la démocratie au Nicaragua. L'Unidad Nacional Azul y Blanco, créée en octobre 2018, est devenue l'organisation faîtière de l'opposition, mais elle a été dominée par des éléments conservateurs du monde des affaires.

L'Articulación de Movimientos Sociales, un peu plus à gauche et militante, qui rassemblait des étudiants, des paysans, des mouvements sociaux, des féministes, des groupes indigènes et des entrepreneurs, n'a pas réussi à fournir une alternative. Azul y Blanco s'est naturellement concentrée sur les élections dans le but d'écarter Ortega.

Le peuple travailleur nicaraguayen – pour la plupart des travailleurs agricoles et des fonctionnaires, mais aussi quelques mineurs et ouvriers industriels – et les pauvres des villes et des campagnes n'ont pas réussi à créer leur propre mouvement ou parti politique.

Le FSLN, qui a tenté par en haut de se transformer en un tel parti dans les années 1980, est devenu dans les années 1990 et

2000 une simple machine électorale. Sans syndicats indépendants et confrontés à une répression sévère depuis 2018, il a été pratiquement impossible pour les travailleurs de créer une présence politique propre.

La gauche au Nicaragua est extrêmement faible. Les membres de gauche du FSLN ont démissionné les uns après les autres au cours des années 1990 et 2000, formant des groupes d'opposition comme le Movimiento renovador sandinista (MRS) et le Movimiento por el rescate del sandinismo (MpRS). Ayant rejeté Ortega et l'autoritarisme du FSLN, ces groupes avaient tendance à adopter des pratiques social-démocrates, même s'il y avait quelques radicaux en leur sein. Ils n'ont cependant pas réussi à établir une base parmi les travailleurs et les pauvres du Nicaragua. Néanmoins, leurs dirigeants tels que Dora María Téllez et Hugo Torres, tous deux arrêtés aujourd'hui, ont maintenu la lutte pour la démocratie et pour une société plus progressiste.

Lors du soulèvement de 2018, des étudiants – impliqués dans les manifestations de soutien aux retraités opposés à une réforme de la sécurité sociale, puis dans les manifestations nationales contre les premiers assassinats d'étudiants par la police – se sont intéressés au socialisme sous une forme ou une autre. Cependant, comme certains d'entre eux ont été contraints à l'exil et d'autres confrontés à la répression du régime, ils n'ont pas été en mesure de créer un parti indépendant. Sans doute les luttes actuelles créeront de nouveaux groupes d'opposition et certains d'entre eux pourraient devenir socialistes.

Nous devons rejeter l'argument avancé par certains à gauche selon lequel nous devrions soutenir le dictateur Ortega et son gouvernement parce que les États-Unis s'y opposent désormais. À gauche, nous devons nous opposer à la fois aux États-Unis et à la dictature d'Ortega. Tout en soutenant le mouvement général pour la démocratie politique et les droits civils, la gauche étatsunienne devrait s'identifier (et travailler) avec les groupes socialistes émergents au Nicaragua et avec les travailleurs, les féministes, les militants LGBT, les écologistes. Comme socialistes internationalistes, nous sommes solidaires de tous les mouvements pour la démocratie, les droits civiques et pour le socialisme. ■

17 juin 2021

4. The Editors, « Biden : "Empire is Back"... », *Against the Current* n° 212, mai-juin 2021 : <https://againstthecurrent.org/atc212/biden-empire-is-back/>

Aux camarades solidaires

Par
Articulación de Movimientos Sociales*

C hers camarades solidaires de la lutte de notre peuple, recevez un salut fraternel de la part de celles et ceux qui font partie de l'Articulation des mouvements sociaux au Nicaragua : un espace de rencontre où convergent différents groupes en résistance – collectifs féministes, LGTBIQ+, écologistes, peuples des Caraïbes, paysans, mouvements anti-extractivistes, organisations étudiantes et groupes autoconvoqués.

Nous nous adressons une fois encore à vous, en pleine nouvelle escalade de violence politique, par laquelle la dictature Ortega-Murillo a détruit la possibilité d'une issue à la crise sociopolitique, cette fois-ci la voie électorale.

Au sein de l'AMS, nous avons déjà signalé qu'aucun signe réel ne laissait espérer que de véritables élections puissent avoir lieu. L'État policier restait inébranlable, semant la terreur en assiégeant, séquestrant, surveillant et opposant une réponse violente à toute personne qui manifestait. Il y avait encore 124 prisonniers politiques. Dans les territoires paysans et dans ceux des peuples autochtones, loin des caméras et des médias, la violence politique se traduisait, comme avant avril 2018, par des assassinats et des expropriations de terres pour récupérer les biens communs et les octroyer à l'extractivisme minier, à l'agrobusiness de la palme africaine, du bois et de l'élevage.

Les réformes permettant un processus électoral équitable n'ont pas eu lieu, au contraire, c'est une contre-réforme électorale qui a été votée, des magistrats obéis-

sants et en phase avec la dictature ont été élus avec la bénédiction des partis traditionnels ; tout cela dans le but de s'assurer le contrôle et d'établir les mécanismes nécessaires à une fraude électorale. Ainsi, toute possibilité de constituer une liste indépendante de celle des partis collaborationnistes ou de l'option électorale liée au grand patronat allié à Ortega a été éliminée, marginalisant de fait les secteurs indépendants et émergents.

De surcroît, la dictature a accru la répression. Elle isole et stigmatise ceux qui s'opposent à la proposition de « *l'aterrissage en douceur* », mise en avant par le grand capital pour pouvoir pactiser avec la dictature, afin de sauver le modèle corporatiste « *de dialogue et consensus* », mis en œuvre pendant les onze premières années du gouvernement d'Ortega. Tout cela en échange du maintien des avantages économiques partagés, de l'impunité pour les crimes contre l'humanité commis en 2018 et pour la corruption. En d'autres termes : accepter d'aller aux élections sans aucune condition, en particulier l'exigence la plus importante : la liberté des prisonniers politiques et la levée de l'état policier.

Nous nous trouvons donc face au pire des scénarios, celui de la fraude électorale ouverte et de la continuité du régime, avec un secteur entrepreneurial qui ne se soucie pas du fonctionnement démocratique des institutions. Ce secteur s'est contenté d'une apparence démocratique avec des suffrages vides et de négociations pour la stabilité et la gouvernance qui donnent la priorité à ses intérêts particuliers, lesquels depuis quelques années coïncident avec ceux d'Ortega.

Et comme c'est généralement le cas dans tout État fasciste comme l'est celui du Nicaragua, personne n'échappe à sa violence. Hier ils s'en prenaient aux secteurs populaires et aux mouvements sociaux, protagonistes de l'insurrection d'avril 2018 ; aujourd'hui, ils attaquent ceux qui pensaient qu'il est possible de négocier avec un gouvernement fasciste, qu'on peut lui laisser une porte de sortie digne et une

cohabitation, et même des précandidats compatibles à un ortégisme sans Ortega.

Nous observons aujourd'hui que la communauté internationale s'émeut de cette nouvelle escalade répressive. Cette communauté internationale qui a poussé à participer à des élections sans conditions, qui avait besoin de « *voir* » la fraude pour comprendre que le Nicaragua vit sous une dictature, et ce, bien que les preuves documentées du massacre d'avril 2018, de « *l'opération nettoyage* » – qui, par les armes, a anéanti des centaines de vies – aient constitué des éléments suffisants pour comprendre que nous étions face à un gouvernement illégitime et violent, qui n'hésitait pas à assassiner, torturer, kidnapper et violer des prisonnier·es. Cette communauté, qui se préoccupe davantage du maintien des accords commerciaux que de renforcer les droits humains.

Aujourd'hui, nous vous demandons d'interpeller vos gouvernements, de faire pression pour qu'ils prennent des positions contre la dictature. Nous vous demandons de dénoncer le fait que les accords de partenariat avec les pays centraméricains ne protègent pas les droits humains, comme l'affirmaient ceux qui ont promu leur signature, mais favorisent plutôt un modèle de croissance extractiviste, inégalitaire et brutal qui touche non seulement le Nicaragua, mais aussi toute la région, comme le démontre la succession des différentes crises écologiques, sociales et politiques.

Exigez la libération des 134 prisonniers politiques, la levée de l'État policier, le retour des organisations de défense des droits humains, d'une issue sans impunité, qui garantisse une justice transformatrice, qui permette l'avènement d'une République qui n'a jamais existé au Nicaragua, où règneraient la justice sociale, l'équité, inclusive, la liberté et une vraie démocratie fondée sur la souveraineté du peuple, non pas sur des aspirants monarches et sur les élites.

Nous concluons ce message à nos sœurs et frères de France avec l'espoir de continuer à tisser ce pont de solidarité entre les peuples, entre les mouvements sociaux, qui aspirent à un autre monde possible.

Nous maintenons la ferme conviction que nous sortirons de cette crise sociopolitique grâce à la force du peuple et de ceux qui, au niveau international, continuent à soutenir nos revendications, car **seul le peuple sauve le peuple !** ■

19 juin 2021

* L'Articulation des mouvements sociaux (Articulación de Movimientos Sociales), constituée en 2018, est un regroupement « *par en bas* », le plus radical, le plus populaire et le plus à gauche de l'opposition au régime Ortega-Murillo, dont il exige depuis le début la destitution, préalable à tout processus de transition, d'élection et de démocratisation du Nicaragua. Ce message a été adressé au Collectif de solidarité avec le peuple du Nicaragua (CSPN) à l'occasion des actions de solidarité tenues en France les 19 et 20 juin 2021.

Keynésianisme impérialiste

Le programme de Joe Biden pour réhabiliter le capitalisme étatsunien

Par
Ashley Smith*

Dans son discours au Congrès, Joe Biden a fait la promotion de son plan de sauvetage américain et de ses plans « *American Jobs* » et « *American Families* ». Les médias capitalistes ont déclaré que c'était la fin de la *Reaganomics* (économie reaganienne) et un retour au libéralisme du *New Deal* de Franklin Delano Roosevelt.

Les libéraux de longue date et les convertis récents ont accueilli le programme de Biden avec une exaltation à couper le souffle. Joan Walsh a déclaré que Biden « a rassemblé le *New Deal* de F.D. Roosevelt et la *Great Society* de Lyndon B. Johnson, plus les bonnes idées d'Obama et certaines des meilleures idées du sénateur Bernie Sanders, dans un programme de justice raciale et économique imprégné par [sa ville de] Scranton. Cela va au-delà de tout ce qu'il avait promis en se présentant à la présidence » (1)

Même des secteurs de la gauche ont fait part de leur surprise et n'ont pu s'empêcher d'exprimer leur soutien à Biden. Faiz Shakir, directeur de campagne de Bernie Sanders, l'a félicité d'avoir « investi dans [l'avenir des] travailleurs à une échelle que nous n'avons pas vue depuis Franklin Delano Roosevelt » (2). Si les socialistes doivent saluer nombre de ses réformes, nous ne devons pas devenir les supporters naïfs de cette administration.

Le tournant keynésien de Biden est une tentative de surmonter l'échec du néolibéralisme à restaurer la rentabilité et la compétitivité du capitalisme étatsunien après la Grande Récession. Les politiques néolibérales ont certes permis aux capitalistes d'accumuler des richesses fictives sur le marché boursier. Mais elles n'ont pas relancé l'économie réelle et elles ont sous-financé l'entretien des infrastructures, créant des crises dans des institutions clés essentielles à la reproduction sociale du système, comme l'éducation, les soins de santé et la garde d'enfants.



L'échec du néolibéralisme a sapé la capacité du capitalisme étatsunien à être compétitif au sein du système mondial et, par extension, à le dominer. C'est pourquoi le virage de Biden bénéficie d'un large soutien de la part des élites économiques et de l'establishment politique et c'est pourquoi il est illusoire de le présenter comme une concession à la gauche. Son keynésianisme impérialiste est conçu pour recoller les morceaux d'une nation profondément divisée, réhabiliter les fondements du capitalisme et réaffirmer l'hégémonie des États-Unis sur le système étatique mondial – en particulier contre la Chine, son rival impérial en pleine ascension.

Crises systémiques de l'impérialisme américain

Comme Biden l'a clairement indiqué dans son discours, Washington est confronté à un ensemble sans précédent de crises interconnectées. La plus importante d'entre elles – celle qui détermine les priorités de la classe dirigeante et des gestionnaires de l'État – est la faible rentabilité du capitalisme américain.

Leur tentative de rétablir le taux de profit après la Grande Récession a échoué. Bush, Obama et Trump ont renfloué les entreprises, réduit leurs impôts, maintenu les taux d'intérêt à zéro et imposé l'austé-

rité aux travailleurs. Au lieu de résoudre les problèmes du système, ces mesures les ont aggravés. Plutôt que d'éliminer le capital non compétitif, ils l'ont maintenu en vie sous la forme de sociétés zombies (3), qui ont dû contracter des prêts uniquement pour payer les intérêts de leur dette. L'espace pour les investissements rentables étant bouché, même les entreprises en bonne santé ont hésité à dépenser de l'argent dans l'économie réelle et ont préféré acheter leurs propres actions, générant une énorme bulle boursière.

Le problème de la suraccumulation et de la faible rentabilité a été la cause sous-

* Ashley Smith est rédacteur en chef de Spectre et membre des Democratic Socialists of America (DSA) à Burlington, dans le Vermont. Cet article a d'abord été publié par le site web du collectif *Tempest*, qui se présente comme « une modeste tentative d'aider à contribuer à la reconstitution de la politique et de l'organisation révolutionnaire aux États-Unis aujourd'hui » : <https://www.tempestmag.org/2021/05/imperialist-keynesianism/> (Traduit de l'anglais par JM)

1. Cf. Joan Walsh, « Last Night Was Joe Biden's Moment. May There Be Many More », *The Nation* du 28 avril 2021, <https://www.thenation.com/article/politics/biden-american-jobs-families-plan/>

2. Cf. Lauren Gambino, « Biden's FDR moment? President in New Deal-loke push that could cement his legacy », *The Guardian* du 6 mars 2021, <https://www.theguardian.com/us-news/2021/mar/06/biden-new-deal-economic-infrastructure-plan-politics>

3. Voir : Michael Roberts, « Beware the zombies », <https://thenextrecession.wordpress.com/2017/01/23/beware-the-zombies/>

jacente de la grande récession et de la faible reprise de la dernière décennie. Le système mondial est enfermé dans ce que Michael Roberts appelle une « *longue dépression* » (4) et David McNally une « *panne globale* » (5) faite de récessions oscillantes et de faibles reprises dans un système en déclin. Ce marasme a accentué la crise impériale de Washington. À la suite de ses défaites en Irak et en Afghanistan ainsi que de la Grande Récession, l'État américain et ses entreprises ont subi un déclin relatif face au capitalisme chinois géré par l'État.

Pékin pilote désormais la deuxième plus grande économie du monde, compte plus d'entreprises dans le classement *Fortune 500* que les États-Unis (6) et s'affirme de plus en plus sur le plan économique et géopolitique. Washington et ses commentateurs (7) considèrent désormais la Chine comme une puissance montante qui menace sa domination mondiale.

Cette nouvelle rivalité impériale a bloqué toute solution de la troisième grande crise : le changement climatique. Sous la pression systémique visant à garantir la croissance et la rentabilité, les États capitalistes – en particulier les États-Unis et la Chine (8) – refusent d'adopter les réformes environnementales dont ils ont désespérément besoin et qui réduisent leurs bénéfices,

tandis que le réchauffement climatique accru déstabilise les sociétés du monde entier, poussant les gens à quitter leur pays pour devenir des réfugiés climatiques.

Les maladies du déclin impérial

Aux États-Unis, ces trois grandes crises ont aggravé les déjà dramatiques divisions sociales et de classe provoquées par quatre décennies de néolibéralisme. La guerre incessante et unilatérale des patrons contre les travailleurs et tous les groupes opprimés, en particulier les Noirs, a créé des inégalités jamais vues depuis l'époque des barons voleurs (9).

Ces inégalités ont déclenché une polarisation politique extrême. Une nouvelle gauche socialiste a émergé d'une vague de luttes, depuis Occupy Wall Street jusqu'à la révolte des enseignants des États rouges, en passant par #MeToo et le soulèvement pour les vies noires (Black Lives Matter). Ces mouvements ont trouvé une expression électorale à l'intérieur du Parti démocrate à travers les campagnes de politiciens comme Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez.

À l'autre bout de l'échiquier politique, Trump a galvanisé une nouvelle droite nationaliste blanche, enracinée dans la petite bourgeoisie enragée, inquiète pour ses entreprises précaires, et dans les secteurs de la classe ouvrière frappés par la désindustrialisation, la misère économique et les maladies du désespoir qui l'accompagnent, comme la dépendance aux opiacés. Trump a balayé l'establishment républicain, battu Hillary Clinton et imposé une combinaison toxique de cadeaux aux entreprises américaines, de politiques intérieures et internationales racistes, et une rupture nationaliste avec le projet de Washington de superviser le capitalisme mondial.

La pandémie – elle-même un dérivé du capitalisme mondial et du changement climatique – a intensifié tous ces problèmes. L'ensemble de l'establishment politique – non seulement Trump et les Républicains, mais aussi les Démocrates comme le gouverneur de New York Andrew Cuomo – n'a pas réussi à empêcher le Covid-19 de déferler sur les États-Unis, rendant malades des millions de personnes, tuant des centaines de milliers de personnes, et plongeant une économie faible – déjà au bord de la récession – dans le plus profond déclin depuis des décennies.

Alors que la société étatsunienne commençait à s'effondrer, le meurtre raciste de

George Floyd par la police a déclenché une rébellion multiraciale menée par les Noirs et réunissant quelque 26 millions de personnes, qui a paralysé les villes du pays et lancé des campagnes pour le démantèlement et l'abolition de la police. Les actions de grève des travailleurs essentiels, des infirmières aux enseignants en passant par les travailleurs de l'industrie de la viande et les ouvriers agricoles immigrés, ont encore ébranlé le système.

Pour couronner le tout, les sbires d'extrême droite de Trump ont mis en scène leur insurrection contre l'élection, prenant brièvement le contrôle du Capitole et menaçant la sécurité des principaux dirigeants de la classe politique. Aux yeux du monde entier, les États-Unis sont apparus comme un cas désespéré en proie à la crise.

À la recherche désespérée d'une nouvelle stratégie

Tous ces développements ont forcé la classe dirigeante américaine, la bureaucratie d'État de Washington et ses gestionnaires des institutions du capitalisme mondial à prendre conscience de la situation. Leur économie néolibérale et leur stratégie impériale ne fonctionnaient pas et ils étaient confrontés à une crise de légitimité nationale et internationale croissante. Ainsi, leurs think tanks et leurs instituts, et non ceux de la gauche, ont commencé à envisager de nouvelles stratégies pour relancer l'accumulation capitaliste et restaurer le pouvoir impérial américain.

Les capitalistes – de Warren Buffet à la Business Roundtable (10) et à la Chambre de commerce – ont fait savoir qu'ils étaient ouverts aux politiques économiques de redistribution pour apaiser le ressentiment. Les dirigeants d'entreprise ont pris conscience que le changement climatique constitue une menace pour leur système et pour les possibilités d'investissement. Même le Pentagone s'inquiète de ce que le réchauffement climatique remet en cause sa capacité à faire respecter les diktats de Washington.

Les grands capitaux étatsuniens continuent à se sentir menacés par la montée en puissance de la Chine. Certaines industries à orientation plus nationale, comme l'acier, soutiennent le protectionnisme contre leurs concurrents en Chine. D'autres, comme les entreprises technologiques, se plaignent des conditions imposées par la Chine pour accéder à son énorme marché, de sa violation des droits

4. Michael Roberts, *The Long Depression – Marxism and the Global Crisis of Capitalism*, Haymarket Books, Chicago 2016.

5. David McNally, *Panne Globale : crise, austérité et croissance*, Écosociété, Montréal 2013.

6. <https://fortune.com/2020/08/10/fortune-global-500-china-rise-ceo-daily/>

7. Voir : Thomas L. Friedman, « Is There a War Coming Between China and the U.S.? », *The New York Times* du 27 avril 2021.

8. Cf. Paul Fleckenstein, « Addressing the climate emergency with a Biden government », *Tempest*, 8 mars 2021 (<https://www.tempestmag.org/2021/03/addressing-the-climate-emergency-with-a-biden-government/>) et Richard Smith, *China's Engine of Environmental Collapse*, Pluto Press, London 2020.

9. Barons voleurs est un terme péjoratif, qu'on trouve dans la critique sociale et la littérature économique pour caractériser certains hommes d'affaires riches et puissants des États-Unis au XIX^e siècle. L'expression apparaît dans la presse américaine, en août 1870, dans le magazine *The Atlantic Monthly*, pour désigner les entrepreneurs pratiquant l'exploitation pour accumuler leurs richesses. Leurs pratiques incluent le contrôle des ressources nationales, l'influence sur les hauts fonctionnaires, le paiement de salaires extrêmement bas, l'écrasement de leurs concurrents par leur acquisition en vue de créer des monopoles et de pousser les prix à la hausse, ainsi que la manipulation des cours des actions vers des prix artificiellement hauts.

10. La Business Roundtable (Table ronde du business) est un lobby conservateur des dirigeants des grandes entreprises américaines créé en 1972 par les PDG du groupe Alcoa et de General Electric pour faire pression sur les politiques publiques et le Gouvernement fédéral des États-Unis.

de propriété intellectuelle et de son soutien aux champions nationaux de la technologie. Elles font pression sur l'État américain pour obliger la Chine à se conformer aux conditions néolibérales de l'OMC et à ouvrir son marché.

Toujours redevables au capital, la bureaucratie d'État et la classe politique de Washington se sont nettement retournées contre la Chine. Le Pentagone, le Département d'État et les deux partis politiques ont abandonné la vision de Pékin en tant que « *partenaire stratégique* » et le considèrent désormais comme un « *rival stratégique* » et une menace pour le soi-disant « *ordre international libéral et fondé sur des règles* » que les États-Unis supervisent depuis la Seconde Guerre mondiale.

Toute une série d'économistes – comme les anciens économistes en chef de la Banque mondiale, Joseph Stiglitz et Paul Krugman, qui avaient passé des décennies à débattre des problèmes de l'ordre mondial néolibéral, de la montée de la Chine et de la nécessité d'une politique industrielle nationale – ont commencé à militer pour un retour au keynésianisme comme stratégie de croissance capitaliste. Ils ont été rejoints par nul autre que le FMI et la Banque mondiale qui, au plus profond de la récession pandémique, ont appelé à des dépenses publiques massives. Cela a conduit le *Financial Times* à annoncer les « *funérailles de l'austérité* » et la renaissance de « *l'activisme fiscal* ».

La combinaison des quatre années de gestion incompétente de Trump, de la prise de contrôle du Parti républicain par l'extrême droite et de son insurrection contre l'élection, ainsi que du soulèvement Black Lives Matters a focalisé les esprits de l'establishment du Parti démocrate. Ils ont réalisé qu'ils ne pouvaient plus gouverner selon la vieille méthode néolibérale.

Par une série d'articles de Joe Biden, Antony Blinken, Kurt Campbell et Hillary Clinton dans *Foreign Affairs* et d'autres organes de l'establishment impérial, l'éminence grise du Parti démocrate a concocté le keynésianisme impérialiste en tant que nouvelle stratégie. Au début de 2020, avant de devenir le conseiller à la sécurité nationale de Biden, Jake Sullivan a écrit un article intitulé « *Les Américains ont besoin d'une nouvelle philosophie économique* » : « *les États-Unis doivent dépasser l'idéologie économique dominante de ces dernières décennies (parfois imparfaitement appelée néolibéralisme) et repenser le fonctionnement de l'économie, les objectifs qu'elle doit servir et la manière dont elle doit être restructurée pour servir ces objec-*



tifs – il s'agit d'un impératif géopolitique aussi bien qu'économique » (11).

La nouvelle direction Biden a consulté les maîtres des grandes entreprises – qui avaient été complètement marginalisés par Trump – tout au long du processus et surtout lors de la rédaction de ses plans.

Le programme impérialiste keynésien de Biden

Biden se rend compte que Washington ne peut pas maintenir son hégémonie mondiale lorsqu'elle ressemble non pas à une exceptionnelle « *ville étincelante sur une colline* », mais à un « *trou à rats* » avec des infrastructures en ruine, de profondes inégalités, des divisions politiques insolubles et un État incapable de sauver la vie même de ses propres sujets. Les politiques de l'administration sont conçues pour relancer la compétitivité des États-Unis tout en prévenant une nouvelle agitation parmi les travailleurs et les opprimés.

La première initiative de Biden a été de déployer un plan rationnel pour vacciner les États-Unis. Bénéficiant de l'opération Warp Speed de Trump, la nouvelle administration disposait d'une grande quantité de vaccins pour vacciner la population, permettant aux gouvernements des États et aux collectivités locales d'ouvrir les écoles, de pousser les gens à travailler et à consommer comme d'habitude, et de stabiliser le capitalisme américain après son effondrement de 2020.

Bien sûr, le déploiement de vaccins de Biden était axé presque uniquement sur les États-Unis. Comme d'autres États capitalistes avancés, son administration a accumulé des vaccins, a initialement protégé les droits de propriété intellectuelle et les profits de Big Pharma, et a empêché les États du Sud de fabriquer leurs propres vaccins.

Il a fallu une pression massive de la part de militants de la santé, d'une alliance d'États du tiers monde et de divers instituts de santé mondiale pour obliger Biden à changer de position et à soutenir la suspension des droits de propriété intellectuelle. Mais comme l'a rapporté le *Financial Times* (12), il a adopté cette nouvelle position non pas principalement pour sauver des vies, mais pour améliorer la position géopolitique de Washington face à la Chine et à d'autres États qui ont été beaucoup plus généreux dans la distribution de vaccins au monde en développement.

La deuxième partie du plan Biden était son Plan de sauvetage américain de 1 900 milliards de dollars. Suivant le précédent créé par la loi CARES de Trump – elle-même preuve de l'appétit préexistant de la classe dirigeante pour une intervention fiscale massive face à la crise économique – Biden a rompu avec la réponse d'Obama à la Grande Récession, lorsque ce dernier, selon les mots d'Occupy, a renfloué les banques et vendu les travailleurs.

Au lieu de cela, Biden a envoyé des chèques de 1 400 dollars à chaque citoyen, a étendu temporairement les crédits d'impôt pour les enfants, a augmenté l'assurance chômage et a déboursé 350 milliards de dollars pour renflouer les gouvernements des États et les municipalités afin de couvrir les déficits budgétaires. Ce soutien à la demande des consommateurs

11. Jennifer Harris & Jake Sullivan, « American Needs a New Economic Philosophy. Foreign Policy Experts Can Help », *Foreign Policy* du 7 février 2020, <https://foreignpolicy.com/2020/02/07/america-needs-a-new-economic-philosophy-foreign-policy-experts-can-help/>

12. Kiran Stacey & Aime Williams, « Vaccine diplomacy : inside Biden's decision on Covid patents », *Financial Times* du 8 mai 2021, <https://www.ft.com/content/7046b35a-7c6a-4ad4-8b9c-cc9a367da865>

États-Unis

a stimulé l'économie américaine qui commençait déjà à se redresser. On s'attend maintenant à ce que la croissance atteigne 6,5 % cette année (même si c'est en comparaison de la contraction en 2020).

Rendre le capitalisme US apte à la concurrence (avec la Chine)

Biden a ensuite proposé le Programme étatsunien pour l'emploi, d'une valeur de 2 700 milliards de dollars en tant qu'alternative de l'establishment au New Deal vert, qu'il a rejeté. Il s'agit, selon les termes de l'administration, d'« *un investissement en Amérique, qui créera des millions de bons emplois, reconstruira l'infrastructure de notre pays et positionnera les États-Unis pour être plus concurrentiels que la Chine* ».

Il prévoit de consacrer 621 milliards de dollars à des investissements dans les infrastructures nationales – routes, ponts et systèmes de transport en commun. Il affecte 590 milliards de dollars au financement de la recherche et du développement dans le secteur manufacturier national, au soutien des États à l'industrie américaine et à la formation professionnelle. Ces mesures constituent la base d'une nouvelle politique industrielle visant à assurer la domination du capital des États-Unis dans le domaine de la technologie ainsi que l'indépendance du complexe militaro-industriel du Pentagone vis-à-vis des chaînes d'approvisionnement chinoises. Il propose de consacrer 328 milliards de dollars supplémentaires à la rénovation écologique des maisons, des écoles et des bâtiments publics. Enfin, il alloue 311 milliards de dollars à l'expansion du haut débit, à l'amélioration du réseau électrique et à l'approvisionnement en eau potable de villes comme Jackson, dans le Mississippi, et Flint, dans le Michigan. Bon nombre de ces mesures profiteront aux collectivités ouvrières, en particulier à celles des zones à prédominance noire.

Dans son discours au Congrès, Biden a annoncé une troisième initiative majeure : le Plan pour les familles américaines, doté de 1 800 milliards de dollars. Selon son administration, ce plan investit « *dans l'avenir de l'économie américaine et des travailleurs américains, et aidera les États-Unis à être plus compétitifs que la Chine et d'autres pays dans le monde* ». Il est conçu pour consolider l'infrastructure



sociale des États-Unis, une société qui a été mise en pièces par le néolibéralisme. Il vise à garantir des services gratuits de garde d'enfants de moins de 5 ans (pre-K), la gratuité de deux années de d'études supérieures dans les collèges communautaires, l'augmentation des aides pour les programmes de quatre ans d'études supérieures, l'augmentation des subventions aux bourses étudiantes appelées Pell Grants et l'augmentation du financement de la formation des enseignants. Toutes ces mesures sont axées sur les disciplines scientifiques, technologiques, mathématiques et d'ingénierie, afin de fournir au capital américain les travailleurs dont il a besoin pour la bataille de la haute technologie avec la Chine. Ce plan promet également des congés familiaux payés, des dépenses de santé maternelle et des améliorations pour renforcer l'Obamacare au lieu d'adopter Medicare for All. Bien que d'importantes réformes soient présentées comme féministes, la motivation première de Biden en les proposant est de faire en sorte que les femmes, qui avaient quitté la main-d'œuvre rémunérée en nombre record pour s'occuper des enfants pendant la récession pandémique, reprennent leur travail de fabrication de produits, de prestation de services et de réalisation de profits pour le capital. Le dernier volet de ce plan prévoit un allègement fiscal pour les ouvriers. Il rend permanents les crédits d'impôt pour les parents qui s'occupent d'enfants handicapés, prolonge de cinq ans les crédits d'impôt temporaires pour enfants et accorde des crédits d'impôt aux salariés à bas salaire sans enfant.

Enfin, Biden a proposé le plan fiscal Made in America pour payer ce programme fiscal de 6 000 milliards de dollars. Il promet d'augmenter les impôts des plus riches pour les ramener à un niveau anté-

rieur à Trump de 39,6 %, d'imposer davantage les plus-values des riches, de porter le taux d'imposition des sociétés à 38 %, de financer l'agence du gouvernement fédéral qui collecte l'impôt sur le revenu et les taxes diverses (Internal Revenue Service, IRS) pour s'en prendre aux riches fraudeurs fiscaux et aux sociétés fiscales qui placent leurs profits dans des paradis fiscaux internationaux, et offrir des incitatifs fiscaux aux investissements, à la production et aux profits aux États-Unis.

Insuffisances et limites des plans de Biden

Il ne fait aucun doute que le programme de Biden représente une rupture avec l'allégeance du Parti démocrate au consensus de Washington, qui se caractérise par la privatisation, la réduction de l'État-providence, la déréglementation et la mondialisation. Mais – malgré le triomphe de la gauche libérale et la panique de la droite – le projet keynésien de Biden est tout à fait inadéquat pour redresser les profondes inégalités systémiques du capitalisme américain et pour stopper le changement climatique – et encore moins l'inverser.

Alors que le plan de sauvetage américain a constitué un stimulus immédiat et sans précédent pour relancer la demande des consommateurs et soutenir les budgets des États et des collectivités locales, les 6 000 milliards de dollars pour les infrastructures, l'emploi et les dépenses sociales sont en réalité, comme l'a analysé Adam Tooze (13), largement insuffisants, surtout si l'on considère que la majeure partie de cette somme est étalée sur huit ans. L'augmentation des dépenses de l'État-providence proposée par Biden ne contribuera guère à atténuer les profondes

13. Voir son interview sur *Novare Media* : <https://soundcloud.com/novaremedia/downstream-how-radical-is-president-joe-biden-w-adam-tooze>

inégalités sociales aux États-Unis. Comme l'affirme Susan Watkins, si ces plans sont adoptés, ils ne permettront même pas à l'État-providence américain d'atteindre le niveau actuel de ceux d'Europe, qui ont eux-mêmes été ravagés par les coupes néolibérales. Elle souligne : « *Le plan de sauvetage américain est en train de rattraper son retard. Les allocations de chômage américaines sont désespérément basses par rapport aux normes de l'OCDE – moins d'un dixième de celles du Royaume-Uni. En proportion du PIB, les dépenses sociales en France et en Italie sont environ 50 % plus élevées qu'aux États-Unis. Les dépenses publiques pour les familles américaines représentent à peine un quart des niveaux allemands, français et britanniques.* » (14)

Les dépenses consacrées à la lutte contre le changement climatique sont dérisoires par rapport aux 10 000 milliards de dollars alloués dans le cadre du Green New Deal, elles ne correspondent pas à l'ampleur de la crise et ne contribueront guère à la résoudre. Comme l'affirme Brett Hartl, du Center for Biological Diversity, « *Le plan d'infrastructure de Biden, favorable à l'industrie, gaspille l'une de nos dernières et meilleures chances d'arrêter l'urgence climatique. Au lieu d'un plan Marshall qui permettrait à notre économie de se tourner vers les énergies renouvelables, il subventionne les techniques-gadget de capture du carbone, il illusionne sur le marché libre qui nous sauverait et ne prend pas de mesures cruciales et ambitieuses pour éliminer progressivement les combustibles fossiles. Biden s'est engagé à réduire de 50 % les émissions de carbone et à décarboniser notre secteur de l'électricité, mais cette proposition ne s'en approche même pas.* » (15)

Malgré les plaintes des entreprises concernant l'augmentation de leur charge fiscale, le *New York Times* souligne que « *si toutes les augmentations d'impôts proposées par Biden étaient adoptées (...) le taux d'imposition fédéral total des riches resterait nettement inférieur à ce qu'il était dans les années 1940, 1950 et 1960. Il resterait également quelque peu inférieur à ce qu'il était au milieu des années 1990* » (16).

Enfin, l'augmentation de la fiscalité ne modifiera en rien les structures de classe de la société américaine. Comme l'affirme Michael Roberts, « *parce que l'inégalité des richesses découle de la concentration des moyens de production et de la finance entre les mains de quelques-uns, et parce que cette structure de propriété reste intacte,*

aucune augmentation des impôts sur la fortune ne parviendra pas à modifier de manière irréversible la répartition des richesses et des revenus dans les sociétés modernes » (17).

Biden a résumé les limites de son bricolage libéral avec le système quand il a dit à ses bailleurs de fonds de Wall Street que « *lorsque l'inégalité des revenus est aussi grande qu'aux États-Unis aujourd'hui, cela crée et alimente la discorde politique et les idées de révolution. Cela permet aux démagogues d'intervenir et de blâmer "l'autre" (...). Vous savez tous dans vos tripes ce qu'il faut faire. Nous pouvons être en désaccord à la marge. Mais la vérité, c'est que tout est dans nos cordes et que personne ne doit être puni. Personne ne verra son niveau de vie changer, rien ne changera fondamentalement* » (18).

Forger un nouveau consensus nationaliste (contre la Chine)

Néanmoins, Biden tente d'utiliser ses plans pour atteindre plusieurs objectifs liés – politiques, économiques et impériaux. Un article récent du *New York Times* sur le discours de Biden au Congrès, intitulé « *Le discours de Biden appelle les États-Unis à entrer dans une nouvelle lutte pour le pouvoir suprême* », a bien saisi cette dynamique : « *Le président Biden a justifié son vaste projet de refonte de l'économie américaine (...) comme une étape nécessaire pour survivre à long terme à la concurrence avec la Chine, une course dans laquelle les États-Unis doivent prouver non seulement que les démocraties peuvent tenir leurs promesses, mais aussi qu'elles peuvent continuer à innover et à surpasser l'État autoritaire le plus prospère du monde* » (19).

Sur le plan intérieur, Biden veut éviter la polarisation qui menace la stabilité capitaliste. Pour miner la droite, il espère reconquérir la base de Trump dans des secteurs de la classe ouvrière en créant des emplois et en finançant des services, notamment dans les zones désindustrialisées et dévastées du pays.

Biden veut également coopter le « *mouvement progressiste* », en particulier ses représentants parlementaires, et neutraliser la croissance de la gauche. Son administration doit définitivement rétablir un certain contrôle sur un processus persistant de radicalisation, symbolisé par les campagnes de Sanders et incarné par l'ampleur, la profondeur et la puissance de la rébellion antiraciste de masse durant l'été 2020. À cette fin, Biden et les diri-

geants du Parti démocrate feront de leur mieux pour marginaliser et, s'ils le peuvent, faire taire les appels à des revendications telles que le Green New Deal, Medicare for All [santé pour toutes et tous] et, surtout, Defund the Police (20). Ses réformes libérales modérées sont conçues pour contourner ces revendications et, en même temps, pour s'assurer le soutien des ONG libérales et de la bureaucratie syndicale (21), afin qu'elles fassent participer leurs membres aux élections de mi-mandat en 2022. Biden a déjà remporté quelques succès dans la cooptation de la gauche. Par rapport à la résistance sous Trump, les luttes ont reculé de façon vertigineuse depuis que Biden est entré en fonction. Il a également obtenu pour ses projets le soutien sans faille de Sanders, d'Alexandria Ocasio-Cortez et du reste de l'aile libérale (22) du Parti démocrate. Sanders est allé jusqu'à qualifier l'administration Biden d'être « *la plus progressiste depuis Roosevelt* » (23).

Biden peut utiliser leur soutien pour obtenir un nouveau consensus nationaliste afin de consolider les fondements de l'impérialisme américain. La façon de nommer ses quatre initiatives majeures est délibé-

14. Susan Watkins, « Paradigm shifts », *New Left Review* n° 128, mars-avril 2021 : <https://newleftreview.org/issues/ii128/articles/susan-watkins-paradigm-shifts>

15. <https://www.commondreams.org/news/2021/03/31/critics-warn-biden-infrastructure-plan-falls-woefully-short-climate-crisis>

16. « Biden's Modest Tax Plan », *New York Times* du 4 mai 2021.

17. Michael Roberts, « Wealth inequality », <https://thenextrecession.wordpress.com/2021/05/02/wealth-inequality/>

18. Jennifer Epstein, « Biden Tells Elite Donors He Does Not Want to "Deminize" the Rich », *Bloomberg*, 19 juin 2019.

19. « Biden Speech Calls for U.S. To Enter a New Super Power Struggle », *New York Times* du 29 avril 2021.

20. Lors des manifestations Black Lives Matter de 2020, les Noirs et les progressistes (gauche modérée, appelés aussi libéraux) ont appelé à « *dé-financer la police* » (« *defund the police* »), c'est-à-dire au transfert des crédits pour la police vers d'autres domaines tels que les programmes de santé mentale. L'extrême gauche, y compris les socialistes démocratiques d'Amérique (DSA), préconisent l'abolition de la police. Mais seule une poignée de villes ont réduit leurs budgets de police et aucune ville n'a aboli la police. Une majorité d'électeurs noirs s'opposent à des coupes budgétaires drastiques ou à l'abolition de la police, car beaucoup vivent dans des quartiers à forte criminalité. Les Démocrates progressistes ne soutiennent pas non plus l'abolition de la police.

21. Steven Greenhouse, « Biden stakes claim to being America's most pro-union president ever », *The Guardian*, 2 mai 2021.

22. Par « libéral » il faut entendre ici le courant gauche, humaniste, progressiste, du Parti démocrate, et non partageant l'orientation de l'économie libérale.

23. Interview de B. Sanders à l'émission « Good Morning America », *ABC News* le 20 janvier 2021.

rée : le plan de sauvetage **américain**, le plan pour l'emploi **américain**, le plan pour les familles **américaines** et le plan fiscal **Made in America**. Il s'agit ni plus ni moins d'une version libérale du « *America First* » de Trump.

Il espère ainsi gagner l'hégémonie parmi les alliés de Washington, qui avaient été éloignés par Trump, et construire une « *ligue des démocraties* » pour discipliner la Chine ainsi que d'autres États comme la Russie et l'Iran. Malheureusement, Sanders ainsi que la plupart des Démocrates progressistes soutiennent cet impérialisme multilatéral.

Le keynésianisme impérialiste fonctionnera-t-il ?

La question reste de savoir si le keynésianisme impérialiste de Biden va fonctionner. Il est confronté à deux problèmes qui pourraient compromettre l'ensemble du projet. Premièrement, on ne sait pas du tout s'il sera en mesure de faire passer ses plans pour l'emploi, les familles et les impôts au Congrès. Pour ce faire, il devrait :

- soit mettre fin à l'obstruction parlementaire – ce qu'il a jusqu'à présent hésité à préconiser de peur de s'aliéner des Démocrates de droite comme Joe Manchin,
- soit passer par le processus de réconciliation, comme il l'a fait avec le plan de sauvetage américain. Même dans ce cas, il devrait conclure des accords avec Manchin et d'autres pour faire passer un paquet, compromettant ainsi des réformes déjà insuffisantes.

Mais il y a de bonnes chances qu'il parvienne à faire adopter son programme par le Congrès. Ses propositions sont extrêmement populaires auprès de l'électorat. Et le capital, représenté par la Chambre de commerce et la Business Roundtable, malgré ses plaintes concernant les augmentations d'impôts même mineures, soutient l'activisme fiscal de Biden. Signe du soutien des entreprises, le marché boursier a atteint des niveaux records, dépassant les cent premiers jours de tous les présidents, de Truman à Trump.

24. Michael Roberts, « The sugar rush economy », <https://thenextrecession.wordpress.com/2021/03/21/the-sugar-rush-economy/>

25. « *The Squad* » est le nom informel d'un groupe de six élus à la Chambre de représentants. Composé initialement par quatre femmes élues en 2018 – Alexandria Ocasio-Cortez, Ilhan Omar, Ayanna Presley et Rashida Tlaib – il a été rejoint par Jamaal Bowman et Cori Bush élu-es en 2020.

Le plus gros problème de Biden c'est que ses politiques keynésiennes ne peuvent pas surmonter le problème persistant de suraccumulation et de faible taux de profit du capitalisme américain. Malgré les histoires à dormir debout, trop souvent reprises par des secteurs de la gauche, selon lesquelles le keynésianisme est une solution à la crise capitaliste, les méthodes keynésiennes n'ont pas réussi à sortir les États-Unis des deux dernières grandes crises du système.

Le New Deal de Roosevelt n'a pas relancé le système pendant la Grande Dépression. En fait, ce sont les faillites massives de l'époque qui l'ont fait ; elles ont éliminé le capital non compétitif, rétabli le taux de profit et permis aux entreprises rentables d'investir à nouveau. Les programmes de Roosevelt et surtout ses dépenses de guerre ont permis de stimuler l'économie parce qu'elle était déjà en train de se redresser. Et la destruction de l'Europe et de l'Asie par la guerre a libéré davantage d'espace pour des investissements rentables, ce qui a conduit au long boom de l'après-guerre.

Pendant la crise des années 1970, le keynésianisme n'avait pas de réponse à la stagflation – croissance stagnante accompagnée d'une forte inflation – qui trouvait son origine dans la suraccumulation et la faible rentabilité. Malgré les tentatives répétées de Richard Nixon – qui déclarait « *nous sommes tous des keynésiens maintenant* » – d'utiliser les dépenses publiques pour déclencher la croissance, la stratégie a échoué. C'est pourquoi la classe dirigeante, d'abord sous Jimmy Carter, puis de manière décisive sous Ronald Reagan, s'est tournée vers le néolibéralisme comme nouvelle stratégie.

Aujourd'hui, la campagne de vaccination nationale de Biden et les chèques de relance ont déclenché un regain de croissance. Mais cette reprise, comme l'a fait valoir Michael Roberts, ne sera probablement qu'une sorte d'hyperglycémie, suivi d'un retour à l'économie stagnante qui prévalait avant la récession pandémique (24).

En réalité, tout comme lors des précédentes grandes crises du système, le keynésianisme de Biden ne déclenchera pas un nouveau boom. Aucun montant de dépenses publiques, en particulier les montants relativement faibles proposés par Biden, ne peut compenser le faible niveau d'investissement du capital privé causé par la faible rentabilité. Pire encore, les dépenses publiques de Biden pourraient exacerber les problèmes du système. Par exemple, l'engagement de la

Réserve fédérale de maintenir les taux d'intérêt à des niveaux historiquement bas, alors même que l'économie se redresse, continue à faire vivre les prêts bon marché accordés aux sociétés zombies. Cela bloque l'élimination du capital non compétitif du système et empêche la restauration du taux de profit. La folie dépensière de Biden pourrait également causer de nouveaux problèmes au système. Elle risque de faire augmenter la demande alors que l'offre est limitée du fait de la réticence du capital à investir. Cet excès de demande pourrait déclencher une poussée d'inflation dans un contexte de croissance relativement stagnante – un retour au cauchemar de la stagflation des années 1970. L'inflation est déjà en train de grimper et si elle continue, la Réserve fédérale sera obligée d'augmenter les taux d'intérêt pour empêcher la surchauffe de l'économie, ce qui rendra difficile pour les zombies de se permettre de nouveaux prêts et les mettra ainsi en danger de faillite. Si cela se produit, le capital pourrait se retourner contre Biden et soutenir les Républicains pour faire passer des mesures d'austérité aux dépens des travailleurs et des opprimés.

Les socialistes ne doivent pas devenir un appendice du libéralisme de Biden

Mais pour l'instant le keynésianisme impérialiste de Biden connaît ses jours de gloire. Il a été adopté par la base du Parti démocrate et a pris la gauche socialiste par surprise et sans qu'elle sache comment réagir. La nouvelle gauche, principalement au sein de la DSA, s'est radicalisée en s'opposant aux Démocrates néolibéraux et aux Républicains de droite et n'était donc pas préparée à gérer le keynésianisme de Biden. Pire encore, Sanders a assimilé le socialisme au libéralisme du New Deal et, avec Alexandria Ocasio-Cortez et la Squad (25), soutient Biden dans sa mise en œuvre.

Cela peut amener la gauche à devenir un appendice du keynésianisme impérialiste de Biden. Sans surprise, les libéraux ont adopté une position de soutien jubilaire à Biden, et certaines sections de la gauche les ont rejoints. Ils croient – à tort – que Biden nous écoute et adopte même notre programme. Ce n'est pas le cas. Il applique un programme impérialiste libéral conçu par l'establishment de Washington pour renforcer le capitalisme américain.

D'autres sont devenus des partisans critiques des programmes de Biden, pensant que c'est tout ce qu'on peut obtenir du

Congrès maintenant. Au mieux, ils font campagne pour des améliorations superficielles de ces programmes. Cette politique du réalisme finit par piéger la gauche dans le soutien à des réformes totalement inadéquates – alors que nous devrions nous opposer à des parties essentielles de ces réformes – et nous détourne de la lutte pour des réformes plus radicales.

Certains, qui critiquent Biden, tentent de séparer le programme keynésien, qu'ils soutiennent, de son objectif impérialiste de confrontation avec la Chine, auquel ils s'opposent (26). Mais il n'y a aucun moyen de le faire ; la conception entière des programmes de Biden, comme lui et tous les membres de son administration l'ont souligné à plusieurs reprises, est d'améliorer la position concurrentielle des États-Unis dans l'économie mondiale contre la Chine.

Sur la base de ces positions erronées, la majorité de la gauche croit maintenant ou accepte implicitement l'argument selon lequel voter et se présenter en tant que Démocrates sont la clé pour changer la société. En réalité, cependant, une lutte de masse, perturbatrice et même illégale, en dehors ou même souvent opposée au Parti démocrate, représente le meilleur moyen pour la gauche de faire pression pour les réformes nécessaires.

Il ne faut pas oublier que :

- Occupy a imposé le thème de l'inégalité des classes dans le débat public.
- Les grèves du syndicat des enseignants de Chicago, des enseignants unis de Los Angeles et les grèves illégales des enseignants dans les États rouges ont contraint l'establishment à répondre aux doléances des enseignants, des étudiants et de la communauté.
- Et surtout, le soulèvement de Black Lives Matter a forcé l'establishment démocrate à reconnaître au moins rhétoriquement le problème du racisme systémique.

Une alternative socialiste au keynésianisme impérialiste

En tant que socialistes nous devons résister à l'appel des sirènes de Biden à s'aligner derrière son administration et, au contraire, maintenir notre indépendance, rejoindre et organiser des luttes pour des réformes radicales, et construire une alternative socialiste à Biden et aux Démocrates.

Bien sûr, nous devons éviter le piège de l'ultra-gauche qui consiste à rejeter les réformes libérales de Biden comme étant dénuées de sens ; bien que ce ne soit pas leur objectif premier, elles amélioreront la



vie des gens. Mais plutôt que de les soutenir telles quelles, nous devrions exiger leur expansion spectaculaire et lutter pour l'inclusion de ceux qui sont actuellement exclus du projet nationaliste de l'administration – en particulier les immigrants sans papiers.

En même temps, nous devons nous opposer à la tentative de Biden de pousser la gauche à soutenir des mesures libérales réactionnaires. Nous devrions nous joindre au Movement for Black Lives pour dénoncer la dite loi George Floyd, qui, comme d'autres projets de réforme de la police, renforcera les services de police racistes au lieu de les éliminer (27).

Nous devons suivre l'exemple des militants pour la justice des migrants en faisant campagne contre la loi sur la modernisation des travailleurs agricoles, qui, sous couvert de réforme de l'immigration, empêche la régularisation, étend les programmes de travailleurs invités exploités et pousse les travailleurs à la clandestinité en imposant de nouveaux contrôles E-Verify sur leur statut d'immigration.

Nous devrions également insister sur le rejet par principe des politiques impérialistes des États-Unis, y compris leur soutien à des États clients comme la Colombie et l'État d'apartheid d'Israël, et aux politiques de nettoyage ethnique de ce dernier. Et peut-être le plus important, nous devons nous opposer à la réaffirmation par Biden de l'hégémonie américaine sur le monde et contre la Chine. Notre tâche, en tant qu'internationalistes, est de construire une solidarité au-delà des frontières, et non de prendre parti dans une lutte entre la puissance impérialiste dominante du monde et son rival moins important mais non moins réactionnaire.

Enfin, nous devons intensifier la lutte

pour notre programme de revendications radicales, que les Démocrates, au mieux, n'approuvent que pour la forme et, le plus souvent, rejettent. Il s'agit de revendications telles que la loi sur la protection du droit syndical (PRO Act), la gratuité de l'enseignement supérieur, l'assurance maladie Medicare for All, le Green New Deal, la réduction du budget du Pentagone, Defund the Police (28) et la suppression de l'agence fédérale du contrôle de l'immigration (ICE). La seule façon de faire réaliser ces revendications passe par l'organisation de manifestations et de grèves massives, perturbatrices et même illégales, semblables à celles qui ont permis d'obtenir des changements radicaux dans les années 1930 et 1960.

Pour mener ces luttes, nous devons éviter le piège dans lequel nos aînés sont tombés : la dissolution de la gauche dans le Parti démocrate. Nous devons réaffirmer la nécessité de construire notre propre parti pour lutter pour des réformes radicales sur la voie du remplacement du système capitaliste défaillant par le socialisme international, une société qui place partout dans le monde les vies avant le profit. ■

Burlington, 18 mai 2021

26. Voir, par exemple, Max. B. Sawicky : « Biden's First 100 Days Have Been a Tale of Two Precidencies », *In These Times*, 29 avril 2021.

27. *Associated Press* du 17 mars 2021 : « *Le Movement for Black Lives [Mouvement pour les Vies Noires], s'oppose au George Floyd Justice in Policing Act [Loi "George Floyd" sur la justice dans les services policiers], arguant que ce projet de loi reprend des stratégies réformistes qui ont historiquement échoué (...) Il demande au Congrès d'élaborer une nouvelle législation complète pour faire face au désinvestissement, à l'incarcération massive et au racisme systémique en Amérique* ».

28. Voir note 20.

Leader, c'est le signe d'un déficit de démocratie

Dans son avant-propos Georges Ubbiali évoque son oncle Piaget et parle de syndicalisme, des organisateurs au quotidien de la classe travailleuse, de contribution sur « la nécessaire révolution sociale à accomplir », de lutte collective et de transformation sociale. « Piaget démontre la radicale égalité de chacun·e dans le cadre d'une lutte collective, pour être des vecteurs et des vectrices de la transformation sociale et d'émancipation », d'initiatives syndicales, de mise à disposition des informations et des moyens d'élargir une lutte. La lutte des Lip, « dans la plus totale implication de tous et toutes, dans la volonté de mettre en œuvre la démocratie la plus large, dans l'implication et l'ouverture de la lutte » c'est l'auto-organisation des travailleurs et des travailleuses, l'auto-activité ouvrière : « On fabrique, on vend, on se paie ».

Je ne vais pas détailler ce petit livre, juste en souligner quelques propos.

Charles Piaget revient sur l'histoire de l'entreprise Lip, la force capable de se faire entendre. « L'ensemble des salariées, syndiquées ou non, OS, OP, techniciens, toutes et tous formant un grand collectif uni ». Il explique le travail syndical comme outil pour construire du collectif, le dépassement de la division entre « manuels » et « intellectuels », le regroupement conscient des salariées syndiquées ou non, la direction collective des luttes, les tournées dans les lieux de sociabilité du personnel, le temps de la réflexion, l'idée du toutes et tous égaux, les matières à rendre publique comme la grille des salaires, l'école « de la revendication concrète et de la négociation », les débats collectifs et constructifs...

Il ne faut pas dresser des salariées contre d'autres salariées. L'auteur donne l'exemple de l'action « serpent ». Il souligne les bases de sa conception du syndicalisme, les risques de développement de « tendance autoritaire », le rôle d'animation et non de direction du syndicat, la place des femmes, l'ouverture aux autres hors les murs de l'entreprise...

Un petit livre très utile pour les syndicalistes qui ont ou auraient perdu le fil de leur activité nécessaire, un livre pour celles et ceux qui dénigrent l'utilité du syndicalisme sans vraiment le connaître.

« Il faut prendre l'habitude de prendre en charge toutes les luttes sociales, pour, demain, prendre en charge la nouvelle société ».

Didier Epsztajn

* Charles Piaget, *On fabrique, on vend, on se paie*. Lip 1973, Éditions Syllepse, Paris 2021, 5,00 €



Soulèvements populaires, les nous et le pluriversel

Frédéric Thomas explique dans l'éditorial : « La gageure de ce texte d'introduction tient dès lors à mettre en évidence les convergences et correspondances sans jamais céder à l'illusion d'une unité, à relever les spécificités locales, à l'origine des révoltes ainsi que des formes qu'elles empruntent, sans occulter pour autant les paramètres internationaux qui ne cessent d'intervenir dans le recodage de ces mobilisations ». L'auteur précise : « Prendre la mesure des soulèvements populaires de 2018-2020 suppose de les appréhender dans leur dynamique, en tension entre choix stratégiques implicites et affirmations radicales, renouvellement de l'action et impensé, potentialités et limites. De les situer au plus près de leur écart avec les manifestations "traditionnelles", mais aussi en fonction et à partir du geste qu'ils inventent et de la nouvelle configuration politique qu'ils créent en retour. Il s'agira en conséquence d'interroger sur un mode critique plutôt que de définir péremptoirement les enjeux et caractéristiques des soulèvements populaires ».

Il discute d'événement et de temporalité, de déchirement d'une « fausse impression de linéarité historique », d'échos et de traces de révoltes passées, du manque d'accumulation d'expériences, de socialisation et de politisation à grande vitesse, de la question de l'après...

Frédéric Thomas interroge l'enjeu

des mots, le sens de « populaire » et de « plébéen », les notions de « peuple » et de « nation », la mise en avant de la « citoyenneté », la question des minorités, le poids de la rhétorique réactionnaire du nationalisme, la subjectivation politique naissant dans l'action. « L'accent mis sur la subjectivation met en évidence le double phénomène central de socialisation et de politisation par l'événement, et éclaire les multiples narrations "de l'intérieur", qui disent l'enchantement, la puissance, les liens qui surgissent et se nouent très vite au cœur du soulèvement ». Il parle du nous émergent : « Il s'agit de s'autodéfinir, par opposition à l'élite et à la classe politique, en faisant valoir une union qui tient à distance les divisions et les autres noms du peuple, au premier rang desquels celui de classes sociales (...). Mais il y a fort à parier que l'affirmation de ce "nous", populaire ou plébéen, n'est pas que le fruit d'une subjectivation, dotée d'une charge imaginaire importante, mobilisée comme levier stratégique. Il est aussi un refus et une difficulté à penser et à articuler les divergences d'intérêts, de positionnements, d'aspirations et de pouvoirs, portés par des acteurs différents (en termes de classe, de genre et de rapports sociaux de "race") ».

« Par définition, le soulèvement, action circonscrite dans le temps court, fait exploser la continuité historique et ouvre une brèche. Mais, dans le même temps, il idéalise l'inaptitude à fondre l'extraordinaire de l'insurrection dans l'ordinaire de nos vies quotidiennes ». Frédéric Thomas interroge les sens du mot d'ordre de « transition », les continuités et les éléments de rupture, la charge imaginaire des soulèvements et la faiblesse des élaborations théoriques ou stratégiques : « Sans minorer les contradictions et idéaliser le processus, il n'en reste pas moins que s'y nouent l'insurrection et l'autogouvernement, l'invention d'un espace (libéré), d'un temps (non linéaire) et d'institutions (autonomes) aux conditions de l'irruption événementielle et de la reproduction de la vie quotidienne dans les communautés. Soit un passage qui fait l'aller-retour entre soulèvement et transition, en esquissant le double enjeu de changer et le monde et le pouvoir ».

Il y a ici de nombreux points à discuter, auxquels j'ajoute la nécessité de lieux régionaux et internationaux pour discuter des imbrications

locales spécifiques des rapports sociaux, des effets et des contraintes des constructions institutionnelles, des contradictions et de leur déplacement ou reformulation, des déclinaisons toujours historiquement ancrées de la mondialisation capitaliste, des éléments qui derrière les particuliers font sens pluriversels... et, pour construire des solidarités afin de confiner, autant que possible, les actions des institutions internationales, des gouvernements et des classes dirigeantes et de tous ceux qui défendent – jusqu'à la violence et la barbarie – leurs privilèges.

Dans ce numéro d'*Alternatives Sud* consacré aux « soulèvements populaires », on trouvera des articles sur les femmes au cœur de la contestation en Inde, la nouvelle résistance juvénile en Indonésie, la portée et les limites des « HIRAK » libanais et algérien, les révoltes en Irak et en Iran, le soulèvement soudanais de 2019 et ses suites, les mobilisations antisystème et l'impasse politique à Haïti, l'année des « peuples en mouvement » en Amérique latine et le soulèvement de 2019 au Chili.

Je choisis subjectivement quelques éléments, en espérant que cela suscitera l'envie de lire cette riche livraison. Sans regards sur d'autres contextes et d'autres résistances, notre vision ne peut être que parcelaire et troublée...

Inde. Les protestations contre la réforme discriminante de la loi sur la citoyenneté, la place des femmes-citoyennes à part entière, la revendication de la citoyenneté « fondée sur l'expérience nourricière et non sur un cachet sur un papier » car « le sentiment d'appartenance à leur pays n'obéit pas à un répertoire nationaliste ».

Irak. Il faut lire l'entretien avec Zahra Ali : « À travers l'organisation collective populaire et la production d'espaces où de nouveaux codes sociaux émergent, la révolte irakienne est tout autant sociétale que politique. Les jeunes Irakiens défient les normes sociales et politiques dominantes, en ce compris les normes religieuses et de genre. Une génération crée de nouveaux imaginaires d'appartenance et de nouvelles formes d'être ensemble ».

J'ai été particulièrement intéressé par l'article de Raúl Zibechi « Amérique latine : L'année des "peuples en mouvement" ».

Didier Epsztajn

* *Alternatives Sud* « Soulèvements populaires », Centre Tricontinental et Éditions Syllepse, Bruxelles et Paris 2020, 178 pages, 13,00 €

Chien de garde des fossiles

L'Agence internationale de l'énergie pose les pièges du « zéro émissions nettes »

Par
Daniel Tanuro*

Depuis sa création en 1948, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) est le chien de garde du grand capital fossile. En dépit des avertissements des scientifiques, elle continue imperturbablement, depuis des décennies, à produire des documents qui laissent la bride sur le cou aux multinationales énergétiques et conduisent dès lors tout droit à la transformation de la catastrophe climatique en cataclysme.

Or, voilà maintenant que l'Agence sort un rapport spécial qui plaide pour une réduction sévère et très rapide de la combustion de charbon, de pétrole et de gaz naturel (1). S'inscrivant dans le cadre de l'accord de Paris, l'AIE plaide pour un « tournant radical » en faveur d'un système énergétique dominé très largement par les renouvelables. C'est le seul moyen, admet-elle soudain, de combler le fossé entre les engagements des gouvernements et la trajectoire à suivre pour atteindre le « zéro émissions nettes » en 2050, avec une chance sur deux de ne pas dépasser le 1,5 °C de réchauffement.

Un tournant se confirme

Le tournant du discours est indiscutable, et il aura un impact car l'AIE influence grandement les politiques énergétiques nationales. Comment l'expliquer ? Ce rapport est un signe supplémentaire et particulièrement significatif du fait que les cercles dominants du grand capital et de ses responsables politiques ne peuvent plus nier la gravité du basculement climatique en cours, ses effets boomerang sur les profits et... le risque majeur de perte de légitimité systémique qui en découle, en premier lieu dans la jeunesse. La réorientation symbolisée par le ralliement de Joe Biden à l'accord de la COP21 n'est donc pas un phénomène isolé.

La crise ouverte par la pandémie accélère le mouvement en mettant les respon-



sables devant le choix : quelle relance ? Dans les mois qui viennent, en particulier à la COP26, on les verra faire assaut de promesses « ambitieuses » visant à verdir l'économie par les lois du marché.

L'AIE leur donne des munitions. Son scénario, prétend-elle, permettrait de sauver le climat (sans dépassement temporaire du 1,5 °C dit l'AIE), de relancer la croissance du PIB (4 % par an, selon l'AIE), de réduire la consommation globale d'énergie (de 8 %), de créer vingt-cinq millions d'emplois nets et de réduire la pauvreté (accès universel à l'énergie en 2030), etc., etc.

Les gouvernements y puiseront de quoi nous en mettre plein la vue, ce sera un vrai festival du greenwashing et de la récupération. Message implicite : nous vous avons compris, ne craignez rien, la situation est sous contrôle.

En vérité, la situation est moins que jamais sous contrôle, comme en témoignent notamment – exemples parmi d'autres, hélas ! – une nouvelle étude qui estime que la calotte du Groenland est au bord de la désintégration (2), la ruée sur les ressources fossiles de l'Arctique (3) et la hausse continue des émissions mondiales tirées notamment par celles de la Chine (4). Dans ce contexte, il s'agit pour les mouvements sociaux de dénoncer les discours lénifiants et de déconfiner vigoureusement la lutte pour le climat. La

responsabilité des syndicats, en particulier, est grande, car les promesses de créations massives d'emplois par la « transition juste » à la sauce AIE ont pour but de les enchaîner au « capitalisme vert ».

Un échéancier radical

On ne peut nier la radicalité des propositions de l'AIE en ce qui concerne la réduction de l'usage des fossiles. Elle ressort assez clairement de l'échéancier des mesures mises sur la table :

- 2021 : interdiction d'encre développer de nouveaux champs pétroliers et gaziers,

* Daniel Tanuro, ingénieur agronome et militant écosocialiste est membre de la direction de la Gauche anticapitaliste (GA-SAP, section belge de la IV^e Internationale). Outre de nombreux articles, il est l'auteur de *l'Impossible Capitalisme vert*, la Découverte, Paris 2010, et de *Trop tard pour être pessimistes ! Écosocialisme ou effondrement*, Textuel, Paris 2020. Cet article a d'abord été publié le 21 mai 2021 par le site de la Gauche anticapitaliste : <https://www.gaucheanticapitaliste.org/chien-de-garde-des-fossiles-laie-pose-les-pieges-du-zero-emissions-nettes/>

1. <https://www.iea.org/reports/net-zero-by-2050>
2. <https://www.theguardian.com/environment/2021/may/17/greenland-ice-sheet-on-brink-of-major-tipping-point-says-study>
3. <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/energie-environnement/conseil-de-l-arctique-l-affrontement-attendu-entre-etats-unis-et-russie-debut-ce-mercredi-soir-884981.html>
4. <https://www.carbonbrief.org/analysis-chinas-carbon-emissions-grow-at-fastest-rate-for-more-than-a-decade>

Climat

d'ouvrir de nouvelles mines de charbon, d'étendre des mines de charbon existantes, d'autoriser la construction de nouvelles centrales au charbon ;

- 2025 : interdiction d'encre vendre des chaudières à combustibles fossiles ;
- 2030 : abandon du charbon dans les économies « avancées » ; installer chaque année 1 020 GW de capacités solaire et éolienne ; atteindre 60 % de véhicules électriques dans les ventes de nouvelles voitures ; atteindre la neutralité carbone pour tous les nouveaux bâtiments ;
- 2035 : production d'électricité à 100 % zéro-émissions dans toutes les économies « avancées » ; fin de la vente de voitures avec moteur à combustion interne ; 50 % des nouveaux camions sont électriques ;
- 2040 : dans le monde entier, fermeture de toutes les centrales au charbon ou au fioul ; atteindre une production d'électricité totalement zéro-émissions nettes ; dans l'aviation, atteindre 50 % de combustibles à basses émissions ;
- 2045 : 50 % des besoins de chaleur sont assurés par des pompes à chaleur ;
- 2050 : atteindre 70 % de l'électricité d'origine solaire et éolienne ; 85 % des bâtiments sont adaptés au zéro-carbone ; plus de 90 % de la production industrielle lourde (ciment, acier, pétrochimie) est à basses émissions.

On prendra la pleine mesure du tournant du discours de l'AIE en constatant que son scénario « zéro-émissions nettes » (NZE) est plus ambitieux que la plupart des scénarios compilés par le GIEC dans son rapport spécial 1,5 °C (2018).

En ce qui concerne les secteurs de l'énergie et de l'industrie, par exemple, les émissions projetées en 2040 par le NZE sont inférieures aux émissions projetées à cette date dans la majorité des scénarios du GIEC.

Même chose en ce qui concerne la quantité d'énergie qui serait encore produi-

te à partir des fossiles en 2050 : dans les scénarios du GIEC sans dépassement (ou avec un faible dépassement) du 1,5 °C de réchauffement, il s'agissait de 184 exajoules (5) ; le NZE de l'AIE est nettement au-dessous – 120 exajoules d'énergie fossile. *Carbon Brief* a comparé ce chiffre à celui que Shell avançait dans son scénario « Sky 1.5C » (un autre exercice de greenwashing) : la multinationale misait sur la possibilité, en 2050, de produire encore 375 exajoules (EJ) d'énergie à partir des fossiles (dont 115 exajoules à partir du gaz naturel). C'est trois fois plus que dans le scénario NZE de l'AIE (6).

Les pétroliers et autres fossiles semblent quelque peu surpris de voir que l'AIE, pour une fois, ne danse pas tout à fait comme ils sifflent. À ce sujet, le *Financial Times* rapporte les propos de Dave Jones, analyste du thinktank climatique Ember. Selon lui, l'appel de l'AIE à stopper immédiatement toute nouvelle prospection pétrolière ou gazière est « extrêmement surprenant étant donné l'histoire de l'Agence. Je ne pense pas que quiconque attendait cela de l'AIE. C'est un énorme tournant de leur part. Ils ont toujours été très pro-fossiles, alors venir avec quelque chose comme ça est juste étonnant. C'est vraiment un coup de couteau dans l'industrie des combustibles fossiles ». Parler de « coup de couteau » est sans doute exagéré, mais le fait que l'échéancier de l'AIE soit focalisé principalement sur des restrictions et des interdictions à la production ne fait pas plaisir aux géants de l'énergie. Le big boss de Shell, Ben van Beurden, ne s'en est pas caché. Lors de la très récente assemblée annuelle des actionnaires, il a déclaré que, pour réduire les émissions, on ferait mieux de « mettre le focus sur la consommation, et pas sur la production ». Pour sa part, a-t-il déclaré, Shell continuera à forer dans des zones où elle est installée, comme le golfe du Mexique. « Pour satisfaire la demande »... bien entendu (7). Merci patron !

« Neutralité carbone » signifie « le profit avant le climat »

Ceci dit, le mouvement climat ferait une erreur monumentale s'il décidait d'applaudir le scénario zéro-émissions nettes de l'AIE, ou d'y voir « un pas dans la bonne direction ».

Pourquoi ? Parce qu'il s'agit d'un scénario « zéro émissions nettes », justement, et que « zéro émissions nettes » ne signifie pas « zéro émissions ».

« Zéro émissions nettes » – on dit aussi

« neutralité carbone » – est la formulation que les gouvernements ont adoptée dans les accords de Paris, afin de cacher un énorme tour de passe-passe. Celui-ci consiste tout simplement à ne pas respecter la trajectoire de réductions d'émissions nécessaires pour rester sous 1,5 °C (voire même sous 2 °C), à ne réduire les émissions que dans la mesure où c'est compatible avec le profit capitaliste (donc avec la sacro-sainte croissance du PIB), et... à balayer la différence sous le tapis par une série de subterfuges. Si on met de côté Bolsonaro et quelques autres climatologues négationnistes fascistes, la plupart des gouvernements de la planète sont en train d'essayer de tromper les populations en leur tenant ce discours de la « neutralité carbone », alors que cette soi-disant neutralité veut dire en réalité « touche pas à ma croissance », « le profit avant le climat ».

Joe Biden a pris la tête du peloton en organisant « son » sommet sur le climat et en annonçant solennellement que les États-Unis seraient « neutres en carbone » en 2050. Tous les autres, ou presque, lui emboîtent le pas (8). Pourquoi ? Parce qu'il s'agit de sauver la légitimité chancelante du capitalisme, donc sa stabilité sociale, d'une part. Et, d'autre part, parce qu'il y a à la clé un enjeu économique colossal : le marché des technologies « propres » ou « bas carbone » appelées à remplacer très largement les fossiles (très largement mais pas du tout totalement, j'y reviendrai).

Dans l'esprit de ces gouvernements et des groupes capitalistes qu'ils représentent, la COP26 sera la grand-messe au cours de laquelle ils tenteront de trouver un accord sur cette politique – un accord entre bandits, dans lequel chacun essaiera évidemment d'en faire le moins possible... tout en donnant l'impression qu'il en fait plus que les autres.

Les subterfuges du capitalisme vert

Les subterfuges du capitalisme vert pour « balayer sous le tapis » la différence entre ce qui doit être fait pour arrêter la catastrophe et ce qui peut être fait pour la limiter dans le cadre capitaliste sont de plusieurs types. Pour rappel, les principaux sont les suivants (9) :

- Déployer des « technologies à émissions négatives » (TEN) : des machines et des dispositifs qui retirent du carbone de l'atmosphère pour le stocker sous terre (sans garantie qu'il n'en ressortira pas massivement un jour ou l'autre). C'est ce qu'on

5. Valeur médiane.

6. *Carbon Brief*, 18/5/2021, https://www.carbonbrief.org/iea-renewables-should-overtake-coal-within-five-years-to-secure-1-5c-goal?fbclid=IwAR2xvyEpMYVol6G8zHxKSx-QZeUM4EGx_FlkOdMAiI136oz34fJMW7C_v34

7. *Financial Times* du 18 mai 2021.

8. Parfois de façon comique : le Premier ministre nippon, par exemple, s'est engagé de façon tout à fait improvisée à passer de 26 % de réduction d'émissions en 2030 à 46 %. Stupéfaction dans l'archipel, où aucun responsable politique n'avait encore évoqué cet objectif... <https://korii.slate.fr/et-caetera/climat-energie-promesses-japon-co2-panique-experts-centrales-reacteurs-nucleaires>

9. Pour une présentation plus détaillée, voir mon ouvrage *Trop tard pour être pessimistes ! Écosocialisme ou effondrement*, Textuel, Paris 2020.



appelle la capture-séquestration du carbone (CCS) ;

- Combiner ces TEN et la CCS, par exemple en utilisant la bioénergie avec capture-séquestration du carbone (BECCS) : au lieu de charbon, on brûle de la biomasse qui pousse en absorbant du CO₂, on capte ce CO₂ et on le stocke sous terre. À la longue, la concentration atmosphérique en CO₂ devrait baisser. Problème : les énormes superficies nécessaires à la culture de biomasse ;

- Diversifier le discours en parlant non seulement d'énergie sans carbone mais aussi d'énergies « *bas carbone* » ou « *basses émissions* ». Cela fait plusieurs années que le GIEC s'est incliné devant les nucléocrates : du coup, l'énergie atomique, désormais, est classée officiellement comme « *bas carbone* ». Le même processus est en cours pour l'hydrogène « *bleu* », autrement dit l'hydrogène obtenu à partir du gaz naturel (donc émetteur de CO₂) ;

- Augmenter l'absorption naturelle du CO₂ par la photosynthèse (on plante de grandes quantités d'arbres... sans songer ni à l'impact sur la biodiversité, ni au fait que l'absorption ne durera forcément que quelques décennies... et sans comptabiliser les émissions en cas d'incendie de forêt !) ;

- Acheter de prétendus « *droits d'émission* » venant d'investissements soi-disant « *propres* », ou de l'accaparement des forêts dans les pays du Sud (au détriment des populations locales, notamment des peuples indigènes)... alors que de nombreuses études ont montré que la majorité de ces droits ne correspondent pas à des

réductions réelles d'émissions ;

- Mettre en orbite des particules qui réfléchiront le rayonnement solaire vers l'espace (« *géo-ingénierie* »). C'est la pire de toutes ces « *solutions* » d'apprentis-sorciers, car elle peut être mise au service de la géostratégie des grandes puissances ; de plus, elle ne réduit pas la quantité de CO₂ dans l'atmosphère (l'acidification des océans se poursuit donc). Elle semble exclue pour le moment, mais reviendra sur le tapis quand on constatera que les autres subterfuges ci-dessus n'arrêtent pas la catastrophe.

Le diable est dans les détails

Le plan NZE de l'AIE est une concrétisation systématique de cette politique, liée à un agenda de mise en œuvre. Le fait que ce plan dérange certains intérêts établis du capital fossile n'en fait pas une alternative acceptable pour le genre humain. C'est très clair lorsqu'on se penche sur les différentes implications concrètes du scénario. Comme on dit, le diable est dans les détails :

- La part du nucléaire dans le bouquet énergétique mondial doit plus que doubler d'ici 2050 (de 29 EJ en 2020 à 61 EJ en 2050), essentiellement dans les pays du Sud ; le nucléaire sera alors la deuxième plus importante source d'électricité après les renouvelables (10 % du bouquet énergétique environ) ; selon l'AIE, « *les nations doivent (sic) agir rapidement pour étendre la durée de vie des centrales nucléaires existantes ou en développer de nouvelles* » ;

- L'AIE met en exergue le fait que les renouvelables deviendront la première source d'énergie en 2035... Mais ce fait tend à en escamoter un autre : en 2050, selon NZE, un peu plus d'un cinquième de l'énergie globale sera toujours d'origine fossile, notamment pour alimenter les cimenteries, la sidérurgie et la pétrochimie ;

- Un cinquième de fossiles est évidemment mieux que quatre cinquièmes (c'est la part actuelle). Cela fait passer les émissions mondiales annuelles de CO₂ de 36 Gt à 7,6 Gt. Mais, pour respecter le « *zéro émissions nettes* », ces 7,6 Gt doivent être capturées pour être injectées sous terre (dans des réservoirs dont l'étanchéité ne peut être garantie, répétons-le) ;

- L'utilisation de biomasse sera multipliée par six d'ici 2050 : elle produira 102 exajoules d'énergie (en passant : ce chiffre est supérieur à limite de soutenabilité de cette utilisation de la biomasse, fixée par le GIEC à 100 exajoules). Une part non négligeable de l'électricité produite par combustion du charbon sera produite par combustion de biomasse avec capture et séquestration du carbone (c'est la BECCS) ; 1,3 Gt de CO₂ s'ajouteront ainsi chaque année aux 7,6 Gt à injecter sous terre du fait de l'utilisation de la CCS dans l'industrie ;

- Cette augmentation de la part de la biomasse nécessitera d'augmenter les superficies affectées aux cultures énergétiques (l'AIE prône en particulier les cultures industrielles à rotation courte, comme les saules et les miscanthus). Il faudrait passer de 330 millions d'hectares (Mha) à 410 Mha (une augmentation de 25 %).



Cela équivaut à près d'un tiers des terres agricoles en culture permanente (1,500 Mha). La pression va donc augmenter gravement sur la biodiversité, sur les ressources en eau et sur l'utilisation des terres. Socialement, les plus faibles (communautés paysannes et peuples pasteurs, notamment) en feront les frais (10) ;

● L'éolien et le solaire seront les piliers des renouvelables, à travers la construction de parcs géants (car la concentration et l'appropriation capitaliste de ces ressources naturelles gratuites conditionnent les surprofits des multinationales !). L'objectif, pour le solaire, serait d'installer chaque jour en 2030 l'équivalent du parc actuel, et plus encore les années suivantes. Ce n'est pas tout : la part de l'hydroélectricité doublera d'ici 2050. L'AIE ne le précise pas mais on peut supposer qu'elle mise surtout sur la construction de grands barrages. Or, ceux-ci ne constituent pas une source renouvelable (ils se comblent de sédiments au fil du temps). Qu'à cela ne tienne : si le nucléaire peut être dit « *bas carbone* », pourquoi ne pourrait-on pas dire des barrages géants qu'ils sont « *renouvelables* » ?

● La part de l'hydrogène « *bas carbone* » doit être multipliée par 16 en 2030 et par

57 en 2050 (!) pour atteindre 13 % de l'énergie finale en 2050. Selon le plan de l'AIE, la moitié de cet hydrogène, en 2030, devrait être « *vert* », c'est-à-dire produit par électrolyse de l'eau (ou à partir d'autres sources – des algues par exemple – n'émettant pas de CO₂). La part d'hydrogène « *vert* » monterait à 62 % en 2050. À supposer que ces objectifs soient atteignables (c'est fort peu probable, j'y reviendrai), il en résulte que 38 % de l'hydrogène « *bas carbone* » serait produit avec émissions de CO₂. Mais on connaît la solution de l'AIE : capture-séquestration, hop !

Maquiller le dépassement du 1,5 °C

Même en déployant au maximum les subterfuges du « *zéro émissions nettes* » grâce aux « *miracles de la technologie* », la concrétisation du scénario de l'AIE est loin d'être évidente... notamment du point de vue technologique. À cet égard, en effet, l'Agence distingue deux phases. Jusqu'en 2030, dit-elle, les technologies nécessaires au NZE existent. Mais au-delà de 2030, alors qu'un rôle clé doit être joué par la CCS et par l'hydrogène « *vert* », 55 % des réductions cumulatives d'émissions attribuées respectivement à ces technologies n'existent aujourd'hui qu'au stade de la démonstration, voire même du prototype. En clair : on n'a aucune certitude que ça marchera.

Par ailleurs, on l'a vu, les objectifs à atteindre en matière de déploiement du solaire, de l'éolien et d'isolation-rénovation des bâtiments, notamment, sont extrêmement contraignants. Même sans sortir de la logique capitaliste, il serait rationnel, pour les atteindre, de miser sur la planification publique, sur les investissements publics, sur le développement du secteur public, sur la recherche publique et sur une

authentique participation citoyenne.

Mais il n'est pas question de cela pour l'AIE. La « *participation citoyenne* », pour l'Agence, cela veut dire que les gouvernements prennent des mesures d'incitation et de contrainte pour orienter « *le consommateur* ». Quant aux capitalistes, ils n'ont pas trop à s'en faire car le scénario NZE est basé notamment sur deux principes néolibéraux qui sont la « *neutralité technologique* » (les technologies sont mises en œuvre en fonction des coûts, selon les lois du marché, les frais de la recherche sont pour la collectivité, les profits pour le privé), d'une part, et la « *transition ordonnée* » (qui évite au maximum les destructions de capital avant amortissement) (11) d'autre part.

Il est grand temps de déconfiner nos luttes

On est typiquement dans la logique culpabilisation/répression du néolibéralisme autoritaire, telle qu'elle s'est accélérée dans la réponse à la pandémie. Dans le scénario de l'AIE, cette logique se couple au pari, caractéristique du capitalisme, sur l'arrivée providentielle d'un deus ex machina technologique.

Mais, cette fois-ci, il est fort probable que le deus ex machina n'arrivera pas à temps. C'est très clair dans le débat sur l'hydrogène : sa production par électrolyse de l'eau serait effectivement une solution « *verte* », mais les coûts sont extrêmement élevés. Dans les faits, « *neutralité technologique* » oblige, les capitalistes auront donc recours à l'hydrogène « *bleu* » (12).

Autrement dit : le « *zéro émissions nettes* » de l'AIE n'est pas un scénario évitant le « *dépassement temporaire* » du 1,5 °C. C'est plutôt une tentative de cacher le fait que :

❶ Ce « *dépassement* » est inévitable si l'humanité de rompt pas à la fois avec le tout au marché néolibéral et avec le productivisme capitaliste ;

❷ Ce dépassement, loin de n'être que « *temporaire* », a au contraire de grandes chances d'enfoncer le genre humain dans un désastre d'une ampleur inimaginable.

Oui, il est temps, grand temps, de déconfiner nos luttes ! Par exemple en répondant en Belgique à l'appel de « *Komité Centrales* », cette coalition (dont la Gauche anticapitaliste, section belge de la IV^e Internationale, fait partie) qui refuse le choix entre la peste des centrales nucléaires et le choléra des centrales à gaz (13). ■

Le 21 mai 2021

10. Plus de 3000 Mha sont affectés au pâturage pour le bétail. Le sens commun commanderait de s'en prendre à l'industrie de la viande, mais c'est un lobby puissant ; dans la logique capitaliste qui est celle de l'AIE, il sera plus facile de saisir les terres des peuples d'éleveurs nomades qui, souvent, n'ont aucun titre de propriété au regard du droit bourgeois.

11. Désignées par l'expression « *stranded assets* ».

12. La politique de la Commission Européenne est significative à ce sujet : elle se couche devant les lobbies fossiles qui veulent produire de l'hydrogène à partir de sources fossiles – émettrices de CO₂ – et qui dupent l'opinion publique en répétant que la combustion de l'hydrogène ne produit que de l'eau – ce qui est exact mais dissimule le CO₂ produit à la fabrication de l'hydrogène !

13. Voir la première action proposée le 20 juin contre le projet de centrale à Manage, <https://www.facebook.com/events/922852554946047/?ref=newsfeed>

Le front incandescent de l'Asie orientale

Arrière-plan de la crise présente

Par
Pierre Rousset*

L'Asie orientale est actuellement l'un des épicentres mondiaux (1) de grands mouvements de résistance démocratique initiés en réaction à la dérive autoritaire et dictatoriale de très nombreux régimes politiques. Après Hong Kong et la Thaïlande, la Birmanie est devenue, dans la région, le « front incandescent » de ces fronts chauds. Elle occupe aujourd'hui une place à part du fait de l'ampleur sociale du mouvement de désobéissance civile déclenché en réaction au putsch militaire du 1^{er} février 2021 ; et du fait, aussi, de l'extrême violence avec laquelle la junte au pouvoir tente de briser dans le sang toute opposition.

En 1988, une révolte antidictatoriale aux caractéristiques assez similaires à celle que nous connaissons actuellement avait été brisée dans un bain de sang. Nul n'ignore en Birmanie ce précédent qui hante les survivant·es de la génération militante qui l'a vécu, ladite « *génération 88* ». Il est possible qu'il en soit aujourd'hui différemment, mais le combat s'avère ardu, prolongé, car l'enjeu est l'éviction radicale de l'armée des centres de pouvoir politique, administratif et économique qu'elle occupe sans discontinuer depuis 1962, du haut en bas de l'État, du haut en bas de la société.

Avant le 1^{er} février 2021, le pouvoir était partagé de façon fort inégalitaire entre le gouvernement civil élu, dirigé par la Ligue nationale pour la démocratie (LND) qui avait emporté haut la main les élections démocratiques et, en position dominante, l'armée (appelée *Tatmadaw*). La Constitution, rédigée par cette dernière, lui garantissait une minorité de blocage dans toutes les assemblées législatives (2), la direction de ministères clés (Défense, Intérieur et Sécurité des frontières), l'absence de tout contrôle civil sur l'institution militaire – qui, en revanche, s'approprie des pans entiers de l'économie : la



Birmanie est l'un des pays où « l'économie kaki » est la plus développée.

Le putsch n'avait donc pas pour objet de « conquérir » le pouvoir. Il a sanctionné l'impasse d'une transition démocratique bloquée sine die par le refus de l'armée d'abandonner ses prérogatives. Tatmadaw a pris les devants, afin que son emprise sur l'État et le pays ne s'érode pas progressivement face au développement de la société civile, à la légitimité électorale de la Ligue nationale pour la démocratie et de sa figure de proue, Aung San Suu Kyi qui faisait, dans les arcanes gouvernementaux, pression pour élargir les domaines de compétence de son gouvernement (3). La LND n'a pas été la seule cible de ce « *coup d'État préventif* », il en allait de même des associations, syndicats, etc. Le précédent de 1988 aidant, le Comité de désobéissance civile (CMD) s'est constitué au lendemain même du putsch, regroupant la jeune « *génération Z* » (lycéennes et lycéens), le personnel soignant, les fonctionnaires entrés massivement en grève, des syndicats, dont la fédération CTUM... De par leur place dans la famille, la société et la production, les femmes ont joué un rôle en pointe dans ce mouvement d'ensemble (4). Les féministes se félicitent de cette visibilité et notent des avancées significatives par rapport aux mobilisations de 1988, un changement dans les modèles de

genre : « *En 1988, les leaders étaient des hommes. Dans le cas de ce mouvement, ce sont des femmes. C'est émouvant.* » (5) Elles craignent cependant que cette modification ne soit que temporaire en cas de « *normalisation* » de la situation.

* Pierre Rousset, dirigeant de longue date de la IV^e Internationale, militant du Nouveau parti anticapitaliste (NPA, France), a participé à la fondation et a dirigé l'Institut international de recherches et de formation (IIRE-IIRF) d'Amsterdam. Il anime l'association Europe solidaire sans frontières (ESSF) : <http://www.europe-solidaire.org>.

1. C'est vrai de toute l'histoire du XX^e siècle (et même avant !). Voir Pierre Grosser, *L'histoire du monde se fait en Asie*. Une autre vision du XX^e siècle, Odile Jacob, Paris 2017.

2. L'armée disposait de 25 % de sièges non élus, alors que tout amendement à la Constitution exigeait au moins 75 % des votes.

3. Officiellement « *conseillère d'État* », Aung San Suu Kyi était cheffe d'État de fait, mais ne pouvait l'être de droit, car les militaires avaient introduit à son encontre une clause constitutionnelle selon laquelle ce poste ne pouvait être occupé par quelqu'un dont le conjoint ou des enfants étaient de nationalité étrangère – ce qui était le cas de son mari.

4. Voir l'entretien de Bianca Pessoa avec Debbie Stothard, « Les femmes à la tête des luttes de démocratisation au Myanmar », *Capire* du 10 mai 2021, <https://capiremov.org/fr/entrevue/les-femmes-a-la-tete-des-efforts-de-democratisation-au-myanmar/>

5. Khin Ohmar, devenue vice-présidente d'un syndicat étudiant à la suite de son engagement dans le soulèvement de 1988, citée par Laura Villadiego, « *La révolution des femmes ; Que signifie le coup d'État pour l'égalité hommes-femmes en Birmanie* », *Equal Times* du 7 mai 2021 (https://www.equaltimes.org/la-revolution-des-femmes-que#.YN2_dRMzZE5).

Birmanie - Myanmar

Une représentation, dans la clandestinité ou en exil, du parlement élu sous le sigle de CPHR (6) a été formalisée.

L'objectif du soulèvement démocratique n'est pas simplement « d'effacer » le putsch pour revenir à la situation antérieure, mais de créer une situation nouvelle qui permette de poser (et régler) une question structurelle : la place qu'occupe l'armée depuis cinq décennies dans la société birmane. Un combat qui s'annonce long et ardu et qui exige une solidarité internationale active.

Désobéissance civile

Au lendemain du putsch militaire du 1^{er} février, un immense mouvement de désobéissance civile a empêché la junte d'assurer son contrôle sur le pays. Elle a cependant pu redéployer son arsenal répressif pour tenter d'écraser la dissidence populaire. L'armée est intervenue dans l'ensemble du pays et non plus, seulement, contre des minorités ethniques de la périphérie. Face à cette répression meurtrière, de nouvelles formes d'autodéfense populaire se sont généralisées. La résistance s'inscrit dorénavant dans la longue durée et connaît d'importantes mutations. Un simple retour à la situation antérieure au putsch (une cohabitation entre gouvernement élu et militaires) était déjà impossible. Dorénavant, la question qui se pose est celle des alternatives : en ce domaine aussi, il n'y aura pas de retour au passé. Nous sommes véritablement entrés dans une nouvelle période (7). Quelle Birmanie nouvelle les mobilisations présentes peuvent-elles annoncer ?

En février dernier, la junte aurait pu être défaits si les sanctions internationales



avaient été radicales et si la solidarité envers le Comité de désobéissance civile (CDM) avait été à la hauteur. Cela n'ayant pas été le cas, l'armée a eu le temps de reprendre l'initiative, engageant une guerre à outrance contre la population – une guerre d'autant plus meurtrière que la Chine et la Russie lui fournissent un armement lourd (aviation, tanks, artillerie) qu'elle ne possédait pas auparavant, et que des firmes (y compris occidentales) lui vendent des dispositifs de surveillance électronique dernier cri.

En conséquence, la résistance populaire se poursuit dans des conditions extrêmement difficiles. Le mouvement de désobéissance civile est entré en clandestinité et des formes d'autodéfense se diffusent dans l'ensemble du pays et pas seulement dans des régions périphériques peuplées de minorités ethniques.

Les manifestations de rue traditionnelles sont devenues impossibles et les grévistes font face à des mesures de rétorsion sévères. Cependant, des formes de lutte « non violente » se poursuivent, y compris la grève (certes fort moins répandue qu'auparavant) et la résistance passive. La junte a d'ailleurs dû reconnaître du bout des lèvres que le « retour à la normale » n'était pas achevé (8). En effet, le personnel qualifié en opération dans les banques ou l'administration reste insuffisant et les soignants continuent dans une large mesure à refuser de travailler sous les ordres des militaires.

Malgré les risques, dans quelques centres urbains, comme la capitale de la région de Sagaing (Monywa), des manifestations éclair sont organisées pour que vive le symbole de la désobéissance civile (9). L'année scolaire 2021-2022 a commencé le 1^{er} juin, mais l'armée n'est pas arrivée à imposer dans les faits la réouverture des écoles, qui avaient été fermées un

an pour cause de Covid-19 (10).

La junte riposte à ces résistances multiples et diffuses par des évictions de logement de fonction, par l'intervention de groupes paramilitaires, par des assassinats ou des arrestations, ou encore par des condamnations pour collaboration avec le nouveau Gouvernement d'unité nationale (GUN, connu aussi sous le sigle anglais NUG).

Le Gouvernement d'unité nationale

La formation du Gouvernement d'unité nationale est en effet l'un des facteurs nouveaux de la situation. Plus qu'en exil, c'est un gouvernement clandestin dont les membres, semble-t-il, restent dans le pays. Il incarne la continuité du pouvoir civil légal. Il a toujours comme « *conseillère spéciale* » Aung San Suu Kyi, aujourd'hui en détention et en procès pour haute trahison, totalement isolée du monde. Le GUN s'émancipe néanmoins, pour le meilleur, de l'orientation traditionnelle de la Ligue nationale pour la démocratie (LND, dont Aung San Suu Kyi était la dirigeante) qui était marquée au sceau de l'ethnonationalisme bamar (nom de l'ethnie majoritaire en Birmanie).

La composition du Gouvernement d'unité nationale est pluriethnique (11). Le 3 juin 2021, le GUN a publié sa « *Position politique sur les Rohingyas dans l'État de Rakhine* » (12). Il s'agit d'un document important à plus d'un titre. Il montre en effet à quel point la Birmanie de demain pourrait être « nouvelle ».

● Le GUN reconnaît la gravité des torts faits à la population musulmane Rohingya, victime de génocide dans l'État de Rakhine [Arakan], un sujet jusqu'alors tabou. Les partis-armées arakanais dominants (13) dans cet État côtier dénoncent violemment

6. CPHR : Comité représentant le Pyidaungsu Hluttaw – à savoir le parlement en résistance. Le Gouvernement d'unité nationale (GUN), pluriethnique, a été ultérieurement constitué, nous y reviendrons.

7. Voir plus loin l'arrière-plan historique de la crise birmane.

8. *The Irrawaddy*, 4 juin 2021, <https://www.irrawaddy.com/news/burma/myanmar-coup-leader-admits-not-in-full-control-of-country.html>

9. *Frontier Myanmar*, 15 juin 2021, <https://www.frontiermyanmar.net/en/teachers-students-keep-protests-alive-in-fing-stubborn-monywa/>

10. *The Irrawaddy*, 15 mai 2021. Traduit par le Réseau Syndical International de Solidarité et de Luites, <http://www.laboursolidarity.org/Les-enseignant-es-du-Myanmar>

11. *The Irrawaddy*, 16 avril 2021, <https://www.irrawaddy.com/news/burma/whos-myanmars-national-unity-government.html>

12. Voir la traduction française sur le site d'Europe solidaire sans frontières : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article58471>

13. Ils nomment l'État Arakan plutôt que Rakhine.

cette déclaration et pour cause : ils ont été complices du génocide et sont plus souvent du côté de la junte militaire birmane que de la résistance démocratique. Le Gouvernement d'unité nationale s'engage à « [s]’efforcer de faire en sorte que les auteurs de ces actes répondent de leurs actes [ce qui] n’est pas seulement une façon de rendre justice, c’est aussi un moyen de dissuasion contre de futures atrocités. C’est pourquoi nous considérons qu’il s’agit d’une tâche prioritaire. La réparation et la justice seront garanties dans la future Constitution de l’Union fédérale démocratique », quitte à en appeler à la Cour pénale internationale.

● Le GUN propose qu’un véritable fédéralisme soit instauré dans l’Union (14) « *La souveraineté appartient aux États membres et aux peuples des États membres (...). Toute personne dans l’Union jouit pleinement des droits fondamentaux de l’Homme. Tous les groupes ethniques originaires de l’Union jouissent pleinement des droits individuels détenus par les personnes individuelles et des droits collectifs détenus par les groupes ethniques. Tous les citoyens qui prêtent allégeance à l’Union, quelle que soit leur origine ethnique, sont considérés comme jouissant pleinement des droits des citoyens. Le gouvernement d’union nationale ne tolérera aucune forme de discrimination.* »

● Le GUN précise à cette occasion sa conception de la citoyenneté, qui devrait remplacer la loi de 1982, en vue de la rédaction d’une nouvelle Constitution : elle « *doit fonder la citoyenneté sur la naissance au Myanmar ou la naissance n’importe où en tant qu’enfant de citoyens du Myanmar.* » Cette définition représente une véritable révolution en Birmanie.

La loi de 1982 distingue trois degrés de citoyenneté désignés par la couleur du papier d’identité correspondant (15). La **carte rose** accorde la citoyenneté pleine et entière. Elle est attribuée d’office à toutes les personnes dont les ascendants résidaient dans le pays avant 1823 (16), ou nées de parents reconnus comme citoyens de plein droit. La **carte bleue** est réservée aux citoyens associés, à savoir qui étaient reconnus comme citoyens par la précédente loi sur la citoyenneté de 1948. La **carte verte** correspond à la citoyenneté par naturalisation de personnes pouvant attester de leur présence sur le sol birman avant le 4 janvier 1948 et qui font leur première demande après 1982. L’attribution des cartes est sujette à des exceptions ou restrictions arbitraires, notifiées par le Conseil d’État, pour des motifs parfois

étonnants. Ainsi, les personnes prétendant à la citoyenneté par naturalisation doivent « *avoir bon caractère* » (art. 44-d). Difficile de faire plus compliqué.

Une **carte blanche** a été distribuée dans les années 1990 aux résident·es n’entrant dans aucune de ces catégories. Elle ne donne pas de droits.

Enfin, la reconnaissance de citoyenneté se fait par le biais de l’appartenance à l’un des 135 groupes ethniques officiellement reconnus. Elle est non seulement inégalitaire, mais en plus elle contribue à figer ces appartenances (ainsi que le rejet des populations décrétées « *étrangères* ») selon des divisions nées de l’ère coloniale entre Bamars dans les plaines, minorités de la périphérie, main-d’œuvre importée.

Il y a évidemment loin entre de tels engagements et leur mise en œuvre, mais ils confirment qu’il y a bien une rupture de génération et que des « *possibles* » envisagés hier par des milieux marginalisés, peu audibles, sont aujourd’hui largement débattus par toutes celles et tous ceux qui pensent à l’avenir, à l’après junte militaire. Cette rupture se manifeste aussi dans l’expansion de la résistance armée.

La résistance armée

L’opposition populaire au putsch militaire s’est manifestée dans l’ensemble du pays, mais la réponse des parlements, partis et armées constitués dans les États ethniques a été souvent, dans les faits, prudente et attentiste. Une constellation d’organisations est apparue dans nombre de ces États, certaines négociant avec la junte un cessez-le-feu, d’autres la combattant. Cet entre-deux (combat et négociation) est en quelque sorte de tradition depuis l’indépendance. Parmi les facteurs nouveaux en ce domaine, notons :

● **L’usage par l’armée birmane de son aviation et artillerie.** Elle n’en était pas dotée lors des précédents grands conflits. Elle bombarde les villages, provoquant des déplacements massifs de population. C’est ainsi que la direction de la cinquième brigade de l’Union nationale karen (KNU), qui a joué un rôle en pointe dans la résistance au putsch, qui a accueilli et protégé les représentant·es du Comité de désobéissance civile (CDM), explique le fait qu’elle a signé un cessez-le-feu avec la junte : le coût humain devenait trop élevé. Elle affirme cependant que quand le Gouvernement d’unité nationale lancera une offensive, elle y participera. Quoi qu’il en soit, l’État karen est l’un de ceux où de nombreux groupes armés dissidents sont

apparus, qui continuent à combattre activement.

● **La constitution de la Force de défense populaire** (PDF, rattachée au GUN-NUG). Il avait été question de la formation d’une armée fédérale – projet trop ambitieux pour l’heure s’il devait inclure des armées des États ethniques de la périphérie. Le gouvernement d’unité nationale a alors créé la PDF, sous son autorité, qui opère dans l’ensemble du bassin de l’Irrawaddy. Des transfuges de la police ou de l’armée et d’anciens gradés lui apportent leur savoir-faire.

● **L’apparition spontanée de nombreux groupes locaux** qui entrent en action avec des moyens de fortune. Ils ne sont pas sous le commandement de la PDF et du GUN, qu’ils considèrent (parfois, souvent ?) avec méfiance, comme une structure trop bureaucratique à leur goût. Ce sont eux qui ont fait exploser des bombes dans des écoles avant la rentrée des classes en matière d’avertissement – un mode d’action officiellement réprouvé par la PDF.

● **Placer les soutiens de la junte en situation d’insécurité.** Dans les régions de plaine, l’action armée prend souvent pour cible les informateurs au service de la junte qui renseignent les militaires, ou bien des administrateurs venus remplacer les autorités locales entrées en opposition – certains groupes menacent aussi les familles des soldats, ce qui fait débat, notamment avec le PDF.

● **Les débuts d’une guérilla en plaine.** Développement tout récent, de véritables opérations de guérilla sont signalées dans les régions de Sagaing et Mandalay. Selon des informations reçues par *The Irrawaddy* (17), un millier de membres de la résistance civile aurait mené, avec un armement de fortune, une série d’attaques coordonnées qui auraient coûté la vie à une trentaine de soldats. À Mandalay, trois militaires, dont un lieutenant-colonel, ont été tués quand ils ont pénétré dans un immeuble qui servait de base au PDF.

À l’avenir, la question de la coordination des résistances armées (et de l’amélioration de leur armement) va se poser.

14. La « *forme longue* » du nom du pays est : République de l’Union de Birmanie ou République de l’Union du Myanmar.

15. Juliette Gheerbrant, « L’imbroglio de la citoyenneté birmane », *Asialyst* du 4 mai 2015, <https://asialyst.com/fr/2015/05/04/imbroglio-de-la-citoyennete-birmane/>

16. Début de la guerre anglo-birmane.

17. *The Irrawaddy*, 23 juin 2021, <https://www.irrawaddy.com/news/burma/around-30-myanmar-junta-troop-2-update-update-updates-killed-in-sagaing.html>

Birmanie - Myanmar

Ainsi, peut-être, que la place des femmes dans le combat. Il a été prééminent dans tous les secteurs sociaux populaires dès les premières heures du soulèvement qui a suivi le putsch du 1^{er} février (jeunesse lycéenne, personnel soignant, ouvrières du textile, fonctionnaires, éducatrices...). Il reste évident dans les actions de désobéissance civile clandestines. Je n'ai pour ma part aucune indication sur leur rôle sur le terrain militaire.

La Birmanie en Asie du Sud-Est

L'objet de cet article n'est pas de faire le point de la situation et des seuls enjeux présents, mais plutôt de s'attacher au contexte de la crise birmane et à son arrière-plan... Ce faisant, on se heurte à la complexité des réalités et des héritages qu'il est difficile d'appréhender quand on n'a pas une connaissance intime du pays (ce qui est mon cas : j'ai voyagé dans la région, mais pas en Birmanie).

Concernant l'arrière-plan, il est probablement utile de revenir sur le processus de formation historique de la Birmanie dans son cadre géographique et régional (18). Elle compte aujourd'hui plus de 56 millions d'habitants pour une superficie analogue à celle de la France et partage ses frontières avec le Bangladesh à l'ouest, l'Inde au nord-nord-ouest, la Chine au nord-nord-est, le Laos à l'est et la Thaïlande au sud-sud-est. Sa façade maritime, dans la partie méridionale, borde la mer d'Adaman et le golfe du Bengale (dans l'océan Indien).

Le Sud-Est asiatique est constitué d'une péninsule et d'un ensemble d'archipels qui s'étirent jusqu'à nos antipodes.

Par ses dimensions comme par le chiffre de sa population, il est comparable à l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural. Il constitue cet « *angle de l'Asie* » qui trace une ligne de démarcation entre les pays riverains du Pacifique ou bien de l'océan Indien. Nous nous en tiendrons ici à la seule péninsule. Sauf pour les Français, qui pensent à leurs anciennes colonies, le terme d'Indochine évoque une région où se rencontrent deux lignées civilisationnelles, celles de l'Inde et de la Chine auxquelles se sont rajoutées, le commerce puis la colonisation aidant, celles du monde arabe et de l'Occident.

Cette région n'est pas un « *fourretout* » où l'on rangerait des « *restes* », après un partage des pays entre Asies du Sud et de l'Est. Elle a une histoire propre, mais cette histoire a produit beaucoup de diversité et bien des contrastes interdisant les généralisations simplificatrices.

Les influences culturelles et religieuses ont contribué à la diversité de l'Asie du Sud-Est. À l'époque précoloniale, c'est peut-être la région du monde où les influences civilisationnelles sont les plus multiples. L'animisme est présent de façon diffuse. Le bouddhisme est une référence partagée de la Birmanie au Vietnam, en passant par les pays du delta du Mékong. L'hindouisme est prégnant de la Birmanie à l'Indonésie, en passant par la Thaïlande et la Malaisie. Au-delà du Vietnam, le confucianisme accompagne l'expansion de la diaspora chinoise. Dès le XVI^e siècle, le christianisme s'enracine aux Philippines – et avant cela, l'islam a été introduit du Sud philippin à l'archipel indonésien et à la péninsule malaise. En effet, dès le XII^e siècle, bien avant les Européens, des marchands arabes côtoient les marchands chinois et indiens dans les ports de Mindanao, de Java ou Sumatra...

La géographie physique a eu (et a toujours) une forte influence sur l'histoire diversifiée du Sud-Est asiatique. Les massifs montagneux ont contribué, sur le continent, à la formation des frontières étatiques : ils séparent notamment l'Asie du Sud-Est de la Chine, définissent les limites septentrionales de l'actuelle Thaïlande ou du Vietnam – la chaîne annamite séparant aussi ce dernier pays du Laos... On parle de frontières naturelles, ce n'était pas pour autant des frontières historiquement nécessaires, inévitables.

La Birmanie se présente ici comme un cas d'étude. Toute la périphérie terrestre du pays est constituée de chaînes de montagnes en forme de « *fer à cheval* » surplombant un espace clos, bien délimité : le

bassin de l'Irrawaddy (Irraouaddy). Ce fleuve prend sa source dans le pays même et le contrôle de ses eaux n'est pas, comme souvent ailleurs, l'objet de conflits géopolitiques récurrents. Le bassin du Mékong voisin, en revanche, est tout à la fois un axe de contacts civilisationnels, de communications, d'échanges et un lieu de conflits entre la Chine, le Vietnam, le Laos, la Thaïlande, le Cambodge qui ont d'importantes conséquences écologiques et démographiques (la majorité des Laos vivent actuellement en Isan, le Nord-Est thaïlandais) (19).

La carte de l'Asie du Sud-Est continentale n'a cessé de se modifier au cours des siècles. C'est pour l'essentiel dans les deux espaces délimités par les massifs montagneux que s'est jouée au fil des siècles la formation des entités politiques, des royaumes précoloniaux, leur déclin et leur expansion, pacifique ou guerrière. Dans le bassin de l'Irrawaddy, après bien des vicissitudes, l'unification de l'actuelle Birmanie ne s'est imposée qu'au XVIII^e siècle – au prix du massacre d'une bonne partie des Mons. À son apogée, la dynastie Konbaung était à même de brièvement conquérir, en 1767, la capitale d'Ayutthaya, dans l'actuelle Thaïlande. En retour, cette dernière aurait pu établir son influence sur son voisin occidental et le cours de l'histoire en aurait été modifié (20).

La période coloniale

Les Européens font leur apparition dans la région au XVI^e siècle, avec la prise de Malacca par les Portugais (1511), qui commande le détroit maritime du même nom, entre la péninsule malaise et l'archipel indonésien. Espagnols, Français, Britanniques, Néerlandais, Allemands suivent... La géographie océanique de l'Asie du Sud-Est leur convient, car ils se contentent alors d'établir des comptoirs dans des zones portuaires, des bases stratégiques, sans chercher à conquérir des territoires (21). Ils veulent contrôler le commerce des denrées précieuses (épices) et les voies de communication commerciales.

Trois siècles après l'Amérique latine, la colonisation territoriale de l'Asie du Sud-Est par les puissances occidentales commence véritablement (22). Les Pays-Bas, installés à Batavia (Jakarta) depuis 1619, ont étendu leur influence dans l'archipel. Les Britanniques cherchent à atteindre la Chine en conquérant la Birmanie (1826-1885) et les Français font de même via ce qui deviendra l'Indochine (1859-1893).

18. Voir notamment Rodolphe de Koninck, *L'Asie du Sud-Est*, collection U (Géographie), Armand Colin, Paris 2012, chapitre 8.

19. Trois grands deltas fluviaux irriguent la péninsule d'Asie du Sud-Est : l'Irrawaddy en Birmanie, le Fleuve rouge au nord du Vietnam et le Mékong pour le Laos, la Thaïlande, le Cambodge, le sud du Vietnam. Par ailleurs, tous les États dans cette partie du monde possèdent au moins une façade maritime, à l'exception du Laos.

20. Pour un ouvrage d'ensemble sur la Birmanie, voir notamment Renaud Egreteau, *Histoire de la Birmanie contemporaine. Le pays des prétoxiens*, Fayard, Paris 2010. Voir aussi Jean Perrin, « La Birmanie » in Le Thanh Khoi, *L'Histoire du XX^e siècle. L'Asie du Sud-Est*, vol. I, Sirey, Paris 1970. Pour un suivi, voir la publication annuelle *L'Asie du Sud-Est. Bilan, enjeux et perspectives*, Irasec et Indes savantes.

21. La conquête espagnole de l'archipel « philippin » constitue la grande exception.

22. Les rivalités interimpérialistes permettent même au Siam (Thaïlande), avec l'aide allemande, de rester indépendant : un État tampon entre les zones d'influence britannique et française.



Avec eux aussi le marché chinois en vue, les États-Unis entrent dans la danse, achetant (!) à Madrid les Philippines, puis en écrasant la révolution anticoloniale qui avait éclaté dans l'archipel en 1896 (23).

La conquête coloniale ouvre l'époque des résistances nationales en Asie du Sud-Est. La subordination directe des sociétés a des implications communes pour toutes les populations. Nous vivons au tournant du XIX^e siècle un changement d'époque globale. Il n'y a cependant pas un ou deux impérialismes dominants, comme en bien d'autres parties du monde, mais cinq (Grande-Bretagne, France, Espagne, Pays-Bas, États-Unis), sans oublier par ailleurs le Portugal au Timor oriental et l'Allemagne qui garde de l'influence, même si elle n'a pas réussi à établir une colonie proprement dite.

Chaque puissance impose ses propres modes de domination dans ses possessions, donnant naissance à des formations sociales très différenciées, bien que toutes subordonnées. Dans l'ensemble, la période proprement coloniale va durer en Asie du Sud-Est moins de deux siècles, mais près de quatre siècles aux Philippines.

En Birmanie, les conflits de territoires et interethniques du passé avaient fini par produire des osmose culturelles et une certaine tolérance mutuelle (24). Londres, maître du pays après six décennies de guerres, raviva les tensions en mettant en œuvre sa traditionnelle politique du diviser pour régner. L'autorité coloniale créa deux territoires administratifs séparés. D'une part la région centre, qu'elle développa (riziculture). De l'autre, les zones ethniques, largement laissées à elles-mêmes, où elle intervenait très peu. Elle utilisa aussi les troupes indiennes ou de la minorité nationale karen, pour briser les résistances sociales.

Le pays était devenu une province de

l'Inde britannique. Les autorités ont favorisé la venue de commerçants chinois et indiens, dépossédant des Birmans. L'État colonial ayant besoin d'une abondante main-d'œuvre pour développer la culture commerciale du riz et faire fonctionner son administration, il organisa, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, l'installation massive de migrants originaires de l'Inde (hindous ou musulmans) (25). De ce fait, malgré une présence ancienne de différentes populations musulmanes en Arakan, les musulmans dans leur ensemble ont pu être ultérieurement associés par des mouvements xénophobes à l'impérialisme britannique, avec des conséquences tragiques.

La colonisation ancre aussi une forme de « ségrégation » dont les Club britanniques étaient un symbole. Pour François Robinne, Mikael Gravers restitue à ce sujet le lien systématique entre passé et présent, établi en référence à l'ouvrage *Burmese Days* de George Orwell (1934) en rapprochant cette notion de ségrégation « de la relation patron/client et de ses stéréotypes ethniques, religieux, ou culturels sur lesquels repose le système mis en place aujourd'hui comme autrefois. » (26).

Cet ordre colonial a suscité des résistances qui entrent elles aussi en résonance avec le présent. La plus connue d'entre elles est, dans les années 1920, le mouvement de désobéissance civile dont la mémoire est aujourd'hui ravivée (27), à savoir un vaste mouvement de boycott de l'ordre colonial, comme aujourd'hui de l'ordre militaire. Les associations Buu (mot qui veut dire « Non ») se multiplièrent prônant la non-coopération : refus de payer des taxes, d'enregistrer des licences commerciales, boycott des produits importés... La répression fut très violente. Autre exemple : la révolte paysanne et nationaliste de

1930 initiant le mouvement Dobhama Asi-Ayone (Nous, Birmans) et dont les membres prennent le titre de Thakin, les maîtres, véritable défi au colonisateur.

La Seconde Guerre mondiale et ses suites

Aux résistances de références boudhistes s'ajoutent dans l'entre-deux-guerres, un éventail de courants modernes se rattachant à diverses conceptions du socialisme, du marxisme ou du communisme (dans la foulée notamment de la révolution russe et avec le retour d'étudiants de Grande-Bretagne). Les organisations les plus connues sont centralisées, verticalistes, mais des intellectuels développent aussi des conceptions valorisant une expression « de bas en haut », plutôt que « de haut en bas » (28).

C'est l'époque, aussi, où de nombreux nationalistes asiatiques se retrouvent au Japon. En Chine, l'armée nippone était engagée depuis les années 1930 dans une guerre de conquête sans merci. Le Japon impérial a pourtant réussi à se présenter, aux yeux de nationalistes d'Asie orientale, comme une puissance ouvrant la voie à la libération nationale des pays de la région.

Tokyo assure (en dehors de l'archipel) la formation militaire des « trente camarades », à savoir les cadres de la future Armée pour l'indépendance birmane. Cette dernière portera plusieurs noms successifs, dont celui d'Armée nationale birmane (BNA). Elle est commandée par Aung San (le père d'Aung San Su Kyi), lui-même issu du mouvement Dobhama Asi-Ayone, et qui a fondé, en 1939, le Parti communiste birman (PCB).

23. La vente des Philippines fut une bonne affaire pour Madrid, car l'Espagne avait dans une large mesure perdu le contrôle de sa colonie.

24. Selon les associations Suisse-Birmanie, Action Birmanie (Belgique) et Info Birmanie (France).

25. Voir Alexandra de Mersan, « Épilogue : des perspectives contrastées sur l'Arakan et la question "rohingya" » in Aurore Candler, *Birmanie (Myanmar) 2010-2017 : un pays en transition ?*, Presses de l'Inalco, <https://books.openedition.org/pressesinalco/37192>

26. François Robinne, « Nationalism as Political Paranoia in Burma. An Essay on the Historical Practice of Power, Mikael Gravers », *Moussons*, 9-10 | 2006, 379-380, <https://journals.openedition.org/moussons/1953>

27. « Burma : The Long History of Myanmar's Civil Disobedience Movement », *The Irrawaddy* 29 mars 2021, <https://www.irrawaddy.com/news/burma/long-history-myanmars-civil-disobedience-movement.html>

28. Voir Stephen Campbell, « Rethinking Myanmar's Left Intellectual History: The Subaltern Politics of Banmaw Tin Aung and Thakin Po Hla Gyi », https://www.academia.edu/24486547/Rethinking_Myanmars_Left_Intellectual_History_The_Subaltern_Politics_of_Banmaw_Tin_Aung_and_Thakin_Po_Hla_Gyi

Birmanie - Myanmar

En 1942, l'invasion japonaise du pays commence avec l'appui de l'Armée pour l'indépendance birmane. À l'opposé, la plupart des minorités ethniques se sont rangées du côté des Britanniques, ce qui a creusé un fossé avec les nationalistes barmars (de l'ethnie majoritaire) qui ont réprimé les Karens, dénonçant leur « *trahison* ». En 1943, un gouvernement fantôme est établi avec Aung San comme ministre de la guerre et chef de l'armée. Cependant, réalisant finalement que les Japonais se comportaient en nouvel occupant, il fonde la Ligue antifasciste (AFPFL) et se rallie à son tour aux Britanniques. Le 27 mars 1945, l'armée birmane se soulève contre les Japonais. Ainsi, le 15 juin 1945, au défilé de la victoire, les drapeaux britanniques et de la résistance birmane flottaient de concert. Le 19 juillet 1947, Aung San et six autres membres du gouvernement provisoire sont assassinés par un dirigeant d'extrême droite après les accords de Panglong conclus avec les minorités ethniques (29). L'indépendance est formellement proclamée le 4 janvier 1948 donnant naissance à l'Union de la Birmanie (nom officiel de l'État), dont U Nu est le Premier ministre jusqu'en 1962.

La nouvelle Constitution a établi un fédéralisme limité et octroyé le droit aux États shan et karen de se séparer de l'Union après dix ans. Les Karen, à qui Londres avait promis l'indépendance, reprennent la lutte armée. Plus généralement, la « *question* » des minorités ethniques reste irrésolue et il ne pouvait pas en être autrement, compte tenu de la nature des forces politiques dominantes en Birmanie, de l'héritage des décennies passées.

Malgré son histoire tortueuse, après l'indépendance, l'Armée nationale birmane devient un mythe fondateur de la Birmanie et Aung San une figure tutélaire. Cependant, quelles que soient les racines populaires du PCB, il n'y a pas eu en

Birmanie un long processus combinant guerre populaire, lutte de libération nationale et révolution sociale comme en Chine. Le mouvement d'Aung San est de plus resté exclusivement bamar.

Trois mots sont utilisés en français, dont un seul appartient à la langue courante : les Birmans, signifiant usuellement toutes les habitant-es de la Birmanie. Le terme de « *bamar* » renvoie précisément aux membres de l'ethnie majoritaire occupant les plaines. Le nom Myanmar, aujourd'hui très utilisé en anglais, est un synonyme de Birmanie (30). Il a l'avantage de lever toute ambiguïté en permettant de reconnaître la pluralité nationale du pays – il est « *juste* », mais inconnu du grand public, même s'il commence à se répandre, au-delà des milieux universitaires, dans les cercles militants.

La question n'est pas secondaire. Le point de vue de la tradition de gauche historiquement dominante en Birmanie, telle qu'incarquée par Aung San (et prolongée par sa fille Suu Kyi), est celle de l'élite sociale bamar, à savoir un ethno-nationalisme qui se refuse à reconnaître la pluralité du pays et ressent « *l'autre* » comme une menace intérieure ou une ingérence extérieure. La volonté affirmée par la Ligue nationale pour la démocratie de marier socialisme et bouddhisme se fait sans tenir compte de ce qu'une partie notable de la population n'est pas bouddhiste. Elle a été incapable de proposer aux minorités ethniques un plan de développement économique et social commun, répondant à leurs besoins spécifiques.

La tradition de cette gauche est à la fois autoritaire et réformiste. Elle nourrit une conception très « *réaliste* » de la lutte de pouvoir, monopolisée par les appareils, suspicieuse envers le développement de mouvements sociaux autonomes. Dans ce contexte, ériger l'armée en mythe fondateur, expression et garante de la nation libérée, n'a pas été sans conséquences.

Une Birmanie (Myanmar) nouvelle peut naître demain au sortir de la terrible épreuve présente, mais il lui faudra pour cela rompre avec ce qu'est l'héritage dominant des mouvements socialistes ou communistes au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, quitte à retrouver d'autres racines moins connues.

Vers la dictature militaire

Pour des spécialistes (j'avoue ma totale incompétence en ce domaine), la place du pouvoir, identifiée à un ordre religieux, renvoie aussi à la cosmologie bouddhique.

Le régime est garant d'un équilibre qui ne saurait être rompu au risque de perturber l'ordonnance du monde. Ce concept, développé par le « *club* » du général (et futur dictateur) Ne Win, est cultivé dans une dialectique de l'unité ou du chaos, selon laquelle « *sans centralisme, la société tend vers l'anarchie* ». Pour Mikael Gravers, l'aboutissement de cette logique conduit à donner une forme quasi religieuse au nationalisme, or « *le nationalisme n'est pas religion et ni le nationalisme ni la religion ne sont en tant que tels agents de l'histoire. Nationalisme est une désignation réductrice pour le processus, ses modèles et ses stratégies* » (31).

Même d'un point de vue occidental, la Birmanie n'est pas un pays « *arriéré* » (terme dont, en général, il vaut mieux se méfier). Le pays connaît une relative prospérité, il est le premier exportateur de riz d'Asie du Sud-Est, son système éducatif est réputé, le taux d'alphabétisation très élevé. Dans les années 1940 et 1950, l'université de Rangoon était l'une des plus renommées d'Asie. Comme en d'autres pays de la région (le Pakistan...), la poésie occupe une place importante dans la culture bamar et bouddhiste, influencée aussi avec la colonisation par la littérature anglaise (32).

Cependant, l'armée se déchire. Une période de guerre civile et d'instabilité s'ouvre dont Ne Win sort vainqueur en 1962, à la suite d'un coup d'État sanglant. Il instaure une dictature qui s'auto-définit socialiste (bien des régimes qui ne le sont en rien se déclarent tels à l'époque), mais aussi, il faut le préciser, anticommuniste. C'est alors que se constitue la matrice des régimes militaires dont l'actuelle junte est l'héritière.

Ne Win isole le pays, le ferme au commerce extérieur et nationalise massivement au profit de l'armée. *Tatmadaw* devient l'ossature du pouvoir en tous domaines. Une grande partie des salarié-es sont employé-es par l'État (d'où le poids, aujourd'hui encore, des fonctionnaires). Il pourchasse le Parti communiste qui a constitué des bases aux frontières de la Chine et mène une répression féroce à l'encontre de certaines minorités ethniques, dont les Karens.

La Birmanie régresse historiquement. La « *gestion* » du pays par la dictature tourne au désastre. La pauvreté explose et l'éducation tombe et déshérence. La poésie est placée sous chape de plomb. En revanche, la numérologie (33), qui fait partie de la culture bamar, est à l'honneur. Au bout de 30 ans, Ne Win doit céder le pou-

29. Du nom d'une ville dans l'État Shan, dans le nord-est de la Birmanie.

30. Les mots birman et myanmar existaient en Birmanie avant la colonisation. Les Britanniques ont anglicisé le premier. Tous les mouvements de solidarité du siècle passé utilisaient le terme de Birmanie et ont alors refusé de le remplacer par Myanmar parce que c'était un régime dictatorial qui en avait fait en 1989 le nom officiel du pays.

31. François Robinne, op. cit.

32. Ko Ko Thett & James Byrne, *Bones will Crow. 15 Contemporary Burmese Poets*, Arc Publications, Lancs 2012.

33. Ensemble de croyances et de pratiques fondées sur l'attribution de propriétés à des nombres qui régissent les vies humaines, propriétés variables selon le contexte.

voir. Mais celui de l'armée perdure. Jusqu'à aujourd'hui.

Les mouvements de résistance

Retour sur l'histoire (34). La plupart des vagues de mobilisation antidictatoriales ont eu pour étincelle ou arrière-plan une crise socio-économique.

La crise de 1988. Cette année, Ne Win retire de la circulation les billets de 25, 35 et 75 kyats (nom de la monnaie birmane), provoquant un appauvrissement soudain d'une population déjà frappée par des difficultés économiques. Les étudiant·es politisé·es sont par ailleurs mobilisés après que la police ait relâché le fils de l'un des responsables du parti unique au pouvoir, le Parti du programme socialiste birman, impliqué dans une bagarre. Le feu est mis aux poudres quand la police antiémeute abat un étudiant pendant les mobilisations contre ce traitement de faveur et contre la démonétisation.

Le mouvement s'élargit à d'autres secteurs sociaux – dont des moines, des fonctionnaires ou des membres des forces de l'ordre. Le 8 août 1988, des centaines de milliers de Birmans manifestent dans le pays. La répression est sanglante et le nombre de mort·es gigantesque, estimé à au moins 3 000 entre mars et septembre. Un grand nombre se réfugient dans l'État Karen, où ils sont accueillis et parfois entraînés militairement par l'Union nationale karen (KNU).

Le mouvement est brisé, mais Ne Win doit se retirer. Un nouveau « *Conseil d'État pour la restauration de la loi et de l'ordre* » est formé, dirigé par le général Saw Maung puis, dès 1992, par le général Than Shwe. Face à l'opprobre international, la junte promet l'organisation d'élections multipartites, probablement convaincue qu'elle va les remporter, car elle pense incarner la légitimité historique de l'armée d'Indépendance. Elle se trompait !

Les élections de 1990. Aung San Suu Kyi se lance dans l'arène électorale. Elle mobilise les foules et fonde la Ligue nationale pour la démocratie. Elle est la fille d'Aung San. Un combat de légitimité historique. Plus profondément, les élections sont l'occasion d'exprimer un rejet massif du régime militaire. En mai 1990, alors que Aung San Suu Kyi est assignée à résidence, la LND, privée de sa dirigeante, emporte 392 des 485 sièges du Parlement !

La junte annule le résultat du scrutin qu'elle avait elle-même organisé. Les parlementaires de la LND sont réprimés, Aung San Suu Kyi reste en résidence surveillée.

L'opposition fonde, en riposte, un gouvernement de coalition nationale pour l'union de la Birmanie (NCGUB), composé de députés élus lors des législatives. Mais ce gouvernement birman en exil n'est pas reconnu. La junte continue de représenter la Birmanie dans les instances internationales.

Face aux crises de 1988 et de 1990, la « *communauté internationale* » s'est divisée entre les tenants de la politique de



sanctions (pas assez efficaces pour faire reculer la junte) prônée par les États-Unis, l'Union européenne, le Canada, la Nouvelle-Zélande et l'Australie – et les tenants de « *l'engagement constructif* » qui préserve le statu quo.

2007 et la « révolution safran ». En août 2007, la junte décide d'augmenter sans préavis le prix des carburants (un type de mesure qui induit une hausse généralisée des prix et qui provoque dans nombre de pays de véritables révoltes). D'anciens dirigeants étudiants de 1988, libérés après de longues années de prison, reprennent du service, se mobilisant conjointement contre l'augmentation des prix et pour la démocratie. Quand ils sont à nouveau arrêtés, des moines bouddhistes prennent le relais, d'autant plus qu'ils sont directement impactés par l'aggravation de la crise sociale. Ils dépendent des dons de nourriture, collectés chaque jour le matin, pour s'alimenter ! Ils fondent l'organisation clandestine « *Alliance de tous les moines birmans* ». Ils réclament la libération des prisonniers politiques et l'ouverture d'un dialogue avec les forces démocratiques. Certains bonzes se rendent même devant le domicile d'Aung San Suu Kyi où elle reste assignée à résidence.

Les manifestations gagnent en ampleur au cours du mois de septembre. La répression fait cette fois-ci peu de

mort·es (l'attention internationale est vive), mais le régime s'en prend aux journalistes, dont ceux de la Democratic Voice of Burma, un média audiovisuel birman dont les images sont reprises dans le monde entier. Les arrestations se multiplient. Le couvre-feu est décrété. Les monastères sont l'objet de raids nocturnes. Début octobre, le mouvement d'opposition s'épuise.

La junte organise à nouveau des élections, en novembre 2010, qui ne sont cette

fois-ci ni libres ni transparentes et que la LND boycotte. Le parti des militaires, l'Union pour la solidarité et le développement (USDP), emporte une victoire sans légitimité. Elle doit négocier et libère Aung San Suu Kyi. Les élections législatives de 2012, 2015 et 2020 sont toutes remportées haut la main par la LND. L'armée s'est résignée à un partage du pouvoir, mais après avoir imposé, en 2008, une Constitution garantissant la pérennité de son pouvoir. Aung San Suu Kyi, cheffe de facto du gouvernement birman à partir d'avril 2016, a fait sienne la politique de l'« *engagement constructif* », semble-t-il, dans l'espoir (qui s'est avéré illusoire) que *Tatmadaw* accepterait finalement une réforme constitutionnelle contraire à ses propres intérêts.

Les particularités de l'armée birmane

Compte tenu de ce qu'est l'armée birmane, pouvait-il en être autrement ?

La première question qui s'est posée après le putsch du 1^{er} février était : pourquoi l'armée l'a-t-elle décidé dans un pays où elle contrôlait déjà l'essentiel du pou-

34. Voir notamment Frédéric Debomy, « Birmanie : l'armée peut-elle un jour abandonner le pouvoir ? », *Asialyst* 12 mars 2021, <https://asialyst.com/fr/2021/03/12/birmanie-armee-tatmadaw-peut-elle-un-jour-abandonner-pouvoir/>



voir ? En matière d'orientation politique générale, nul désaccord d'orientation avec la LND ne justifiait la rupture. Un peu pour garantir l'avenir du général en chef Min Aung Hlaing dont l'âge de la retraite approchait, beaucoup pour reprendre la main alors qu'à force d'échecs électoraux successifs, la légitimité politique de *Tatmadaw* déclinait au profit de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) d'Aung San Suu Kyi. Les militaires birmans ont choisi de faire du Trump : "nous n'avons jamais envisagé qu'il puisse en être ainsi, donc cela n'est pas arrivé".

Forte de sa légitimité électorale, la LND voulait faire bouger les lignes au sein de l'équilibre inégal du pouvoir en élargissant petit à petit la sphère de compétence du gouvernement civil. Aung San Suu Kyi s'était bien gardée de mettre en cause les sources d'enrichissement des généraux et n'avait visiblement pas anticipé la violence de leur réaction. *Tatmadaw* a en effet décidé d'en finir, et pour de bon, avec tout partage des prérogatives. Le putsch du 1^{er} février a mis en terme à la coexistence entre l'armée et un gouvernement élu à la suite d'élections libre, qui donnait inexorablement la majorité à un parti concurrent, en l'état celui dirigé par la « *conseillère d'État* » Aung San Suu Kyi. Plus généralement, la junte s'est attaquée à la « *société civile* » entière, qui s'était développée à la suite de l'ouverture économique du pays, une décennie plus tôt : associations et syndicats, droits civiques, etc. Si le

Mouvement de désobéissance civile (MDC) s'est immédiatement constitué au lendemain du putsch, ce n'est pas seulement pour protester contre le renversement d'un gouvernement élu, mais parce que leurs libertés étaient directement ciblées – le précédent de 1988 n'avait pas été oublié.

La seconde question qui s'était posée, à l'étranger, au lendemain du putsch, portait précisément sur cela : la génération de généraux représentée par le général en chef Min Aung Hlaing agirait-elle avec la même brutalité que la précédente ou serait-elle plus modérée. Nous avons rapidement eu la réponse. *Tatmadaw* n'a pas changé.

Tatmadaw ne peut pas changer et c'est bien le problème. Comprenant au bas mot 350 000 hommes, elle est un État dans l'État, une forme de « *pouvoir total* », un monde à part. L'ossature professionnelle de l'armée (qui recrute aussi des conscrits forcés dans chaque famille) représente un ascenseur social pour des jeunes éduqués au culte du chef. Les gradés et leurs familles vivent en circuit fermé, bénéficient de privilèges qui en font une caste surplombant la société (il en va de même, soit dit en passant, pour des secteurs de la bourgeoisie mondialisée). Le corps des officiers tire d'immenses profits de son contrôle sur la bureaucratie d'État et sur deux grands conglomerats, le Myanmar Economic Corporation (MEC) et le Myanmar Economic Holdings Limited (MEHL) (35), ainsi que du trafic de pierres précieuses ou de bois. Ils constituent parfois des quasi-monopoles et englobent de nombreux secteurs : aviation, banque et assurance, énergie, pharmacie, importations, construction, tourisme, mines (de jade notamment), etc.

L'armée accorde les autorisations et les licences dans de nombreux secteurs

d'activité. L'« *économie kaki* » n'est pas propre à la Birmanie, tant s'en faut, mais elle est ici particulièrement développée, donnant naissance à un « *capitalisme de clientèle* », instrument de corruption et de contrôle. Le pouvoir de *Tatmadaw* ne s'organise pas qu'à l'échelle nationale. L'armée constitue une autorité parallèle qui double, de haut en bas, l'administration civile, lui donnant à chaque niveau une forte capacité d'influence sur la société. Même par temps de crise, il est aléatoire d'espérer des défections significatives en son sein (à la différence de la police, où elles se sont produites, et de conscrits forcés qui vivent sous la menace de représailles s'ils refusent d'obéir aux ordres). L'expérience passée lui donne confiance dans sa capacité à durer, face à l'opprobre et aux (toutes relatives) sanctions internationales. Elle sait qu'elle peut compter, par gros temps, sur l'appui de la Chine et de la Russie. La junte pense qu'elle a le temps pour elle.

Le nombre de défections semble en hausse, mais reste marginal. Les rivalités internes entre commandants pourraient cependant diviser l'état-major, notamment si le coût des sanctions devient si élevé que l'économie *kaki* entre en crise et que les profits qu'elle en tire s'effondrent. C'est théoriquement possible, mais cela n'a jamais été le cas par le passé.

Les instances du bouddhisme

En Birmanie comme ailleurs, les courants de référence bouddhiste peuvent, suivant les périodes ou les enjeux, couvrir le spectre politique entier. Des monastères se sont engagés dans la contestation démocratique, comme en 2007 ou aujourd'hui à Mandalay. D'autres mouvements peuvent se situer à l'extrême droite fascisante, comme ce fut le cas avec l'Organisation de Défense de la Race et de la Nation (Ma Ba Tha) qui a joué un rôle clé dans le génocide des Rohingyas. Quant aux autorités officielles (la Sangha), elles ne sont pas censées s'engager en politique, mais elles apportent traditionnellement leur appui au régime en place, sans faire de son caractère dictatorial une pomme de discorde. Après le putsch du 1^{er} février, l'état-major a pris soin de courtiser plus que jamais la hiérarchie religieuse.

L'ordre monastique compte 500 000 membres et il est divisé en 9 sectes (36). Dans un premier temps, face à la crise suscitée par le coup d'État du 1^{er} février, le clergé est resté en retrait. Des groupes de *bhikkus* (moines) ont certes rallié les mani-

35. Selon un rapport d'Amnesty International, MEHL aurait distribué, entre 1990 et 2011, 18 milliards de dollars de dividendes aux militaires en activité ou retraités.

36. Sur le bouddhisme Theravada en Birmanie et le contexte moderne, voir notamment Bénédicte Brac de la Perrière, « Les moines, une troisième force dans l'équilibre transitionnel des pouvoirs en Birmanie » in Aurore Candler (op. cit.) : <https://books.openedition.org/presse-sinalco/37102>

festations, pancartes brandies, mais cela est resté anecdotique – ils étaient moins nombreux que les moines pro-armée qui ont publiquement soutenu le putsch quelques jours avant qu'il se produise. Cependant, sous la pression continue du mouvement de désobéissance civile, l'alliance conservatrice entre autorités religieuses et régime militaire a commencé à se fissurer sérieusement. L'une des figures les plus influentes, Sitagu Sayada, très proche du général en chef, a subi une volée de critiques sur les réseaux sociaux. Sa secte, la Shwe Kyin, a fini par appeler les militaires à plus de modération dans la répression. Les moines pro-démocratie se font maintenant entendre, notamment à Mandalay, deuxième centre urbain de Birmanie, où plusieurs monastères sont entrés en dissidence ouverte. Dans cette ville, chaque jour, l'après-midi, les moines prennent la tête d'une manifestation éclair, sachant que leur présence constitue une protection.

Tout dernièrement, le président du Comité national du Sangha – une structure mise en place par la junte où elle a nommé des « vénérables » de son choix – a annoncé qu'il cessait toutes ses activités. Une mauvaise nouvelle pour la junte !

Des monastères à Mandalay et des moines, pour la plupart jeunes, ont bravé les édits religieux qui leur interdisent toute activité politique afin de proclamer leur condamnation des généraux. Cependant, la faction pro-militaire du clergé reste puissante, affirmant que le régime protège l'identité bouddhiste de la Birmanie contre la soi-disant menace d'une lente prise de pouvoir par l'Islam. Parmi ce groupe on retrouve le mouvement Buddha Dhamma Parahita Foundation, prolongation du Ma Ba Tha (interdit en 2017) dirigé par Ashin Wirathu et U Parmaukha, ces moines ultranationalistes et très influents qui poursuivirent de leur haine les Rohingyas jusqu'au génocide. Selon Paramaukha, Aung San Suu Kyi ouvrait la voie à « *l'extinction de notre religion, de notre ethnie et du pays tout entier* » (37).

Aung San Suu Kyi et l'avenir de la LND

La personnalité d'Aung San Suu Kyi et son ascendant sur la Ligue nationale pour la démocratie a occupé une place considérable dans l'histoire politique de la Birmanie (et du mouvement de solidarité) ces dernières décennies. Celles et ceux qui la connaissent ont à cet égard des opinions parfois contradictoires. Elle est très

courageuse, indéniablement. Mais, tout aussi indéniablement, il y a eu un véritable malentendu sur la nature de son engagement démocratique. L'image de l'icône, prix Nobel de la paix, s'est brisée quand elle a défendu bec et ongles, dans l'arène internationale, l'intervention de l'armée qui a conduit au génocide des Rohingyas, massacrés, obligés de fuir (750 000 réfugiés), devenus une population apatride sans avenir. Si un procès s'ouvrait enfin contre les militaires responsables de cette tragédie, Aung San Suu Kyi serait sur le banc des accusés pour complicité.

Pour certains, semble-t-il, son positionnement ne serait que calcul politique dans le jeu complexe qu'elle mène avec les militaires. Pour d'autres, elle ne veut pas entacher la réputation d'une armée dont son père a été fondateur. Au vu de la virulence et de la cohérence de son discours (elle s'est refusée à prononcer le nom des Rohingyas, les considérant comme des Bangladais) et aux obstacles qu'elle met à leur retour, cela me paraît des explications bien insuffisantes, même si ce ne sont pas des justifications.

On peut espérer que l'histoire dramatique de la longue persécution et du génocide de 2017 à l'encontre des Rohingyas, population en majorité musulmane vivant dans l'État Rakhine (Arakan), puisse être enfin revisitée par les jeunes générations.

Comme on l'a déjà noté, Aung San Suu Kyi appartient à l'élite sociale bamar dont elle partage le regard porté sur les minorités ethniques, et s'inscrit, me semble-t-il, dans l'ethno-nationalisme dominant. Elle est démocratique dans la mesure où elle prône la prééminence d'un gouvernement civil. Elle est par ailleurs autoritaire, ne donne pas pouvoir à la société civile et n'aime pas les contre-pouvoirs alternatifs à la LND. Elle était engagée avant le putsch du 1^{er} février dans un jeu complexe de pressions-négociations dont elle voulait garder toute la maîtrise, sans l'intervention autonome de la société civile dont elle « cadre » les libertés.

La crise actuelle est peut-être en train de rebattre les cartes. Même si en pays bamar, la résistance s'appuie massivement sur la légitimité électorale de Aung San Suu Kyi, de la LND et du CPHR, des centaines de milliers de personnes doivent contribuer à l'organisation quotidienne de la lutte dans leurs localités. Le Mouvement de désobéissance civile est né en dehors du contrôle de la Ligue – et une nouvelle génération de cadres doit se forger au sein même de cette dernière (Aung San Suu Kyi à 75 ans).

L'évolution de la LND et l'apprentissage du pluralisme militant dans le camp antidictatorial font partie des grandes questions ouvertes par la crise présente.

Bamars et minorités nationales

Autre grande question, les rapports entre Bamars (68 % de la population) au centre et membres des minorités nationales à la périphérie du bassin de l'Irrawaddy. Elle traverse, comme on l'a vu, toute l'histoire de la Birmanie. On a l'impression que pour la première fois, les conditions présentes rendent possible une solution fédérale réelle, partagée, donnant un contenu au nom officiel du pays : l'Union de Birmanie ou la république de l'Union du Myanmar, qui reconnaît l'existence de 135 groupes ethniques.

Une nouvelle génération militante, dite « *génération Z* », très jeune (des lycéennes et lycéens) peut rompre avec les préjugés passés. Le Mouvement de désobéissance civile s'est affirmé dans quasiment toutes les régions du pays et tous les États des minorités nationales. Il me semble que jamais auparavant cela n'avait été à ce point vrai.

Certes, il y a un décalage entre manifestations spontanées contre le coup d'État et le positionnement des autorités officielles (parlements) des États nationaux qui sont souvent restées attentistes.

Le premier objectif d'une minorité ethnique est d'être effectivement maître chez elle, d'avoir le contrôle de son territoire historique, de ne pas s'en voir dépossédée. En fonction de la conjoncture, elle peut conclure ou dénoncer des accords de cessez-le-feu avec le pouvoir central. Dans cette perspective, les autorités de chaque ethnie peuvent faire cavalier seul ou, au contraire, construire un front commun pour peser ensemble, par exemple pour imposer un véritable système fédéral. On se trouve probablement aujourd'hui dans une situation d'entre-deux (38). Un autre facteur dont il faut tenir compte, c'est qu'il y a généralement plus d'un parti et mouvement armé dans un État ethnique.

L'État karen (ou État de Kayin, frontalier de la Thaïlande) est en pointe dans l'opposition à la dictature. La cinquième brigade de l'Union nationale karen (KNU) représen-

37. AFP, publié par *Frontier Myanmar* du 13 mai 2021, <https://www.frontiermyanmar.net/en/buddhist-monks-in-myanmar-split-on-anti-junta-movement>

38. David Scott Mathieson, « The rebels who will and won't fight Myanmar's coup », *Asia Times* du 31 mars 2021, <https://asiatimes.com/2021/03/the-rebels-who-will-and-wont-fight-myanmars-coup/>

Birmanie - Myanmar

te l'un des plus grands groupes armés du pays. Il s'est d'emblée déclaré prêt à accueillir et à protéger les membres clandestins du CPHR, puis du GUN, l'autorité légale s'opposant à la junte. D'importants combats ont éclaté, l'armée bombardant le district de Papun. Plus de dix mille personnes ont fui leurs villages, certaines se réfugiant en Thaïlande d'où elles ont commencé par être refoulées (39). Cependant, la dureté du conflit a ouvert dans ses rangs un débat d'orientation, en préparation de son prochain congrès. De nombreuses organisations politico-militaires sont en fait actives dans l'État Karen, issues parfois de scissions, pouvant coopérer, mais aussi se combattre.

Dans l'État Kachin, tout au nord avec l'Inde et la Chine pour pays frontaliers, l'Armée de l'indépendance du Kachin (Kachin Independence Army) a attaqué un poste reculé de l'armée en mesure de rétorsion après qu'elle eut tué des manifestant-es du mouvement de désobéissance civile. Dans la ville de Shwegu, plus de 400 employés du gouvernement, dont des policiers, seraient en effet engagés dans le mouvement (40).

En Arakan (État Rakhine), la junte a retiré de la liste des organisations terroristes l'Armée d'Arakan (Arakan Army, AA) et un cessez-le-feu a été signé. Cependant, l'AA menace de le rompre si l'armée continue à attaquer dans son territoire l'opposition démocratique. En revanche, elle s'oppose violemment à la position politique présentée par le Gouvernement d'unité nationale reconnaissant les torts faits aux Rohingyas (ces formations rejettent notamment l'usage du nom Rohingya, même si c'est ainsi que s'appelle elle-même la population musulmane concernée, ne voulant parler que d'étrangers bangladais.).

Il en va de même dans d'autres États minoritaires. Les forces d'autodéfense restent en posture attentiste, mais peuvent réagir quand l'armée assassine des manifestant-es.

Comme on l'a souligné, pour les minorités nationales, la question du fédéralisme est essentielle. Dans l'adversité, la Ligue nationale pour la démocratie s'est (enfin) engagée à prendre effectivement en compte cette question. Si cet engagement

prend forme, cela peut changer la donne géopolitique en Birmanie même. Sinon, certaines minorités menacent d'exiger l'indépendance.

Pour l'heure, la situation sur le terrain reste mouvante. La Chine continue à peser sur le positionnement des États de la frontière nord et, en particulier, sur celui de la très puissante Armée unie de l'État Wa (UWSA), la mieux dotée en armement. Quant à la junte, elle fait tout pour coopter les élites sociales des minorités et se les attacher. Un bras de fer complexe est en cours dont l'issue contribuera à façonner l'avenir du pays.

L'impact géopolitique

Si le mouvement de désobéissance civile avait été rapidement brisé, la junte aurait probablement pu s'en tirer sur le plan international sans trop de dégâts. En matière d'investissements et de commerce, l'insertion de l'économie birmane est avant tout régionale : Singapour, la Chine, la Thaïlande, l'Inde... (le premier pays occidental concerné est la Grande-Bretagne). La règle d'or de l'ASEAN (41) est la non-ingérence dans les affaires intérieures de ses pays membres (cette association est un club de régimes autoritaires). C'est aussi la position traditionnelle que défend la Chine au conseil de sécurité de l'ONU. Des firmes occidentales (dont Total est un exemple type) jouent un rôle économique et financier considérable, mais elles ont l'habitude de travailler sans état d'âme avec des dictatures.

Le mouvement de désobéissance civile ne s'est pas éteint et a du coup modifié les règles du jeu diplomatique. L'attitude de la Chine en témoigne. En temps « normal », elle se serait contentée, avec la Russie, de s'opposer au conseil de Sécurité de l'ONU à toute « ingérence »

dans les affaires internes de la Birmanie (la presse chinoise avait commencé par décrire le putsch comme un gros remaniement ministériel). Cette fois-ci, si elle s'est opposée à ce que le conseil condamne la junte, elle a dû accepter qu'il exprime sa « grave préoccupation » et demande la « libération immédiate » de l'ensemble des personnes détenues ainsi que la fin des restrictions visant les journalistes et les activistes.

Plus généralement, Pékin doit concilier des intérêts contradictoires, ce qui devient difficile par temps de crise aiguë. Aung San Su Kyi avait d'excellentes relations avec Xi Jinping ; elle est aujourd'hui incarcérée et son procès pour haute trahison est annoncé. Le PCC considère que les territoires frontaliers occupés, dans le nord, par des minorités nationales font partie de son périmètre de sécurité géostratégique et leur vend des armes. Il a néanmoins besoin de sécuriser les très importants investissements réalisés dans le pays, ce qui exige un accord avec les militaires au pouvoir. Elle exige de ces derniers qu'ils protègent les entreprises textiles chinoises implantées en Birmanie (elles sont incendiées par mesure de rétorsion contre son soutien à la junte), ainsi que l'oléoduc et le gazoduc qui acheminent des ports birmanes une énergie vitale. L'accès à l'océan Indien reste un objectif majeur, le « couloir birman » (en sus du « couloir » pakistanais) lui en offre un. Dans ces conditions, la « stabilité », pour l'heure introuvable, du pays est très probablement sa priorité.

Il n'y a pas d'amour entre Pékin et la très anticommuniste *Tatmadaw* (il n'y a plus rien de « communiste » côté État chinois, mais il n'est pas certain que les généraux birmanes s'en soient rendu compte). Cependant, par gros temps, les putschistes peuvent compter sur le soutien plus ou moins enthousiaste de la Chine, de la Russie, du Vietnam, de l'Inde de Modi. Ces pays étaient tous représentés sur l'estrade lors de la célébration du « Jour de l'armée », Pékin un peu plus discrètement que Moscou. La junte a nommé un gouvernement qui comprend des personnalités civiles birmanes connues pour leurs liens avec le PCC (sur le terrain de la coopération économique ou culturelle) (42). Une mesure visant, probablement, à faciliter le déploiement du bouclier protecteur chinois.

Il est possible que Xi Jinping ne soit pour rien dans le coup d'État du 1^{er} février (aurait-il pu l'empêcher ?), mais il est certain que la carte chinoise a été considérée comme un atout maître par la junte, nourrissant son jusqu'au-boutisme. Elle peut



39. *The Irrawaddy*, 29 mars 2021 <https://www.irrawaddy.com/news/burma/10000-karen-flee-myanmar-military-airstrikes.html>

40. *The Irrawaddy*, 31 mars 2021, <https://www.irrawaddy.com/news/burma/kachin-independence-army-attacks-myanmar-regime-police-station.html>

41. Sigle anglais d'usage de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est.



compter sur ses deux principaux fournisseurs d'armes, la Chine et la Russie.

La solidarité dans la durée

À une résistance de longue durée doit répondre le développement dans la durée de la solidarité politique et financière. Trop peu d'organisations se sont immédiatement mobilisées, dès le début février, pour la construire. Il faut pousser à l'élargissement des sanctions internationales contre le complexe militaro-économique birman. Il faut exiger la reconnaissance formelle du GUN comme la représentation légale du pays en lieu et place de la junte. Il faut assurer la coopération entre les diverses composantes de la solidarité.

Certaines sanctions prises au lendemain du putsch font mal, comme le gel par le président Biden du transfert d'un milliard de dollars de la banque fédérale étatsunienne à la Birmanie. D'autres montrent ce qu'il serait possible de faire et sont un encouragement à la solidarité internationale qui peut, dans le contexte présent, être efficace. Cependant, dans l'ensemble, les mesures ne ciblent que les membres de la junte ou les ventes destinées aux forces de répression ; elles ne concernent pas l'empire économique de *Tatmadaw* et ne s'imposent pas, pour l'heure, aux principales firmes commerçant avec l'État et l'économie kaki.

Les États-Unis se sont (unilatéralement) dotés d'une arme nucléaire en termes de sanctions. Toute opération effectuée en dollars américains où que ce soit dans le monde peut tomber sous le coup de la justice étatsunienne si elle est contrai-

re à la politique de Washington. Cette arme a déjà été utilisée contre, par exemple, des banques ou entreprises faisant affaire en Iran et les amendes exigées atteignent des sommets ! Refuser de payer, c'est se voir interdit de présence aux États-Unis... Joe Biden a déclaré étudier la possibilité d'user de cette procédure dans le cas birman... mais ne l'a pas fait à ce jour.

L'Union européenne s'est arcbutée sur une définition réductrice des sanctions et cela ne semble pas en train de changer. Selon un diplomate, les ministres des Affaires étrangères des 27 États membres de l'UE ont affirmé, lundi 22 février, qu'ils se tenaient « *prêts à adopter des mesures restrictives visant les responsables directs du coup d'État militaire et leurs intérêts économiques* ». « *Les sanctions peuvent cibler seulement certaines administrations ou certaines personnes, militaires ou non, mais il faut d'abord réunir les preuves et constituer une base légale à ces sanctions* » (43). Comme le souligne Sophie Brondel, de l'association Info Birmanie, « *il ne faut pas seulement cibler les militaires, dont l'épargne est souvent placée à Singapour, mais les vastes entreprises qui renforcent leur pouvoir* ».

Un nouveau train de sanctions est annoncé à l'ONU et par divers gouvernements, il faudra juger sur pièces.

La junte birmane s'est retrouvée en situation de grande faiblesse au lendemain de son putsch, du fait de l'entrée massive en désobéissance civile du gros de la population. Le coup a été mis en échec. Malheureusement, faute d'une solidarité internationale assez large et de sanctions

efficaces, elle a pu reprendre progressivement l'initiative. Le temps joue actuellement en sa faveur, les instances internationales ne reconnaissant pas officiellement le Gouvernement d'unité nationale. (44) La résistance au Myanmar s'inscrit maintenant dans la durée. La solidarité doit faire de même.

L'enjeu de la crise birmane est international. L'Asie du Sud-Est est à la charnière de la région Asie-Pacifique dont l'importance géostratégique est devenue majeure : c'est là que se joue de façon primordiale le face-à-face entre les États-Unis et la Chine. C'est là aussi qu'en réaction au durcissement des régimes dictatoriaux, une vague de résistances démocratiques s'est initiée, de Hong Kong à la Thaïlande. La Birmanie prolonge cette vague. Pour bien des raisons, les mouvements progressistes dans des pays comme les Philippines (où l'armée mène à nouveau une guerre totale contre tout ce qu'elle choisit de considérer comme subversif et où les minorités ethniques vivent aussi un processus violent de dépossession) considèrent que le combat des peuples du Myanmar est le leur. L'issue de la lutte aura des implications dans toute la région. ■

42. *The Irrawaddy*, 29 mars 2021, <https://www.irrawaddy.com/opinion/analysis/myanmar-regimes-cabinet-includes-old-china-hands.html>

43. Cité par Bruno Philip et Julien Bouissou, « Accor, Total... ces entreprises françaises liées à la junte militaire birmane », *le Monde* du 3 mars 2021.

44. Voir en ce qui concerne la récente réunion de l'ASEAN, le blog de Frédéric Debomy sur *Mediapart* : <https://blogs.mediapart.fr/frederic-debomy/blog/250421/en-birmanie-l-asean-au-secours-de-min-aung-hlaing>

Nouvelle guerre civile au Cabo Delgado « Le pire scénario serait que le Mozambique devienne un nouvel Afghanistan »

Entretien de Mariana Carneiro
avec Joseph Hanlon*

Mariana Carneiro : *La cupidité et la corruption des dirigeants du parti au pouvoir, le Frelimo (1), jouent un rôle central dans le conflit du Cabo Delgado. Mais ce rôle ne serait pas possible sans le soutien et l'encouragement de la communauté internationale, des institutions et des banques étrangères.*

Joseph Hanlon : Le Frelimo s'est imposé dans la période post-indépendance comme un gouvernement multiracial se réclamant socialiste et qui représentait une menace pour les États-Unis d'Amérique et l'Afrique du Sud de l'apartheid. Lorsque Ronald Reagan est devenu président des États-Unis, il a intensifié la guerre froide et déclenché des guerres par procuration. L'une de ces guerres a eu lieu au Mozambique. Les États-Unis ont utilisé l'Afrique du Sud pour attaquer le pays, créer la Renamo (2), etc.

Avec la fin de la guerre froide, la guerre par procuration a pris fin. Les dégâts ont été énormes. Au moins un million de personnes sont mortes dans cette guerre. Les infrastructures ont été gravement tou-

chées, la Renamo ayant détruit toutes les activités économiques dans les zones rurales. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) sont arrivés et ont dit : « *Nous allons vous sauver* ». Et ils ont exigé la même chose que ce qu'ils ont imposé en Europe de l'Est et en Asie centrale : une « *thérapie de choc* », qui consiste essentiellement à tenter de convertir rapidement les « *communistes* » en capitalistes. Et pour créer des oligarques et une corruption massive, ce qui est arrivé au Mozambique.

Ainsi, depuis 1995, de nouveaux capitalistes ont été créés au Mozambique (3). On leur donne des entreprises privatisées, on leur accorde des prêts de la Banque mondiale, sans avoir à se soucier de les rembourser... Et leurs entreprises dépendent entièrement de contrats avec l'État. Le fait qu'ils soient l'élite de l'État est donc le moyen de devenir des hommes d'affaires. La construction du Mozambique capitaliste passe par une fusion du parti et des affaires.

Il est important de mentionner qu'en 1995, le Mozambique était un pays extrêmement pauvre. À l'époque, les ressources naturelles n'étaient pas encore exploi-

tées. Toutes les connexions pour faire de l'argent impliquaient des capitaux étrangers. Au cours des vingt années suivantes, un système a été développé que j'appelle « *oligarques compradores* » (4). Le plus grand oligarque est Armando Guebuza, possiblement déjà l'homme le plus riche du pays lorsqu'il est devenu président du Mozambique (5). Ce qui est important à propos d'Armando Guebuza, c'est qu'il avait été commandant du Frelimo pendant la guerre de libération nationale (6).

Sous la présidence de Guebuza (7), un système très complexe de clientélisme est créé. Le FMI et la Banque mondiale ont appris aux Mozambicains qu'il faut payer pour tout, même pour les services qui devraient être garantis par l'État. Ce fut le capitalisme.

Dans ce système clientéliste, toutes les personnes en dessous de vous font ce que vous leur dites de faire. Et vous faites ce que tout le monde au-dessus de vous vous dit de faire. Et la personne au milieu gagne de l'argent grâce à sa position. Ce système est connu localement sous le nom de « *cabritismo* » (8), d'après le dicton « *la chèvre mange là où elle est attachée* ». Au niveau du district, à un moment donné, le

* Joseph Hanlon est un journaliste anti-impérialiste, chercheur et *visiting senior fellow* en développement international à la London School of Economics, au Royaume-Uni. Il est l'éditeur de *Mozambique News Reports and Clippings*, a été reporter de la BBC au Mozambique entre 1979 et 1985 et a écrit plusieurs livres et de nombreux articles sur ce pays, en anglais et portugais. Mariana Carneiro est journaliste au site *Esquerda.net*, lié au Bloc de Gauche portugais. Cet entretien a d'abord été publié le 20 juin 2020 sous le titre « Cabo Delgado : "Pior cenário é Moçambique transformar-se no Afeganistão" » par les sites *Esquerda.net* (<https://www.esquerda.net/artigo/cabo-delgado-pior-cenario-em-mocambique-transformar-se-no-afeganistao/75133>). Traduction du portugais et annotation de Michel Cahen. Nous remercions J. Hanlon et M. Carneiro de l'autorisation pour sa publication dans *Inprecor*. 1. Le Frelimo (Front de libération du

Mozambique) a mené la lutte armée anticoloniale contre le Portugal de 1964 à 1974. Il est au pouvoir depuis 1975, d'abord comme « *parti unique marxiste-léniniste* » de 1975 à 1990, puis comme parti hégémonique néolibéral. Il a gagné toutes les élections dans des conditions plus ou moins frauduleuses et est gangrené par une corruption massive. Les premières élections multipartitaines ont eu lieu sous l'égide de l'ONU en octobre 1994 et le premier gouvernement élu a été investi en janvier 1995.

2. La Renamo (Résistance Nationale du Mozambique), créée avec le soutien de la Rhodésie en 1976 puis soutenue par l'Afrique du Sud, a mené une révolte armée contre le régime du Frelimo de 1977 à 1992, date des accords de paix de Rome. Le débat a fait rage dans les milieux concernés pour savoir s'il s'agissait d'un mouvement fantôme (« *bras régional armé de l'apartheid* ») ou d'un mouvement certes créé avec l'appui des racistes blancs mais qui ensuite a réussi à

créer une vraie base sociale, notamment auprès de paysans refusant la politique de modernisation autoritaire du Frelimo (regroupement obligatoire en « *villages communaux* », répression des religions traditionnelles, marginalisation des chefs communautaires, etc.). Ici, J. Hanlon penche plutôt pour la première de ces thèses.

3. Le premier tournant économiquement libéral au Mozambique a eu lieu encore en pleine période de « *marxisme-léninisme* » en 1983, avec l'adhésion du pays au FMI, à la Banque Mondiale et à la Convention de Lomé en 1985 et avec le plan d'ajustement structurel de 1987. Il s'agissait aussi de vider les revendications « *pro-capitalistes* » de la Renamo de leur bien-fondé puisque le Frelimo lui-même devenait capitaliste, et cela correspondait aussi à la mutation sociale de son élite dirigeante. Le tournant néolibéral s'est ensuite accentué continuellement, malgré les émeutes de la faim de 2008 et 2010.

4. Oligarques [mozambicains] agissant en

tant qu'agents d'organisations étrangères engagées dans l'investissement, le commerce ou l'exploitation économique ou politique.

5. Suite aux élections d'octobre 2004, il est investi en janvier 2005. Il avait été notamment ministre des Transports pendant la guerre civile et avait défendu au sein du parti la thèse de la transformation directe de l'élite politique du Frelimo en « *bourgeoisie nationale* », ce qu'il a pratiqué lui-même.

6. Il avait aussi été commissaire politique national lors de l'indépendance et était censé être proche de l'URSS, ce qui ne l'a pas empêché de développer ses affaires (un « *élevage de canards* », disait-il).

7. Il a été président pendant deux mandats (2005-2009, 2010-2014) mais n'a pas réussi à convaincre son propre parti de modifier la constitution pour lui permettre d'en briguer un troisième.

8. De *cabrito* (chèvre). La traduction littérale serait « *chevrisme* ».

responsable local reçoit un appel téléphonique d'un ministre ou d'un gouverneur lui indiquant de céder des terres à une certaine personne. Tout le système fonctionne de cette manière, au point que l'éducation est capturée par la machine électorale. Les enseignants doivent satisfaire le directeur de l'école en travaillant activement [pour le Frelimo] lors des élections et, en contrepartie, ils peuvent demander des pots-de-vin aux élèves et aux parents, et ils ne sont pas tenus d'assister aux cours (9). Les enseignants de l'opposition (10), quant à eux, sont mutés dans une école de brousse.

Mariana Carneiro : Quand la vague de privatisations a-t-elle commencé au Mozambique ?

Joseph Hanlon : Pendant la guerre. Le Mozambique a littéralement privatisé des milliers d'entreprises. C'était une condition de la « *thérapie de choc* » imposée par le FMI et la Banque mondiale, qui exigeaient également la privatisation des banques commerciales publiques (Banco Comercial de Moçambique et Banco Popular de Desenvolvimento). Les entreprises les plus rentables ont été confiées à des multinationales étrangères. Et tout le reste est allé à l'élite mozambicaine. Le Frelimo lui-même voulait acheter les généraux pour la guerre, en leur donnant des entreprises, des terres, etc.

L'une des choses que nous savons maintenant, officiellement, est que la Banque mondiale a insisté pour que des prêts soient accordés aux Mozambicains pour qu'ils acquièrent les entreprises privatisées. Ce processus a été réalisé grâce à un fonds de la Banque mondiale. Les banques mozambicaines ont prévenu que ces entreprises ne seraient pas en mesure de rembourser les prêts. Un rapport d'évaluation interne officiel indique que la Banque mondiale leur a donné pour instruction de continuer à les leur accorder.

Mariana Carneiro : Entre-temps, les ressources minérales sont apparues...

Joseph Hanlon : À partir de 2005, plusieurs ressources ont été découvertes et on a pris conscience que le Cabo Delgado (11) était riche en minéraux. Il y a du graphite, des rubis, des sables bitumineux...

La mine de rubis est contrôlée par l'oligarque Raimundo Pachinuapa, qui était un combattant de la guérilla dans la lutte de libération nationale (12).

Mariana Carneiro : C'est devenu un



général...

Joseph Hanlon : Un général et membre du comité politique du Frelimo. Près de soixante ans plus tard, ce sont les mêmes personnes qui dirigent le parti.

Et le plus grand oligarque du Cabo Delgado est Alberto Chipande, celui qui aurait tiré le premier coup de feu pendant la guerre (13). Chipande est également toujours resté membre de la commission politique du Frelimo en tant que « *parrain* » de Cabo Delgado.

Mariana Carneiro : Pachinuapa s'est allié avec les Britanniques de Gemfields...

Joseph Hanlon : Il a utilisé sa position pour s'emparer des terres où se trouve la mine, a chassé des milliers de personnes et a confié à Gemfields 75 % de l'entreprise à condition de ne rien faire et de garder 25 % de l'argent récolté.

Le directeur de Gemfields au Mozambique est Samora Machel Júnior, Samito (14). Tout se fait en famille. Ces gens contrôlent l'économie du Cabo Delgado : le légal et l'illégal. Et ce qui est légal ou illégal change. Les habitants de la côte faisaient le commerce de ces produits – ivoire, bois, etc. – depuis des générations. C'est devenu, techniquement, illégal, mais personne au départ n'a pris cette interdiction très au sérieux. Entre-temps, les oligarques en sont venus à contrôler toutes ces transactions, en association avec les familles de commerçants asiatiques établies dans la province. Dans le sud de l'Italie, il existe un ensemble de familles mafieuses qui contrôlent le territoire. Au Cabo Delgado, il y a un groupe d'oligarques qui contrôle l'économie.

Ainsi, les investissements au Cabo Delgado n'ont pas profité et ne profitent

toujours pas à la population car les oligarques gardent tout l'argent.

Mariana Carneiro : Les oligarques et les multinationales étrangères...

Joseph Hanlon : Attention, je parle ici de la période encore antérieure au gaz naturel. En ce moment, nous avons le commerce du bois qui va en Chine, le trafic de la drogue venue d'Afghanistan.

Lorsque le gaz est découvert, vers 2010, l'échelle devient différente. Il s'agit du deuxième plus grand champ gazier d'Afrique. Et cela arrive à un moment où le gaz naturel liquéfié (GNL) est transporté dans le

monde entier. Un gaz qui, il y a vingt ans, n'aurait eu aucune viabilité marchande, peut maintenant être transporté sous forme de GNL.

Soudain, les gens se sont mis à parler d'énormes sommes d'argent : 100 milliards d'euros d'investissements, des revenus pour le Mozambique en vingt-cinq ans de 95 milliards d'euros. L'élite politique et économique pensait que le Mozambique serait « *l'El Dorado* », tout comme Abu Dhabi, le Qatar ou le Koweït.

Mariana Carneiro : Et puis le Crédit Suisse entre en scène...

Joseph Hanlon : Le Crédit Suisse a établi des liens avec Guebuza, ou du moins avec la famille de Guebuza. Et il a proposé un

9. Les demandes de faveurs sexuelles sont également monnaie courante et très rarement réprimées. Les parents conseillent même souvent aux jeunes filles de ne pas se plaindre, afin d'obtenir le diplôme.

10. Un parti d'opposition autre que la Renamo, le MdM (Mouvement démocratique du Mozambique) est assez implanté au-près des enseignants.

11. Le Cabo Delgado est une vaste province au nord-est du Mozambique, frontalier de la Tanzanie, en face de l'archipel des Comores. Sa population multi-ethnique a une riche civilisation forgée par les siècles de son insertion à la sphère swahilie et de l'océan Indien. C'est une zone de plus forte implantation de l'islam dans le pays, notamment sous la forme des confréries soufies.

12. Le rubis était déjà exploité depuis plusieurs années de manière artisanale, jusqu'à ce que l'entreprise de R. Pachinuapa en obtienne la concession et expulse les artisans mineurs – ce qui provoqua plusieurs assassinats. Certains de ces anciens mineurs ont ensuite rejoint la rébellion djihadiste.

13. Selon la version officielle de l'histoire, le premier coup de feu de la guerre de libération aurait eu lieu le 25 juin 1964, par un groupe commandé par Alberto Chipande.

14. Samora Machel Junior, dit Samito, est l'un des fils de Samora Machel, l'ancien président « *marxiste-léniniste* », et charismatique, du Mozambique depuis l'indépendance, mort dans un accident d'avion en 1986.

Mozambique

accord formidable : un prêt de 2 milliards de dollars qui n'aurait pas à être remboursé, car l'argent du gaz le couvrirait, et un système de protection des côtes. De plus, les pots-de-vin perçus pourraient s'élever à 300 ou 400 millions de dollars. Le tout gratuitement. Et les Mozambicains ont dit oui, ça leur semblait être une bonne affaire. Le Crédit Suisse a toutefois prévenu que cet accord devait rester secret, car il violait les règles du FMI. Nous parlons d'une des plus grandes banques du monde qui dit : « *Ne vous inquiétez pas, tout va bien, le gaz remboursera le prêt* ». La banque a donc voulu augmenter la taille de la dette, augmenter le montant du prêt. La proposition secrète prévoyait la création d'une flotte de pêche au thon, d'une société de sécurité maritime et d'une société de réparation et d'entretien de navires.

Lorsque le prêt à Ematum – Empresa de Atum de Moçambique (15) – a été rendu public en 2013, le gouvernement mozambicain a garanti qu'il n'y avait plus de dettes, et le FMI a seulement demandé que le prêt soit inclus dans le budget de l'État. Cependant, en avril 2016, le *Wall Street Journal* a révélé une dette cachée de 622 millions de dollars au profit de ProIndicus (16) et une autre de 535 millions de dollars de MAM (17), toutes deux assorties de garanties de l'État mozambicain. Une fois de plus, le gouvernement mozambicain a affirmé à la face de Christine Lagarde que l'accord secret n'avait pas eu lieu, qu'il n'y avait pas de dette cachée (18).

Les prêts accordés aux trois sociétés – Ematum, ProIndicus et MAM – prévoyaient d'importants achats de bateaux, d'avions, d'équipements de communication et d'autres « *matériels* » en provenance de France, d'Allemagne, du Portugal, de Turquie, de Chine, d'Inde, d'Israël, de Suède, d'Autriche, de Roumanie et des États-Unis.

Deux autres crédits fournisseurs secrets de 221 millions de dollars contractés

par le ministère de l'Intérieur entre 2009 et 2014, dont des voitures blindées pour répondre aux menaces d'émeutes à Maputo en avril 2016, ont également été rendus publics. Au total, le gouvernement a secrètement garanti 2 228 millions de dollars de dettes.

Christine Lagarde a considéré comme une offense personnelle le fait d'être trompée par des ministres du gouvernement du Mozambique. Le FMI a alors annulé les lignes de crédit et les donateurs d'aide budgétaire ont cessé leurs paiements. Mais ils ont continué à financer des projets (19).

Le Frelimo a réussi à survivre à cette situation, en cessant de payer ses factures, en abandonnant des projets...

Une étude récente du CIP (20) révèle que le coût réel des dettes cachées pour les Mozambicains s'élève à 11 milliards de dollars, essentiellement en raison des dommages que les donateurs ont causés à l'économie, pour punir le gouvernement. Et les sanctions fonctionnent rarement, car elles pénalisent les gens, pas les gouvernements.

Mariana Carneiro : Que s'est-il passé avec l'avancée de l'exploration gazière ?

Joseph Hanlon : Le projet gazier a avancé dans une première phase avec la compagnie pétrolière nord-américaine Anadarko (21) et la compagnie italienne Eni. À cette époque, plusieurs étrangers et personnes du Sud (22) ont commencé à venir au Cabo Delgado. La population locale a réalisé qu'elle ne bénéficierait pas de l'exploration gazière. Anadarko a déclaré aux banquiers que 15 000 travailleurs, principalement des Philippins, seraient amenés de l'étranger.

L'accord de prêt de 14,9 milliards de dollars, signé en juillet 2020 pour financer le projet gazier, prévoyait que **UK Export Finance** garantirait 1 milliard de dollars, soutenant la création de 2 000 emplois au Royaume-Uni, et que **US Export-Import Bank** interviendrait à hauteur de 4,7

milliards de dollars, ce qui garantirait 16 700 emplois aux États-Unis. Le projet de construction lui-même ne fournirait que 2 500 emplois aux Mozambicains. De plus, la plupart des emplois mozambicains ne seraient pas occupés par des personnes du Cabo Delgado, ce qui a alimenté les sentiments de marginalisation et d'injustice.

Mariana Carneiro : Et ce sentiment d'exclusion est finalement exploité par les insurgés, connus localement sous le nom de machababos.

Joseph Hanlon : Oui. Il y a un phénomène mondial de fondamentalistes, chrétiens comme musulmans. Dans le nord du Mozambique et en Tanzanie, nous avons les deux en même temps. La région côtière mwani (23) est musulmane. Et il y a là des prédicateurs fondamentalistes qui disent aux enfants et aux jeunes de la région que la charia apportera l'égalité, garantissant à chacun une part de cette richesse. Leur message est très simple : la charia est socialiste. C'est le message que les mouvements de libération nationale diffusaient à la fin des années 1960 : celui de l'indépendance et que le socialisme garantirait une redistribution équitable des richesses. Plus de cinquante ans plus tard, le message est le même, mais au lieu de l'indépendance, c'est la charia.

Il existe un autre phénomène qui est également à l'origine de la guerre à Cabo Delgado : la violence au long de la côte. Les habitants sont convaincus que les élites ne veulent pas seulement les exploiter, mais aussi les tuer (24). Et donc ils croient qu'ils doivent combattre et peut-être tuer les élites. La méfiance est totale. Parce qu'ils ont l'habitude de devoir payer pour avoir accès aux services de santé, si quelqu'un vient leur dire qu'il va mettre du chlore dans l'eau et ne leur demande pas d'argent, ils pensent qu'il va mettre le choléra dans l'eau et qu'il veut les empoisonner. Des professionnels de la santé et des élites ont été tués à coups de machette.

Si nous regardons les paysans

15. Prêt de 850 millions d'euros pour une flotte de thoniers et de sécurité maritime, détenu à 33 % par l'IGEPE (une holding d'État), à 33 % par Emopesca (société de pêche d'État) et à 33 % par le SISE (Service d'information et de sécurité de l'État, la toute-puissante police secrète dont le budget dépasse souvent celui du ministère de l'Agriculture). La commande a été passée aux chantiers navals de Cherbourg et l'inauguration du chantier a été faite en présence du président François Hollande en 2013.

16. Société créée pour assurer la sécurité maritime, notamment pour les opérations

pétrolières et gazières en mer, détenue à 50 % par Monte Binga (ministère de la Défense et société du gouvernement central) et à 50 % par le SISE.

17. Mozambique Asset Management, société constituée pour la réparation et l'entretien maritime, détenue à 98 % par le SISE et à 1 % chacun par Ematum et Proindicus. Les montages pour les trois sociétés concernées y donnaient en fait tout le pouvoir aux services secrets.

18. Des prêts d'un tel montant auraient, selon la Constitution, dû être approuvés par l'Assemblée nationale, ce qui ne posait pas de problème politique (le Frelimo est

majoritaire), mais aurait empêché le secret et alerté le FMI qui surveillait le niveau d'endettement maximum du pays. Ces prêts clandestins, garantis par l'État, ont donc été de surcroît illégaux.

19. C'est surtout l'aide étrangère directe au budget de l'État qui a été stoppée.

20. Centre pour l'intégrité publique, une courageuse ONG anti-corruption du pays.

21. Compagnie américaine ensuite rachetée par Total.

22. Historiquement, l'élite politique du Frelimo est surtout originaire de l'extrême sud, où se trouve la capitale, Maputo.

23. Les Mwani forment la population côtière

majoritaire du Ca-bo Delgado, historiquement liés à l'aire swahili et musulmans. Ils ont toujours été marginalisés par le Frelimo au profit des Maconde, groupe minoritaire plus dans l'intérieur, qui a été le fer de lance de la guérilla au début de la lutte armée anticoloniale (même si la direction politique était surtout du sud).

24. Cette conviction est ancienne, d'où, par exemple, le fréquent refus des vaccinations (prises pour une injection de poison), etc. Les confiscations de terres payannes par des dirigeants pour des projets d'agro-négoce ou gaziers renforcent cette conviction.

mozambicains, ils n'ont que deux outils : les houes et les machettes. C'est un outil agricole. Lorsque les *machababos* (25) ont commencé à faire les premières incursions, avec une douzaine de personnes, ils n'avaient qu'une ou deux armes. Les attaques ont été faites avec des machettes.

Lorsque l'attaque de Mocímboa da Praia a eu lieu (26), le recrutement a commencé parmi les habitants locaux. La guerre s'est étendue. Depuis lors, nous avons vu l'utilisation de tactiques de guérilla. Si nous regardons la guerre de la Renamo, nous trouvons plusieurs similitudes. Et cela n'a rien à voir avec l'islamisme fondamentaliste. C'est ce que font les guérilleros. Il est possible qu'ils reçoivent une formation de l'extérieur. Le Cabo Delgado devient un point d'ancrage, et certainement des djihadistes sans liens organisationnels préalables sont attirés dans la province (27).

L'attaque de Mocímboa da Praia de 2020 était probablement mieux coordonnée. Toutes les armes, à l'exception peut-être des mortiers, avaient été volées à la police. Mais à Mocímboa da Praia, quelqu'un a coulé un bateau avec un lance-grenades RPG. Je pense que cela suggère que cette personne a été formée et a appris à le manier.

Les *machababos* ne transmettent pas un message islamique, mais un message anti-gouvernemental. À Palma (28), ils ont dit à la population [du bourg] qu'ils ne voulaient pas les toucher, pas plus que les paysans. La cible était l'administration du district. Ils n'ont même pas touché les intérêts internationaux. Ce sont les soldats du gouvernement qui ont passé dix jours à mettre Palma à sac (29).

Mariana Carneiro : ... et à piller des banques.

Joseph Hanlon : C'est vrai.

Mariana Carneiro : Pendant ce temps, la guerre s'intensifie...

Joseph Hanlon : Lorsque le gouvernement a eu recours à des mercenaires, les insurgés ont cherché un soutien pour équilibrer les forces. Et il semble qu'ils aient pu vaincre les Russes [Groupe Wagner] très facilement. Mais ils n'ont pas pu vaincre le DAG [Dyck Advisory Group, d'Afrique du Sud].

Mariana Carneiro : Quelle est la meilleure façon de combattre cette guerre ?

Joseph Hanlon : La meilleure façon de résoudre cette guerre est de créer des emplois. La plupart des insurgés se battent parce qu'ils veulent un travail, un salaire.



Si 10 000 emplois étaient créés, la guerre serait terminée, car il n'y aurait plus personne pour se battre. Et c'est facile à faire, nous savons comment le faire.

Je donne toujours l'exemple de Franklin D. Roosevelt aux États-Unis, président pendant la grande dépression des années 1930. La crainte était que les chômeurs deviennent communistes et renversent le gouvernement. Roosevelt a institué la *Works Progress Administration (WPA)*, qui a créé très rapidement des millions d'emplois et assuré la scolarisation et la formation professionnelle des travailleurs.

Si nous le voulions, nous pourrions arrêter la guerre, mais il semble que personne ne soit intéressé à le faire.

Mariana Carneiro : À l'heure actuelle, plusieurs pays veulent participer à l'action.

Joseph Hanlon : Tout le monde veut jouer. Tout le monde veut envoyer ses soldats au Mozambique, pour différentes raisons.

Mariana Carneiro : Qu'est-ce que ces pays ont l'intention de défendre ?

Joseph Hanlon : S'ils envoient des troupes, même si ce n'est que pour une formation, ils ne peuvent pas dire qu'ils envoient l'armée pour aider les oligarques à tuer des paysans affamés. Ils doivent dire qu'ils vont aider à combattre « *l'Empire du mal* ». Et qui est le nouvel « *Empire du mal* » ? L'islam. La version doit donc être que toute cette situation est liée au terrorisme islamique et vient de l'extérieur.

Les États-Unis d'Amérique prennent la tête de ce processus. Le pays souhaite depuis longtemps disposer d'une base au Mozambique, à Nacala. C'est un endroit assez profond pour les sous-marins (30), et il y a un grand aéroport. Par conséquent, les États-Unis veulent faire du

Mozambique le nouvel Afghanistan.

Le Portugal et l'Afrique du Sud ont tous deux perdu des guerres au Mozambique. L'Afrique du Sud a perdu la guerre de la Renamo, et le Portugal a perdu la guerre d'indépendance. Ils veulent absolument avoir des troupes sur le terrain pour des raisons psychologiques (31). Et les armées de ces pays ont besoin de soutien. L'Afrique du Sud réduit son budget militaire. Si l'Union européenne paie l'Afrique du Sud pour qu'elle envoie ses soldats, ce serait merveilleux. Le Portugal a encore la gueule de bois après avoir été battu par le Frelimo.

La France et l'Afrique du Sud veulent également continuer à contrôler le canal du Mozambique et la France est très intéressée par l'envoi de la Légion étrangère dans ce pays.

25. Les gens appellent les insurgés Al-Shabaab, ce qui veut dire « *les jeunes* » (même nom qu'en Somalie, mais sans rapport organisationnel) car la rébellion a commencé sous la forme d'une dissidence salafiste menée notamment par des jeunes. En portugais local, avec la mention du pluriel bantou « Ma- » et la mention du pluriel en portugais « -os », cela donne *Machababos*.

26. En 2017. Cette ville a été reprise en août 2020 par les insurgés et jamais reconquise par le pouvoir.

27. Le groupe a officiellement adhéré à l'État islamique (région d'Afrique centrale), mais cela ne diminue en rien l'importance des facteurs locaux.

28. Bourgade au nord de Mocímboa da Praia, à six kilomètres d'Afungi où Total avait son camp de base, abandonné depuis.

29. Dès que les insurgés ont quitté le bourg (en restant dans les environs), les détachements militaires gouvernementaux ont pillé la ville (y compris les banques et l'église catholique que les insurgés n'avaient pas touchée).

30. Nacala, principal port de la province de Moçambique (avec un « ç », à distinguer du Mozambique avec un « z », le pays), située au sud de celle du Cabo Delgado, dispose d'un formidable port naturel qui a toujours intéressé l'OTAN.

31. Le Portugal a utilisé sa position de présidence de l'Union européenne de janvier à juin 2021 pour pousser à une intervention militaire.



Il est intéressant de noter qu'aucun des pays qui veulent envoyer du personnel militaire au Mozambique n'a jamais gagné une guerre de guérilla. Ils envoient une bande de perdants pour aider le Mozambique.

Mariana Carneiro : C'est une bonne perspective...

Joseph Hanlon : Tous les perdants veulent réessayer.

La France a encore un autre problème. Le pays veut vraiment défendre Total et sécuriser l'exploration du gaz.

Il reste le Rwanda, qui a une armée très professionnelle. Ils sont l'un des principaux contributeurs aux forces de main-

32. Après l'attaque de Palma (mars 2021), Total a (provisoirement) cessé ses opérations, retiré tout son personnel et gelé les accords de sous-traitance avec des entreprises mozambicaines.

33. Depuis cet entretien, l'armée rwandaise a commencé à intervenir au Cabo Delgado. L'actuel président mozambicain, Felipe Nyusi, a joué sur la concurrence entre le Rwanda et la SADC (communauté de l'Afrique australe, qui inclut l'Afrique du Sud et le Zimbabwe) pour diminuer l'importance de la seconde dans l'intervention. Il préfère une intervention d'un pays plus lointain plutôt que celle de ses voisins. Un journaliste rwandais d'opposition réfugié au Mozambique a été arrêté, juste après l'accord de Nyusi avec P. Kagamé, par des inconnus et n'a pas réapparu depuis. Certaines analyses pointent aussi le fait que F. Nyusi a peur que ces interventions étrangères ne déstabilisent le trafic de drogue dans lequel de hauts dirigeants du parti sont investis, la drogue arrivant du Pakistan sur la côte des provinces septentrionales du Cabo Delgado et de Moçambique et étant convoyée avec toutes les complicités nécessaires vers la capitale et, de là, vers l'Afrique du Sud et l'Europe.

ten de la paix en Afrique. Ils peuvent créer la zone de sécurité dont Total a besoin (32), si la France ou l'Union européenne paie. Plusieurs négociations sont encore en cours (33).

Mariana Carneiro : Mais l'avenir du gaz est également conditionné par la crise climatique.

Joseph Hanlon : Lorsque le gaz a été découvert il y a dix ans, c'était le carburant miracle. Il contient deux fois moins de carbone que le charbon, est excellent pour l'environnement, etc.

Deux objectifs différents en matière de réchauffement climatique sont utilisés – une augmentation de la température par rapport aux niveaux préindustriels de 1,5°C ou 2°C. La différence semblait minime jusqu'à ce que des scientifiques et des hommes d'affaires y regardent de plus près.

Pour le Mozambique, un réchauffement de 2°C entraînerait des cyclones beaucoup plus violents et des sécheresses plus graves qu'avec un réchauffement de 1,5°C.

BP l'année dernière et, très récemment, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) ont réalisé des modèles sur ce que serait la consommation d'énergie à 1,5°C et à 2°C. À 1,5°C, le pic de gaz a déjà été atteint. L'AIE a souligné que dans ce cas, il n'y a plus de marché pour le nouveau gaz.

Mariana Carneiro : En gros, il dit qu'il n'y a pas d'avenir pour le développement de

projets gaziers au Mozambique ?

Joseph Hanlon : Si le monde s'accorde sur un objectif de 1,5°C, il n'y a pas de marché. Mais les compagnies gazières espèrent un objectif de 2°C, car cela signifiera un énorme marché pour le gaz, y compris celui du Mozambique.

Le Mozambique est invité à accepter l'argent du gaz en échange d'une aggravation des cyclones et des sécheresses. Une fois de plus, c'est le peuple qui souffrira.

Mais l'environnement change. Ces dernières semaines, ExxonMobil a subi une énorme pression de la part de ses actionnaires, qui affirment que l'entreprise deviendra plus rentable si elle cesse d'exploiter les combustibles fossiles. Il semble peu probable qu'ExxonMobil aille de l'avant avec sa part du gaz au Cabo Delgado.

La décision de Total devra tenir compte de la sécurité et du marché. Il faut comprendre que la seule fonction des PDG de ces entreprises est d'augmenter le prix des actions. Le PDG de Total aura disparu bien avant que le projet ne commence à produire du gaz.

Mariana Carneiro : Dans ce contexte, quels sont les meilleurs et les pires scénarios ?

Joseph Hanlon : Le meilleur scénario est de créer 10 000 emplois et de mettre fin à la guerre. Le pire scénario est que le Mozambique se transforme en un nouvel Afghanistan. ■